



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

---

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

**de l'Assemblée**

**Le mardi 6 décembre 2022 — Vol. 47 N° 5**

**Présidente de l'Assemblée nationale :  
Mme Nathalie Roy**

---

**2022**

Abonnement annuel (TPS et TVQ en sus):

Débats de l'Assemblée	145,00 \$
Débats de toutes les commissions parlementaires	500,00 \$
Pour une commission parlementaire en particulier	100,00 \$
Index (une session, Assemblée et commissions)	30,00 \$

Achat à l'unité: prix variable selon le nombre de pages.

Règlement par chèque à l'ordre du ministre des Finances et adressé comme suit:

Assemblée nationale du Québec  
Direction de la gestion immobilière et des ressources matérielles  
1020, rue des Parlementaires, bureau RC.85  
Québec (Québec)  
G1A 1A3

Téléphone: 418 643-2754  
Télécopieur: 418 643-8826

Consultation des travaux parlementaires de l'Assemblée ou des commissions parlementaires dans Internet à l'adresse suivante:  
**[www.assnat.qc.ca](http://www.assnat.qc.ca)**

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

## Débats de l'Assemblée nationale

Le mardi 6 décembre 2022 — Vol. 47 N° 5

### Table des matières

#### Affaires courantes

Déclarations de députés	151
Souligner la Journée internationale des personnes handicapées	
Mme Elisabeth Prass	151
Souligner le 25e anniversaire de La Maison Aube-Lumière	
Mme Geneviève Hébert	151
Demander au gouvernement d'agir pour la sauvegarde du Centre de la petite enfance Alexis le Trotteur	
Mme Ruba Ghazal	151
Rendre hommage à M. Réjean Gamelin pour sa contribution à la municipalité de Saint-François-du-Lac	
M. Donald Martel	152
Souligner la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes	
Mme Brigitte B. Garceau	152
Souligner le 60e anniversaire des Chevaliers de Colomb du conseil de Pointe-Gatineau n° 5228	
M. Mathieu Lévesque	152
Souligner le départ à la retraite de Mme Sylvie Deshaies, directrice du Centre communautaire Saint-Pierre	
M. André Lamontagne	153
Féliciter M. Jean Lamoureux, honoré par la Table régionale de concertation des aînés de la Montérégie	
M. Louis Lemieux	153
Souligner le 50e anniversaire du Club de l'âge d'or Lac-Saint-Charles inc.	
M. Sylvain Lévesque	153
Rendre hommage à Mme Céline Beaulieu pour son engagement bénévole et communautaire	
Mme Amélie Dionne	153
Présentation de projets de loi	154
Projet de loi n° 4 — Loi visant à reconnaître le serment prévu par la Loi sur l'Assemblée nationale comme seul serment obligatoire pour y siéger	154
M. Jean-François Roberge	154
Mise aux voix	154
Projet de loi n° 197 — Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux	155
M. André Fortin	155
Mise aux voix	155
Dépôt de documents	156
Dépôt de rapports de commissions	
Composition des commissions parlementaires et adoption de la liste des présidents de séance	156
Mise aux voix du rapport	157
Dépôt de pétitions	157
Maintenir l'heure avancée de manière permanente	157
Implanter un programme de formation en médecine vétérinaire à La Pocatière	157
Questions et réponses orales	158
Effets de la pénurie de main-d'oeuvre sur les services publics	
M. Marc Tanguay	158
M. Christian Dubé	158
M. Marc Tanguay	158
M. Christian Dubé	159
M. Marc Tanguay	159
M. Christian Dubé	159
M. Marc Tanguay	159
M. Christian Dubé	159

## Table des matières (suite)

Gestion du réseau de la santé et des services sociaux	
M. André Fortin	160
M. Christian Dubé	160
M. André Fortin	160
M. Christian Dubé	160
M. André Fortin	161
M. Christian Dubé	161
Accès aux services en santé mentale	
Mme Elisabeth Prass	161
M. Lionel Carmant	161
Mme Elisabeth Prass	162
M. Lionel Carmant	162
Mme Elisabeth Prass	162
M. Lionel Carmant	162
Mesures pour atténuer les effets de l'inflation chez les prestataires de l'aide de dernier recours	
Mme Manon Massé	162
Mme Chantal Rouleau	163
Mme Manon Massé	163
Mme Chantal Rouleau	163
Mme Manon Massé	163
Mme Chantal Rouleau	163
Moratoire sur l'octroi de claims miniers	
Mme Alejandra Zaga Mendez	164
Mme Maïté Blanchette Vézina	164
Mme Alejandra Zaga Mendez	164
Mme Maïté Blanchette Vézina	164
Mme Alejandra Zaga Mendez	164
Mme Maïté Blanchette Vézina	165
Stratégie du gouvernement en matière d'éducation	
Mme Marwah Rizqy	165
M. Bernard Drainville	165
Mme Marwah Rizqy	165
M. Bernard Drainville	166
Mme Marwah Rizqy	166
M. Bernard Drainville	166
Financement de la Société de transport de Montréal	
M. Etienne Grandmont	166
Mme Geneviève Guilbault	166
M. Etienne Grandmont	167
Mme Geneviève Guilbault	167
M. Etienne Grandmont	167
Mme Geneviève Guilbault	167
Transfert du programme de sports-arts-études de l'école secondaire du Chêne-Bleu à celle de la Cité-des-Jeunes	
Mme Marie-Claude Nichols	168
M. Bernard Drainville	168
Mme Marie-Claude Nichols	168
M. Bernard Drainville	169
Mme Marie-Claude Nichols	169
M. Bernard Drainville	169
Soutien aux banques alimentaires	
M. Gregory Kelley	169
Mme Chantal Rouleau	170
M. Gregory Kelley	170
Mme Chantal Rouleau	170
M. Gregory Kelley	170
Mme Chantal Rouleau	170

## Table des matières (suite)

Motions sans préavis	170
Dénoncer la cyberviolence faite aux femmes et demander à l'Assemblée et aux gouvernements du Québec et du Canada de prendre les moyens nécessaires pour lutter contre celle-ci	171
Mise aux voix	171
À l'occasion de la commémoration du drame survenu à l'École polytechnique de Montréal le 6 décembre 1989, dénoncer toutes les formes de violence faite aux femmes et soutenir les actions contre cette violence	171
Mme Pascale Déry	172
M. Marc Tanguay	172
Mme Ruba Ghazal	172
Mise aux voix	173
Avis touchant les travaux des commissions	174
Renseignements sur les travaux de l'Assemblée	174
<b>Affaires du jour</b>	
Affaires prioritaires	
Reprise du débat sur la motion du premier ministre proposant que l'Assemblée approuve la politique générale du gouvernement et sur les motions formulant un grief	174
M. Christian Dubé	175
M. Pierre Fitzgibbon	176
Mme Sona Lakhoyan Olivier	177
Mme Suzanne Roy	180
M. Etienne Grandmont	181
Motion formulant un grief	183
M. Mathieu Lacombe	183
M. Christopher Skeete	185
Mme Marwah Rizqy	187
M. Gregory Kelley	188
Mme Pascale Déry	190
Mme Marie-Belle Gendron	192
Mme Alejandra Zaga Mendez	193
Motion formulant un grief	195
M. André Bachand	196
Mme Catherine Blouin	197
Mme Linda Caron	198
Motion formulant un grief	201
Mme Karine Boivin Roy	201
M. Andrés Fontecilla	203
Motion formulant un grief	206
M. Youri Chassin	206
M. Simon Allaire	207
Mme Audrey Bogemans	208
M. Jean-François Simard	209
Mme Suzanne Blais	211
M. Luc Provençal	212
M. Jean-Bernard Émond	213
<b>Ajournement</b>	214



Le mardi 6 décembre 2022 — Vol. 47 N° 5

(Treize heures quarante minutes)

**Le Vice-Président (M. Benjamin) :** Merci. Alors, bonjour à toutes, bonjour à tous. Je vous invite à prendre place. Nous allons commencer.

#### Affaires courantes

#### Déclarations de députés

Alors, aux affaires courantes, à la rubrique Déclarations de députés, je cède maintenant la parole à Mme la députée de Rivière-du-Loup—Témiscouata. Elle n'est pas là? Alors, je cède donc la parole... Est-ce que Mme la députée de D'Arcy-McGee est avec nous? Mme la députée de D'Arcy-McGee.

#### Souligner la Journée internationale des personnes handicapées

##### Mme Elisabeth Prass

**Mme Prass :** Merci, M. le Président. Le 3 décembre, nous avons célébré la Journée internationale des personnes handicapées. Cette journée rappelle l'importance de rendre nos communautés plus accessibles, équitables et inclusives. Pour plus de 1 million de Québécoises et de Québécois qui ont une incapacité, des petits gestes peuvent faire une grande différence pour favoriser leur participation sociale.

Cette année, le thème de l'ONU pour la journée est *Tous les handicaps ne sont pas visibles*. Certains handicaps, comme les troubles de la santé mentale, la douleur chronique et la fatigue, sont invisibles, mais cela ne les rend pas moins dévastateurs pour la qualité de vie d'une personne. Nous devons tous travailler ensemble, en tant que société, pour promouvoir l'importance de l'inclusion dans la vie.

Living with a disability brings its own set of challenges for the individuals and for those close to them. The inclusion of disability is an essential aspect of respect for human rights, sustainable development, peace, and security.

Les personnes handicapées rencontrent encore des obstacles qui nuisent à leur participation sociale. Comme le dit le thème de cette journée par l'Office des personnes handicapées du Québec, parce que *Mieux accueillir les personnes handicapées, ce n'est pas si compliqué!* Merci.

**Le Vice-Président (M. Benjamin) :** Merci, Mme la députée. La parole revient maintenant à Mme la députée de Saint-François.

#### Souligner le 25e anniversaire de La Maison Aube-Lumière

##### Mme Geneviève Hébert

**Mme Hébert :** Merci, M. le Président. En 25 ans, La Maison Aube-Lumière a accueilli gratuitement à Sherbrooke plus de 3 600 personnes atteintes de cancer en phase avancée.

Appuyés par 125 bénévoles, une quarantaine d'employés prodiguent des soins palliatifs et de fin de vie dans ses 12 chambres lumineuses donnant sur de magnifiques jardins. Le personnel accompagne les patients avec leurs proches en répondant aussi à leurs besoins psychosociaux et spirituels. Leur vision est axée sur la beauté de la vie, malgré ses deuils progressifs, avec le désir constant d'apporter de grands et de petits bonheurs jusqu'au tout dernier instant.

Subventionnée à 50 % par le ministère de la Santé et des Services sociaux, Aube-Lumière boucle son budget grâce au soutien financier de la communauté estrienne. Pionnière, elle a été la première maison au Québec à accepter d'administrer l'aide médicale à mourir et la sédation palliative continue, en 2015. Elle contribue à l'avancement de la recherche et de l'enseignement en soins palliatifs à l'Université de Sherbrooke.

M. le Président, à Aube-Lumière, maison rime avec compassion.

**Le Vice-Président (M. Benjamin) :** Merci, Mme la députée. Au tour, maintenant, de la députée de Mercier.

#### Demander au gouvernement d'agir pour la sauvegarde du Centre de la petite enfance Alexis le Trotteur

##### Mme Ruba Ghazal

**Mme Ghazal :** M. le Président, une épée de Damoclès pend au-dessus de la tête d'un CPE de 80 places dans le Mile End. En juin prochain, le CPE Alexis le Trotteur sera expulsé du bâtiment excédentaire du centre de services scolaire de Montréal dans lequel il se trouve depuis près de 40 ans.

Alexis le Trotteur, ce n'est pas juste un CPE, là, c'est un milieu de vie. Les enfants viennent au CPE à pied, en poussette, à vélo ou à traîneau. Ça anime la vie sur la rue Clark. Je ne peux pas croire que ce sera bientôt fini. Les parents sont très inquiets, et le directeur, Guy Arseneault, qui pensait quitter pour sa retraite la tête tranquille, n'en dort pas la nuit.

Perdre un CPE, ce n'est pas juste perdre un service éducatif pour les tout-petits, c'est détricoter la dynamique de tout un quartier. Il est temps que les ministres de la Famille et de l'Éducation se parlent. Je suis contente de voir que le ministre de l'Éducation est ici et qu'il m'entend. Des solutions existent, les gens de la communauté sont prêts à se mobiliser. Ma demande est très simple : repousser la date du 30 juin 2023 pour sauver le CPE Alexis le Trotteur. Merci.

**Le Vice-Président (M. Benjamin) :** Merci, Mme la députée. Je cède maintenant la parole au député de Nicolet-Bécancour.

**Rendre hommage à M. Réjean Gamelin pour sa contribution  
à la municipalité de Saint-François-du-Lac**

**M. Donald Martel**

**M. Martel :** Merci, M. le Président. Ayant oeuvré pendant près de 20 ans comme directeur général de la MRC Nicolet-Yamaska, j'ai côtoyé de nombreux maires et conseillers municipaux et j'ai été à même de comprendre et de mesurer le degré de générosité et de dévouement dont il faut faire preuve quand on évolue dans ce milieu. Aujourd'hui, j'ai le plaisir de saluer la contribution de quelqu'un qui s'est dévoué pendant 51 années consécutives au service de sa municipalité.

En effet, c'est en 1971 que M. Réjean Gamelin était élu pour la première fois au conseil municipal de Saint-François-du-Lac. M. Gamelin y a siégé sans interruption pendant toutes ces années. Il a connu huit maires et mairesse différents. Je pense qu'il a battu un record canadien de longévité en politique municipale.

Je salue donc la contribution de M. Réjean Gamelin à la vie municipale et je le remercie au nom des citoyens et citoyennes de Saint-François-du-Lac pour son engagement envers sa communauté. Bravo, Réjean!

**Le Vice-Président (M. Benjamin) :** Merci beaucoup, M. le député. Au tour, maintenant, de la députée de Robert-Baldwin.

**Souligner la Journée nationale de commémoration et  
d'action contre la violence faite aux femmes**

**Mme Brigitte B. Garceau**

**Mme Garceau :** Bonjour, M. le Président. Le 6 décembre marque la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes.

Cette journée marque le 33<sup>e</sup> anniversaire des meurtres haineux de 14 jeunes femmes qui s'efforçaient d'atteindre leur potentiel en tant qu'étudiantes en ingénierie à l'École Polytechnique. Nous n'oublierons jamais cette journée tragique et la manière dont 14 étoiles brillantes ont été éteintes à jamais par les mains d'un homme armé.

En leur mémoire, nous devons continuer et mettre tous nos efforts, plus que jamais, à lutter contre la violence faite aux femmes dans toutes ses formes, qui incluent le contrôle coercitif et la cyberviolence.

Les féminicides, au Québec, ont atteint des niveaux significatifs et inacceptables dans les deux dernières années.

Aujourd'hui, réaffirmons notre engagement de prioriser le respect des droits des femmes à l'égalité et à la sécurité. Merci beaucoup.

**Le Vice-Président (M. Benjamin) :** Merci, Mme la députée. M. le député de Chapleau.

**Souligner le 60<sup>e</sup> anniversaire des Chevaliers de Colomb  
du conseil de Pointe-Gatineau n° 5228**

**M. Mathieu Lévesque**

**M. Lévesque (Chapleau) :** Oui, merci beaucoup, M. le Président. Aujourd'hui, j'aimerais souligner le 60<sup>e</sup> anniversaire des Chevaliers de Colomb, conseil 5228 de Pointe-Gatineau.

Depuis maintenant 60 ans, le conseil 5228 des Chevaliers de Colomb s'engage envers notre collectivité et met sur pied des projets communautaires afin de venir en aide aux personnes plus vulnérables de notre société dans Chapleau, à Gatineau, en Outaouais. Toujours présents pour participer à différentes initiatives telles que des barrages routiers, des soupers-bénéfice, des campagnes de financement et plusieurs autres activités visant à appuyer les organismes de la région, les Chevaliers de Colomb ne ménagent aucun effort pour faire le bien autour d'eux.

M. le Président, j'aimerais prendre un moment pour remercier et féliciter M. Gilles Ouellette, grand chevalier du conseil 5228, et tous les membres pour leur implication, leur engagement et surtout leur générosité auprès de nos concitoyens. 60 ans, c'est tout un accomplissement, et vous pouvez en être fiers. Toutes mes félicitations, et bon 60<sup>e</sup> anniversaire!

**Le Vice-Président (M. Benjamin) :** Merci, M. le député. Je cède la parole, maintenant, au député de Johnson.

**Souligner le départ à la retraite de Mme Sylvie Deshaies,  
directrice du Centre communautaire Saint-Pierre**

**M. André Lamontagne**

**M. Lamontagne :** Merci beaucoup, M. le Président. Je tiens à souligner le dévouement exceptionnel de Sylvie Deshaies, une actrice importante du milieu communautaire de Drummondville.

En 1994, elle est devenue directrice du Centre communautaire Saint-Pierre, un milieu de vie offrant des activités sportives et culturelles aux gens de tous âges. Diplômée en récréologie, Mme Deshaies a siégé sur différents conseils d'administration et tables de concertation tout au long de sa carrière.

Femme de coeur et passionnée par son milieu, elle est décrite par ses pairs comme une travailleuse infatigable pour laquelle un refus à ses projets n'est pas acceptable. Sa persévérance est à la source de nombreuses réalisations, dont l'acquisition et la conversion de l'ancienne église de Saints-Pierre-et-Paul, désormais une annexe au centre communautaire et un espace citoyen multiusage d'exception.

L'heure de la retraite a maintenant sonné, Mme Deshaies ayant accepté un nouveau défi, celui de grand-maman, alors qu'un cinquième petit-enfant rejoindra bientôt la famille. Sylvie, merci pour ton dévouement et ton immense contribution. Et bonne retraite!

Mme Deshaies est avec nous.

• (13 h 50) •

**Le Vice-Président (M. Benjamin) :** Merci, M. le député. Au tour, maintenant, du député de Saint-Jean.

**Féliciter M. Jean Lamoureux, honoré par la Table régionale  
de concertation des aînés de la Montérégie**

**M. Louis Lemieux**

**M. Lemieux :** Oui, merci. M. le Président, la Table régionale de concertation des aînés de la Montérégie vient d'annoncer les cinq récipiendaires du prix Hommage aux aînés de la Montérégie 2022 pour leur implication bénévole au sein de leur communauté.

Parmi eux, M. Jean Lamoureux, de Saint-Jean-sur-Richelieu, qui est, entre autres, depuis 2015, le président du conseil d'administration du Centre de partage communautaire johannais, un organisme fondamental et même essentiel pour notre communauté, mais il est aussi responsable, depuis plus de 32 ans, de la guignolée dans la région. Avant, il avait été président du hockey mineur, et, pendant 10 ans, il a été responsable de la sécurité du Relais pour la vie.

De l'avis de tous, la grande réalisation de Jean Lamoureux aura été d'offrir la possibilité à tous de s'impliquer activement dans leur communauté, et en particulier les aînés et les plus vulnérables. Félicitations, M. Lamoureux! Je vous salue et vous remercie au nom de tous vos concitoyens.

**Le Vice-Président (M. Benjamin) :** Merci, M. le député de Saint-Jean. Au tour, maintenant, du député de Chauveau.

**Souligner le 50e anniversaire du Club de  
l'âge d'or Lac-Saint-Charles inc.**

**M. Sylvain Lévesque**

**M. Lévesque (Chauveau) :** Merci beaucoup, M. le Président. Aujourd'hui, je souhaite souligner le 50e anniversaire d'un organisme de la circonscription de Chauveau, le Club de l'âge d'or de Lac-Saint-Charles.

Fondé en 1972 par M. Léopold Beaulieu et présidé pour la première fois par Mme Gertrude Auclair, le Club de l'âge d'or de Lac-Saint-Charles s'est donné comme mission de répondre aux besoins sportifs, culturels et sociaux des personnes âgées de 50 ans et plus, et, croyez-moi, avec au moins deux activités par semaine aux membres, c'est mission accomplie.

Présidé aujourd'hui par M. Raymond Shea, le Club de l'âge d'or de Lac-Saint-Charles, qui regroupe entre 150 et 200 membres annuellement, permet à plusieurs personnes âgées de se réunir régulièrement et d'échanger dans l'harmonie et le plaisir. Les activités proposées sont nombreuses et diversifiées — soirées et cours de danse, parties de cartes, soupers communautaires — et toutes ces activités permettent aux aînés de demeurer actifs, mais elles permettent également de briser l'isolement chez certaines personnes.

J'offre au Club de l'âge d'or de Lac-Saint-Charles mes meilleurs voeux pour ce 50e anniversaire. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Benjamin) :** Merci, M. le député. Merci. Je cède maintenant la parole à Mme la députée de Rivière-du-Loup—Témiscouata.

**Rendre hommage à Mme Céline Beaulieu pour son  
engagement bénévole et communautaire**

**Mme Amélie Dionne**

**Mme Dionne :** Merci, M. le Président. Aujourd'hui, je tiens à rendre hommage à Mme Céline Beaulieu, une bénévole exceptionnelle.

Résidente de L'Isle-Verte, dans la MRC de Rivière-du-Loup, elle est membre du Cercle de fermières depuis 1964 et compte plus de 30 ans d'implication au sein de l'organisme. Mme Beaulieu a toujours défendu la mission des cercles de fermières et elle en est d'ailleurs très fière. Elle est un véritable exemple de dévouement et d'engagement.

Outre le Cercle de fermières, elle s'est impliquée au sein du comité des loisirs de L'Isle-Verte, dans l'organisation de l'événement hommage aux bénévoles, et a fait partie du comité du carnaval.

M. le Président, permettez-moi de souligner sa présence ici, aujourd'hui, avec ses accompagnateurs. Mes hommages à cette femme de coeur, qui répond toujours présente et qui donne sans compter pour aider ceux et celles qui l'entourent. Merci beaucoup pour votre implication, Mme Beaulieu.

**Le Vice-Président (M. Benjamin) :** Merci, Mme la députée. Alors, ceci met fin à la rubrique Déclarations de députés. Nous allons suspendre les travaux quelques instants.

*(Suspension de la séance à 13 h 53)*

*(Reprise à 14 h 02)*

**La Présidente :** Bonjour, tout le monde. Mmes et MM. les députés, nous allons nous recueillir quelques instants. Je vous remercie. Veuillez vous asseoir. Nous allons poursuivre les affaires courantes. Aujourd'hui, il n'y a pas de déclarations ministérielles.

#### **Présentation de projets de loi**

À la rubrique Présentation de projets de loi, s'il vous plaît, M. le leader du gouvernement.

**M. Jolin-Barrette :** Oui, Mme la Présidente. Je vous demande d'appeler l'article a du feuilleton, s'il vous plaît.

#### **Projet de loi n° 4**

**La Présidente :** À l'article a du feuilleton, M. le ministre responsable des Institutions démocratiques et ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne présente le projet de loi n° 4, Loi visant à reconnaître le serment prévu par la Loi sur l'Assemblée nationale comme seul serment obligatoire pour y siéger. M. le ministre.

#### **M. Jean-François Roberge**

**M. Roberge :** Merci, Mme la Présidente. Donc, il me fait plaisir de présenter le projet de loi n° 4, loi visant à reconnaître le serment prévu à l'Assemblée nationale comme le seul serment obligatoire pour y siéger.

Ce projet de loi a pour objet d'abolir l'obligation de prêter et de souscrire le serment d'allégeance au roi prévue par la Loi constitutionnelle de 1867 à laquelle doivent satisfaire les députés pour pouvoir siéger à l'Assemblée nationale.

À cette fin, le projet de loi ajoute dans la Loi constitutionnelle de 1867 un article soustrayant le Québec à l'application de l'article 128 de cette loi, qui prévoit une telle obligation. Merci.

**La Présidente :** M. le leader de l'opposition officielle.

**M. Derraji :** Mme la Présidente, je vois que tout le monde est heureux et content de ce dépôt de projet de loi, mais je tiens quand même à préciser un point très important. Et je pense que le leader du gouvernement a vu, hier, l'avis aux médias qui mentionne le numéro du projet de loi. Je ne vais pas rappeler à cette Assemblée l'épisode où le leader du gouvernement a rappelé au député d'Hochelaga-Maisonneuve le dévoilement du numéro du projet de loi. Donc, j'espère et j'ose espérer que c'est une erreur de bonne foi. Merci, Mme la Présidente.

**La Présidente :** M. le leader du gouvernement.

**M. Jolin-Barrette :** Mme la Présidente, écoutez, le leader de l'opposition officielle me l'apprend, mais, une chose est sûre, si erreur a été commise, très certainement, c'est une erreur de bonne foi. Et on me dit que ça a été corrigé extrêmement rapidement. Alors, nos excuses, Mme la Présidente, relativement aux faits mentionnés par le député. Et cette situation ne se reproduira plus.

**La Présidente :** Alors, je comprends que tous autant que vous êtes, vous avez bien compris le message.

#### **Mise aux voix**

Est-ce que l'Assemblée accepte d'être saisie de ce dépôt de projet de loi?

**Des voix : ...**

**La Présidente :** Accepté... Adopté. Maintenant, M. le leader de l'opposition officielle, la parole est à vous.

**M. Derraji :** Mme la Présidente, je vous demande d'appeler l'article b.

#### Projet de loi n° 197

**La Présidente :** À l'article b du feuillet, M. le député de Pontiac présente le projet de loi n° 197, Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux. M. le député.

#### M. André Fortin

**M. Fortin :** Merci. Merci, Mme la Présidente. Ce projet de loi modifie la Loi sur les services de santé et les services sociaux afin d'améliorer la qualité des soins.

Pour ce faire, le projet de loi prévoit que le gouvernement doit déterminer un nombre maximal de patients par infirmière ou infirmier, par infirmière ou infirmier auxiliaire et par préposé aux bénéficiaires dans certains départements d'un centre hospitalier ainsi que dans un centre d'hébergement et de soins de longue durée.

En outre, le projet de loi prévoit la constitution d'un comité consultatif chargé de faire des recommandations au gouvernement quant au nombre maximal de patients par infirmière ou infirmier, par infirmière ou infirmier auxiliaire et par préposé aux bénéficiaires qui devrait être fixé dans le règlement du gouvernement. De même, le projet de loi confère au comité la responsabilité de produire un rapport sur la mise en oeuvre du règlement et sur son impact sur la qualité des soins. Je vous remercie, Mme la Présidente.

**La Présidente :** Est-ce que l'Assemblée accepte d'être saisie de ce projet de loi?

**Des voix :** Adopté.

**La Présidente :** Adopté. M. le leader de l'opposition officielle.

**M. Derraji :** Mme la Présidente, je vous demande un vote par appel nominal. Merci.

**La Présidente :** Pour le dépôt? Bien, c'est votre droit. Alors, qu'on appelle les députés. Mais je crois qu'ils sont tous ici. Tout le monde est présent, alors allons-y.

**Une voix :** ...

#### Mise aux voix

**La Présidente :** Ah oui, bien sûr. Alors, que les députés qui sont pour veuillent bien se lever.

• (14 h 10) •

**Le Secrétaire adjoint :** M. Tanguay (LaFontaine), M. Derraji (Nelligan), Mme Setlakwe (Mont-Royal—Outremont), M. Fortin (Pontiac), Mme Maccarone (Westmount—Saint-Louis), M. Beauchemin (Marguerite-Bourgeoys), Mme Dufour (Mille-Îles), Mme Rotiroti (Jeanne-Mance—Viger), Mme Garceau (Robert-Baldwin), Mme Rizqy (Saint-Laurent), M. Kelley (Jacques-Cartier), Mme Prass (D'Arcy-McGee), Mme Lakhoyan Olivier (Chomedey), Mme Caron (La Pinière), M. Morin (Acadie), Mme Cadet (Bourassa-Sauvé), M. Ciccone (Marquette).

M. Jolin-Barrette (Borduas), Mme Guilbault (Louis-Hébert), M. Laframboise (Blainville), Mme Fréchette (Sanguinet), M. Dufour (Abitibi-Est), M. Bonnardel (Granby), Mme LeBel (Champlain), M. Roberge (Chambly), M. Boulet (Trois-Rivières), Mme D'Amours (Mirabel), M. Martel (Nicolet-Bécancour), Mme Proulx (Berthier), Mme Rouleau (Pointe-aux-Trembles), M. Fitzgibbon (Terrebonne), Mme Lecours (Les Plaines), Mme Roy (Verchères), M. Julien (Charlesbourg), M. Drainville (Lévis), M. Carmant (Taillon), M. Caire (La Peltrie), M. Lefebvre (Arthabaska), M. Dubé (La Prairie), Mme Bélanger (Prévost), M. Lamontagne (Johnson), M. Lévesque (Chauveau), Mme Hébert (Saint-François), M. Émond (Richelieu), Mme Blanchette Vézina (Rimouski), M. Lacombe (Papineau), Mme Champagne Jourdain (Duplessis), Mme Laforest (Chicoutimi), M. Lévesque (Chapleau), Mme Charest (Brome-Missisquoi), Mme Duranceau (Bertrand), Mme Déry (Repentigny), M. Lafrenière (Vachon), M. Skeete (Sainte-Rose), M. Simard (Montmorency), M. Allaire (Maskinongé), M. Provençal (Beauce-Nord), Mme Lachance (Bellechasse), M. Chassin (Saint-Jérôme), M. Jacques (Mégantic), M. Bélanger (Orford), M. Reid (Beauharnois), Mme Jeannotte (Labelle), M. Bachand (Richmond), M. Caron (Portneuf), Mme Blais (Abitibi-Ouest), Mme Tardif (Lavolette—Saint-Maurice), M. Asselin (Vanier-Les Rivières), Mme Boivin Roy (Anjou—Louis-Riel), M. Bussière (Gatineau), M. Lamothe (Ungava), M. Lemieux (Saint-Jean), Mme Lecours (Lotbinière-Frontenac), M. Poulin (Beauce-Sud), M. Girard (Lac-Saint-Jean), Mme Abou-Khalil (Fabre), M. Bernard (Rouyn-Noranda—Témiscamingue), Mme Schmaltz (Vimont), M. Montigny (René-Lévesque), Mme Bourassa (Charlevoix—Côte-de-Beaupré), Mme Mallette (Huntingdon), Mme Dionne (Rivière-du-Loup—Témiscouata), Mme Blouin (Bonaventure), M. Tremblay (Dubuc), Mme Bogemans (Iberville), Mme Tremblay (Hull), M. Thouin (Rousseau),

Mme Guillemette (Roberval), Mme Poulet (Laporte), M. Gagnon (Jonquière), M. St-Louis (Joliette), Mme Gendron (Châteauguay).

M. Leduc (Hochelaga-Maisonneuve), Mme Massé (Sainte-Marie—Saint-Jacques), M. Marissal (Rosemont), M. Fontecilla (Laurier-Dorion), M. Zanetti (Jean-Lesage), Mme Ghazal (Mercier), Mme Labrie (Sherbrooke), M. Bouazzi (Maurice-Richard), Mme Zaga Mendez (Verdun), M. Grandmont (Taschereau).  
Mme Nichols (Vaudreuil).

**La Présidente :** Y a-t-il des contre? Des abstentions? M. le secrétaire général.

**Le Secrétaire :** Pour : 103  
Contre : 0  
Abstentions : 0

**La Présidente :** Voilà, le projet de loi... le dépôt de ce projet de loi est adopté.

### Dépôt de documents

Maintenant, à la rubrique Dépôt de documents, je reconnais Mme la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et la présidente du Conseil du trésor.

**Mme LeBel :** Merci, Mme la Présidente. Permettez-moi de déposer le rapport annuel 2021-2022 du Conseil interprofessionnel du Québec, les rapports annuels de gestion 2021-2022 du Secrétariat du Conseil du trésor, du Centre d'acquisitions gouvernementales et de l'Office des professions du Québec.

Je dépose, finalement, le rapport annuel d'activité 2021-2022 de l'Autorité des marchés publics. Merci.

**La Présidente :** Ces documents sont déposés. Mme la ministre de l'Emploi.

**Mme Champagne Jourdain :** «Kuei», Mme la Présidente. Permettez-moi de déposer le rapport d'activité 2021-2022 du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre. Merci.

**La Présidente :** Ce document est déposé. M. le ministre de la Cybersécurité et du Numérique.

**M. Caire :** Merci, Mme la Présidente. Je dépose le rapport annuel de gestion 2021-2022 du ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

**La Présidente :** Ce document est déposé. M. le ministre responsable des Services sociaux.

**M. Carmant :** Mme la Présidente, permettez-moi de déposer le rapport annuel de gestion 2021-2022 de l'Office des personnes handicapées du Québec. Merci, Mme la Présidente.

**La Présidente :** Ce document est déposé. M. le ministre responsable des Infrastructures et ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale.

**M. Julien :** Oui, Mme la Présidente. Permettez-moi de déposer le rapport annuel 2021-2022 de la Commission de la capitale nationale et de la Société québécoise des infrastructures.

**La Présidente :** Ces documents sont déposés.

Pour ma part, je dépose le rapport annuel 2021-2022 de l'Assemblée nationale du Québec. Ce rapport dresse le bilan du travail des parlementaires et de l'administration de manière dynamique, schématique et transparente. À sa lecture, vous pourrez constater l'ampleur du travail effectué au cours de la dernière année par les membres du personnel de l'Assemblée nationale. Je les remercie pour leur engagement quotidien. Et je salue au passage mon prédécesseur, le président sortant, François Paradis, qui signe la préface de ce rapport annuel.

Je dépose la liste des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée.

### Dépôt de rapports de commissions

#### Composition des commissions parlementaires et adoption de la liste des présidents de séance

Maintenant, à la rubrique Dépôt de rapports de commissions, je dépose le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui, le 2 décembre 2022, a procédé à la formation des commissions parlementaires et à l'adoption de la liste des présidents de séance, conformément aux articles 127 et 139 du règlement de l'Assemblée nationale.

Je cède maintenant la parole à M. le deuxième vice-président de l'Assemblée.

### Mise aux voix du rapport

**Le Vice-Président (M. Lévesque) :** Mme la Présidente, je propose que le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale soit adopté.

**La Présidente :** Cette motion est-elle adoptée? Adopté.

### Dépôt de pétitions

À la rubrique Dépôt de pétitions, je reconnais M. le député de l'Acadie.

#### Maintenir l'heure avancée de manière permanente

**M. Morin :** Merci, Mme la Présidente. Permettez-moi de déposer l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale et signée par 451 pétitionnaires. Désignation : citoyens et citoyennes du Québec.

«Les faits invoqués sont les suivants :

«Considérant que le changement d'heure à l'automne est associé à une forte hausse des problèmes de santé mentale selon de nombreuses études;

«Considérant que les changements d'heure sont associés à une augmentation de 24 % de la fréquence des crises cardiaques et de 6 % de la fréquence des accidents de voiture;

«Considérant que conserver l'heure avancée de façon permanente entraîne une amélioration de la qualité de vie;

«Considérant que conserver l'heure avancée de façon permanente crée un environnement plus sûr pour les hommes et les femmes qui se déplacent seuls et qui comptent sur la lumière du jour pour assurer leur sécurité;

«Considérant que conserver l'heure avancée de façon permanente crée des conditions plus sécuritaires pour les enfants qui jouent dehors après la journée d'école;

«Considérant que conserver l'heure avancée de façon permanente est associé à [la] réduction de la criminalité;

«Considérant que conserver l'heure avancée de façon permanente est associé à une activité économique accrue et, par conséquent, à une croissance économique;

«Considérant que conserver l'heure avancée de façon permanente est associé à une utilisation moindre de la lumière et, par conséquent, à une réduction de la consommation d'énergie;

«Considérant que la non-application de l'heure normale de l'Est entre les mois de novembre et mars aura peu de conséquences négatives pour la population québécoise;

«Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

«Nous, signataires, demandons au gouvernement du Québec d'abolir le passage à l'automne de l'heure normale de l'Est et de conserver l'heure avancée de façon permanente.»

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition, Mme la Présidente. Merci.

**La Présidente :** Alors, cet extrait de pétition est déposé. M. le député de la Côte-du-Sud.

#### Implanter un programme de formation en médecine vétérinaire à La Pocatière

**M. Lefebvre :** Mme la Présidente, permettez-moi de déposer, au nom du député de Côte-du-Sud, l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 1 393 pétitionnaires. Désignation : citoyennes et citoyens du Québec.

«Les faits invoqués sont les suivants :

«Considérant que La Pocatière est une ville éducative et de recherche appliquée par excellence dans l'histoire de la formation agroalimentaire depuis 1859 par la fondation de la première École d'agriculture, de la Faculté d'agronomie — en 1940 — de l'Institut de technologie agroalimentaire — 1962 — puis du campus de l'Institut de technologie agroalimentaire du Québec — en 2021;

«Considérant que l'enseignement agricole est une tradition à La Pocatière;

«Considérant la présence à La Pocatière d'infrastructures importantes d'élevage via une ferme-école avec deux troupeaux laitiers, un cheptel chevalin et d'autres installations de production animale;

«Considérant que la ville de La Pocatière compte déjà l'espace disponible pour l'ajout de locaux et d'infrastructures répondant à des normes élevées pour offrir un tel programme de formation;

«Considérant que La Pocatière possède déjà un édifice central permettant le partage de services aux élèves de formation supérieure;

«Considérant la présence d'un cégep avec ses ressources disponibles et l'offre d'un programme de techniques en santé animale;

«Considérant que l'environnement rural de proximité présente une grande concentration d'entreprises agricoles dans Kamouraska-L'Islet, offrant ainsi un laboratoire d'apprentissage exceptionnel à de futurs vétérinaires pour les grands animaux;

«Considérant que même la Faculté de médecine vétérinaire de Saint-Hyacinthe est située hors campus;

«Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

«Nous, soussignés, demandons au gouvernement du Québec que le site de La Pocatière soit reconnu pour l'implantation d'un programme de formation en médecine vétérinaire sous l'égide de l'Université du Québec à Rimouski et l'Université de Montréal.»

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.

**La Présidente :** Et cet extrait de pétition est déposé.

Il n'y a pas de réponses orales aux pétitions ni d'interventions portant sur une violation de droit ou de privilège.

### Questions et réponses orales

Nous en sommes maintenant à la période de questions orales, et je cède la parole à M. le chef de l'opposition officielle.

#### Effets de la pénurie de main-d'oeuvre sur les services publics

##### M. Marc Tanguay

**M. Tanguay :** Merci beaucoup, Mme la Présidente. La pénurie de main-d'oeuvre est une véritable crise qui secoue le Québec dans tous les secteurs. Dans le secteur privé, nos entrepreneurs, nos entrepreneuses, nos PME également sont touchés de plein fouet, mais également les services de l'État. Que ce soit en santé, en éducation, en services de garde, même dans nos palais de justice, la pénurie de main-d'oeuvre fait rage et fait en sorte que les missions de base de l'État ne sont pas au rendez-vous. Les Québécoises et Québécois, par milliers, sont abandonnés par l'État québécois.

Pensons dans le domaine de la santé, c'est 160 000 Québécois qui sont en attente, toujours, d'une chirurgie. 18 000 aînés attendent toujours des soins à domicile. Nos urgences, les taux d'occupation explosent. J'ai devant moi, Mme la Présidente, une liste de 10 urgences qui passent de taux d'occupation de 143 % jusqu'à 206 %.

Le gouvernement et le premier ministre a dit : Vous nous jugerez sur les résultats. Ils sont dans leur cinquième année, et les résultats sont désastreux. Les Québécoises et Québécois ont même peur de tomber malades, en se disant : On ne pourra pas prendre soin de nous, dans nos urgences, il va falloir attendre, attendre, attendre.

Alors, le gouvernement de la CAQ reconnaît-il, une fois qu'il a dit : Vous nous jugerez sur les résultats, que, notamment en matière de santé, la non-reconnaissance de la crise de pénurie de main-d'oeuvre a un impact néfaste pour les Québécoises et Québécois et que c'est leur échec?

**La Présidente :** Je reconnais le ministre de la Santé.

##### M. Christian Dubé

**M. Dubé :** Merci beaucoup, Mme la Présidente. Mais j'aimerais en profiter pour saluer deux collègues d'en face qui nous ont fait l'honneur, aujourd'hui, d'amener...

**Des voix :** ...

• (14 h 20) •

**M. Dubé :** Trois, pardon, pardon. Alors, bienvenue, bienvenue. Très belle journée. Merci beaucoup. Et on me dit qu'il est en santé, il est en santé. Voilà.

Alors, pour revenir à la question, je pense qu'il y a une chose sur laquelle on est d'accord, c'est que l'enjeu des ressources humaines, il est partout. Il est notamment en santé, mais, je l'ai expliqué plusieurs fois cette semaine, il est non seulement au Québec, mais il est partout au Canada, il est partout en Europe. Alors, ce n'est pas un phénomène qui est uniquement propre au Québec.

Maintenant, ce que nous avons fait, et je pense que les gens le reconnaissent, depuis que nous avons mis en place un plan de santé pour lutter, justement, contre certains effets néfastes de la pandémie, Mme la Présidente, c'est de mettre plusieurs mesures en place, qui ont été faites. J'ai expliqué un peu plus tôt cette semaine, dans une lettre...

**La Présidente :** En terminant.

**M. Dubé :** ...l'ensemble des mesures que nous avons mises en place. Puis je pourrai continuer avec plaisir, Mme la Présidente.

**La Présidente :** Première complémentaire. Je vous rappelle que vous parlez à la présidence.

##### M. Marc Tanguay

**M. Tanguay :** Oui. Mme la Présidente, le ministre de la Santé parle d'un plan qu'il a mis de l'avant. C'est dans sa cinquième année, aujourd'hui, que le gouvernement de la CAQ parle encore de plan. Il y avait un plan pour réduire à 90 minutes les consultations de médecins à l'urgence; c'est plus de 3 h 3 min. Il y avait un plan, à la CAQ, pour rendre le réseau plus accessible; la durée de séjour à l'urgence est passée de 14 heures à plus de 18 h 50 min. La CAQ avait un plan pour les chirurgies; ça a explosé de 115 000 à 160 000.

Ne reconnaît-il pas que ses plans, c'est échec sur échec?

**Une voix :** ...

**La Présidente :** M. le ministre de la Santé.

**M. Christian Dubé**

**M. Dubé :** Merci beaucoup. Excusez-moi. Alors, tellement hâte de répondre que j'ai été trop rapide. Je m'excuse. Ce que je voulais dire... Moi, j'ai décidé qu'on regardait nos succès. On sait qu'on a des contraintes, on sait qu'on a des difficultés, avec la pandémie, avec notre personnel, mais il y a une chose, par exemple. Ce matin, l'opposition a sûrement pris bonne note que, malgré ce qu'ils avaient dit, avec l'entente avec les médecins, on est en train de dépasser une cible qui avait été prévue pour le 31 décembre 2022. Et, en date du début décembre, on a déjà plus que dépassé cette cible-là.

Et je veux en profiter, Mme la Présidente, pour remercier les médecins qui ont décidé, comme partenaire principal avec le réseau de santé...

**La Présidente :** En terminant.

**M. Dubé :** ...de mettre l'épaule à la roue pour nous donner, justement, un appui que nous avons besoin. C'est un très beau succès.

**Des voix :** ...

**La Présidente :** Pas de commentaire. Deuxième complémentaire.

**M. Marc Tanguay**

**M. Tanguay :** Mme la Présidente, que répond le ministre de la Santé à Mme Billeau, qui a témoigné publiquement ce matin, infirmière clinicienne, mère de trois enfants en bas de cinq ans? Je la cite : «J'ai peur parce que je ne sais pas si mes enfants auront les soins nécessaires à l'hôpital en raison du débordement actuel. [...]J'ai peur de ne pas être capable de pouvoir consulter un médecin à temps.» Avant que la situation ne dégénère.

Alors, dites-moi, MM. le premier ministre et ministre de la Santé, quels sont vos véritables plans? Que répond-il à Mme Billeau?

**La Présidente :** M. le ministre.

**M. Christian Dubé**

**M. Dubé :** Mme la Présidente, je vais donner un autre exemple. Prenons le cas des urgences pédiatriques. Les urgences pédiatriques, c'est, je pense, le meilleur exemple qu'on peut donner, à très court terme, où on s'est rendu compte, avec le trio de virus que l'on avait, d'être capables de réagir très rapidement, particulièrement sur l'île de Montréal, au cours des dernières semaines. Les gens sont capables, maintenant, d'appeler et non seulement d'avoir un service, mais d'être capables d'avoir une prise de rendez-vous.

Et ce que nous allons faire, Mme la Présidente, c'est continuer avec ce système-là, qui n'existait même pas il y a quelques mois et qui donne un très bon service aux Québécois. On va continuer à le faire et à aller dans des endroits où on n'était jamais allés auparavant. Merci beaucoup.

**La Présidente :** Troisième complémentaire.

**M. Marc Tanguay**

**M. Tanguay :** Mme la Présidente, les statistiques sont éloquentes, les Québécois doivent attendre aux urgences des 12, des 15, des 20 heures de temps. Ça, c'est l'échec du gouvernement. Il ne peut pas se satisfaire de ça. Les Québécoises et Québécois n'ont pas accès aux soins de santé, quand ils se rendent aux urgences, ils doivent attendre des dizaines d'heures.

Gilbert Boucher, président de l'Association des spécialistes en médecine d'urgence, disait, et je le cite, «déficit chronique» de personnel dans les urgences : «La population n'a pas changé, c'est juste [...] notre capacité à les soigner [qui a changé].» Que répond-il au président?

**La Présidente :** M. le ministre.

**M. Christian Dubé**

**M. Dubé :** C'est très intéressant, Mme la Présidente, parce que, justement, le Dr Boucher, qui est sur la cellule de crise que nous avons mise en place, citait un de ses collègues de l'hôpital juif de Montréal qui disait... puis c'est le Dr Afilalo, que j'ai eu la chance de rencontrer plusieurs fois, qui disait : Une chance que le gouvernement a mis des mesures spéciales en place, au cours des derniers mois, parce que la situation serait encore pire qu'elle ne l'est aujourd'hui avec la pandémie.

Alors, moi, je pense, justement, que nos professionnels, dont le Dr Boucher, qui est cité ici, nous aident sur la cellule de crise, et ils font un travail fantastique dans des conditions très difficiles, et nous allons continuer de travailler avec eux. Merci, Mme la Présidente.

**La Présidente** : En principale, le député de Pontiac.

### Gestion du réseau de la santé et des services sociaux

#### M. André Fortin

**M. Fortin** : Merci, Mme la Présidente. Voici le type de courriel que tous les députés ici reçoivent : «M. le député, je m'adresse à vous parce qu'on cherche des solutions. Hier, j'ai passé 12 heures à l'urgence avec mon enfant. Pourtant, on avait tout essayé pour l'éviter. On avait commencé par ma médecin de famille, mais elle est en congé parental, et les autres médecins de sa clinique refusent de voir ses patients. On a essayé le 8-1-1, parce que c'est ce qu'on nous a dit de faire, ça a pris 1 h 30 min, et, quand on a finalement eu la ligne, on nous a dit : Allez à l'urgence. Mais 12 heures plus tard, à l'urgence, on a perdu espoir. On est retournés à la maison sans voir personne, en se croisant les doigts pour que le petit aille mieux.»

Bon, Mme la Présidente, déjà que c'était inacceptable, mais en même temps que des parents se butaient à des portes fermées, en même temps qu'ils cherchaient désespérément des solutions à leur problème, le ministre de la Santé se promenait sur toutes les tribunes pour dire à quel point sa réforme, elle était fantastique.

Ça, c'est son choix, M. le Président, mais ce dont on a besoin de lui, aujourd'hui, c'est qu'il dise aux parents qu'est-ce qu'ils doivent faire dans cette situation-là, quand ils n'ont pas les services nécessaires.

**La Présidente** : M. le ministre, votre réponse.

#### M. Christian Dubé

**M. Dubé** : Je suis certain, Mme la Présidente, que le député de Pontiac a eu l'occasion d'aller consulter les différentes statistiques, parce que les statistiques... Comme le dit souvent le premier ministre, les faits sont têtus. On a réussi, malgré toutes les circonstances difficiles que l'on vit dans le réseau en ce moment, d'avoir sensiblement la même affluence dans les urgences qu'on a habituellement à ce temps-ci de l'année. Pourquoi, Mme la Présidente? On a entre 10 000 et 12 000 visites aux urgences tous les jours, tous les jours, et ça, c'est à peu près le même niveau qu'on avait l'an dernier à la même date. Savez-vous une chose? C'est qu'avec les trois virus que nous avons, si nous n'avions pas fait tous les gestes que nous avons posés dans les derniers mois, est-ce qu'on serait à 15 000 ou à 20 000 visites aux urgences par jour?

Et c'est ça qu'il est important de savoir. On fait le mieux avec le personnel que l'on a. On le remercie de faire tous les efforts qu'ils font. Puis c'est ce qu'on va continuer à faire tous les jours, en étant très transparents sur la situation que l'on vit, Mme la Présidente.

**Des voix** : ...

**La Présidente** : Pas de commentaire, je vous prie. Première complémentaire, M. le député.

#### M. André Fortin

**M. Fortin** : Le ministre ne peut pas être satisfait de la situation actuelle. De s'assurer qu'un enfant pourra être vu à l'urgence, c'est la mission de base de l'État. C'est de sa responsabilité, de votre responsabilité, M. le ministre, s'assurer que, quand quelqu'un se présente aux urgences, il réussit à voir quelqu'un. C'est la mission de base de l'État, s'assurer que les initiatives demandées par les employés du réseau, comme les projets ratios, sont mises en place pour offrir des meilleurs soins.

C'est la mission de base de l'État. Quand vous ne le faites pas, c'est les patients et le personnel qui en souffrent. Est-ce que vous l'avez entendu, ça?

**La Présidente** : M. le ministre.

#### M. Christian Dubé

**M. Dubé** : Bon, Mme la Présidente, on regarde non seulement le nombre de visites, mais on regarde aussi le temps d'attente que les gens ont soit au téléphone, à travers les listes, à travers les différents services que nous avons mis, et on voit qu'on est capables de réduire les temps d'attente pour que les gens puissent avoir un service soit téléphonique ou un rendez-vous.

Ce que j'aimerais dire, Mme la Présidente, c'est pour ça que nous avons fait un appel avec Je contribue, pour être capables d'avoir du personnel qui vient nous aider, parce qu'en ce moment les gens acceptent ce service-là. Les gens veulent faire affaire avec la télésanté, qu'on a confirmé au cours des derniers jours. On met tout en place pour être capables...

**La Présidente** : En terminant.

**M. Dubé** : ...d'avoir la meilleure situation dans les circonstances.

**La Présidente** : Deuxième complémentaire. Vous vous adressez à la présidence.

**M. André Fortin**

**M. Fortin** : Le ministre nous parle du personnel. Ce week-end, là, il y a eu une infirmière suspendue pour avoir mangé une toast. Ça a pris quatre jours au gouvernement pour rectifier le tir. Aujourd'hui, on apprend que deux infirmières n'ont pas pu être embauchées au 8-1-1 parce que leur anglais est jugé élémentaire, au Québec, et ce, alors qu'on manque d'employés partout dans le réseau. Les employeurs, là, dans le privé, eux, ils ont compris qu'on doit attirer et non repousser les employés.

Quand est-ce que le ministre de la Santé va passer le message à son réseau?

**La Présidente** : M. le ministre de la Santé.

**M. Christian Dubé**

**M. Dubé** : Je vais répondre très rapidement, Mme la Présidente, que c'est déjà fait dans les deux cas, très rapidement. Ma collègue, ici, s'est occupée de la toast au beurre de pinottes, et moi, je me suis occupé...

**Des voix** : ...

**M. Dubé** : Non, mais c'est très sérieux, Mme la Présidente, parce qu'on prend un cas d'espèce, ici, qui est inacceptable. Mme la Présidente, je veux dire au député de Pontiac que je suis tout à fait d'accord avec lui. Les deux gestes qui ont été posés par des cadres du réseau sont totalement inacceptables, et nous allons agir sur ces gestes. Merci.

• (14 h 30) •

**La Présidente** : Je reconnais, en principale, Mme la députée de D'Arcy-McGee.

**Accès aux services en santé mentale**

**Mme Elisabeth Prass**

**Mme Prass** : Merci, Mme la Présidente. Il y a quelques jours, l'unité psychiatrique de l'Hôpital général du Lakeshore a été temporairement fermée en raison d'une pénurie de psychiatres. Aujourd'hui, on apprend qu'en raison d'un manque criant de psychiatres et de psychologues à l'institut Pinel un violent criminel s'en tire sans être déclaré délinquant dangereux.

Ce sont des exemples, mais on parle d'une situation généralisée au Québec, Mme la Présidente. On parle d'une longue série de départs précipités à la retraite, de divers congés de maladie, mais surtout de plusieurs départs pour aller pratiquer au privé, étant donné la pression dans le public. Le ministre doit comprendre que la situation est intenable. La pénurie de psychiatres et de psychologues est extrême, en ce moment.

Le gouvernement caquiste faillit à sa mission première, soit de protéger les plus vulnérables et d'offrir les bons soins à ceux qui en ont besoin.

À quand un vrai plan en santé mentale?

**La Présidente** : Je reconnais le ministre responsable des Services sociaux pour la réponse.

**M. Lionel Carmant**

**M. Carmant** : Merci, Mme la Présidente. Je remercie la députée de D'Arcy-McGee pour sa question et de relancer le débat sur la santé mentale, comme son prédécesseur le faisait.

Je pense que, les soins en santé mentale, on les a vraiment pris en charge de façon significative au cours des dernières années. On a déposé un plan d'action interministériel en santé mentale de quatre ans de plus de 1 milliard de dollars qui s'attaque justement à l'accès aux soins de façon importante.

Pour les médecins psychiatres, ce qu'on a fait, c'est qu'on a regroupé, au niveau des guichets d'accès de santé mentale, toutes les requêtes qui sont envoyées au Centre de répartition des services spécialisés, le CRDS, et, pour diminuer la pression sur les médecins psychiatres, on a laissé les agentes au guichet d'accès en santé mentale gérer ces consultations-là. Donc, les consultations niveau a, b, les urgentes, là, 24 heures, une semaine, sont vues intégralement par les psychiatres, mais les c, d, e, qui peuvent être vues par d'autres professionnels du réseau, sont vues par d'autres professionnels quand c'est possible. Et ça, ça nous permet d'agir de façon beaucoup plus rapide qu'attendre la consultation en psychiatrie.

Pour le service en général, l'accès en général en santé mentale, notre programme d'interdisciplinarité...

**La Présidente** : En terminant.

**M. Carmant** : ...c'est vraiment la voie qu'il faut continuer à suivre, et c'est ce qu'on va faire.

**La Présidente** : Première complémentaire, Mme la députée de D'Arcy-McGee.

**Mme Elisabeth Prass**

**Mme Prass :** De moins en moins de psychologues et de psychiatres rejoignent le réseau public québécois, car ils préfèrent travailler dans le réseau public mais de l'Ontario, pas chez nous. Pourquoi? Parce qu'ils peuvent gagner près de 50 % plus cher et que leurs conditions de travail sont bien meilleures ailleurs. Pour le peu d'étudiants diplômés qui décident de travailler dans le réseau public du Québec, la moitié quitte au cours des cinq premières années de pratique. C'est épouvantable! Qu'est-ce que le gouvernement caquiste compte faire concrètement pour rétablir la situation?

**La Présidente :** Et je reconnais encore une fois le ministre responsable des Services sociaux.

**M. Lionel Carmant**

**M. Carmant :** Bien, merci, Mme la Présidente. Je pense que, pour la situation des psychologues, on a été très clairs, en campagne électorale, là, je l'ai dit moi-même, le premier ministre l'a dit, c'est dans notre plan, c'est dans notre programme électoral, qu'il faut rehausser la rémunération des psychologues, et ça, on le sait.

Ce qui était important, dans le dernier mandat, c'est qu'on a justement mis en place cette utilisation interdisciplinaire de tous les professionnels, parce que la demande en santé mentale est si importante, là, je le répète encore une fois, ça ne peut pas être l'affaire de juste les psychologues et des psychiatres. Tout le monde doit être impliqué, les infirmières, les ergothérapeutes, les travailleuses sociales. Tout le monde doit pouvoir donner un coup de main selon ses capacités pour qu'on arrive à gérer l'accès en santé mentale.

**La Présidente :** En terminant.

**M. Carmant :** Et c'est ce qu'on va continuer à faire. Merci.

**La Présidente :** Deuxième complémentaire.

**Mme Elisabeth Prass**

**Mme Prass :** Mme la Présidente, les experts sont unanimes. Au rythme où nous allons, il manquera 860 psychologues d'ici deux ans dans le réseau de la santé. On parle de plus de 40 % des effectifs, c'est énorme. Nous sommes déjà en décembre 2022. Ça veut dire que dans un an, déjà, les listes d'attente, l'offre de services et la qualité des services seront encore plus affectées qu'aujourd'hui.

Quand la CAQ va-t-elle réaliser qu'elle échoue sa mission et qu'elle abandonne des milliers de Québécois et de Québécoises en détresse?

**La Présidente :** M. le ministre.

**M. Lionel Carmant**

**M. Carmant :** ...rétablir les faits. Quand on est arrivé, il n'y avait pas de liste d'attente en santé mentale à travers le Québec. On a été les premiers à consolider les listes d'attente. On est partis de 28 000. Là, on est autour de 20 000. Donc, on travaille là-dessus, puis on veut continuer à améliorer la situation, mais il y a une augmentation, avec la pandémie, de plus de 40 % de la demande, là. Donc, le fait qu'on soit capable de stabiliser... Je pense que la première chose qu'il faut faire, c'est remercier nos intervenants à travers le réseau qui ont fait ce travail-là au cours des dernières années. Maintenant, ce qu'il est important de dire aussi, ce qu'il est important de dire, c'est qu'on va continuer dans ce même module d'interdisciplinarité là. C'est ça qui compte, d'utiliser tout le monde au bon moment, vers le bon professionnel. Et c'est ça qu'on est en train de mettre en place...

**La Présidente :** En terminant.

**M. Carmant :** ...et c'est ce qu'on va continuer à faire. Merci.

**La Présidente :** Maintenant, je reconnais la députée de Sainte-Marie—Saint-Jacques pour le deuxième groupe d'opposition.

**Mesures pour atténuer les effets de l'inflation chez les prestataires de l'aide de dernier recours****Mme Manon Massé**

**Mme Massé :** Merci, Mme la Présidente. Hier, on lisait en mots dans un rapport ce que les gens, plusieurs personnes, vivent au quotidien depuis des mois. L'an prochain, ça va coûter 1 000 \$ de plus pour l'épicerie. Ça fait que ça, c'est sans compter le logement, le linge, la passe d'autobus, et j'en passe.

Mais les décideurs n'ont pas l'air de tout à fait bien comprendre ça veut dire quoi, d'avoir de la difficulté de joindre les deux bouts à chaque semaine. On a entendu le premier ministre, la semaine dernière, dire qu'il ne veut pas augmenter le salaire minimum.

Alors, je me tourne vers la nouvelle ministre responsable de la Solidarité sociale. Vivre sur la solidarité sociale, tu touches 1 138 \$ si tu es à la solidarité sociale, 726 \$ par mois si tu es à l'aide sociale. La grosse misère noire, Mme la Présidente.

Qu'est-ce que la ministre va faire pour mettre du pain puis du beurre sur la table des 250 000 personnes qui en arrachent le plus?

**La Présidente :** La réponse de la ministre de la Solidarité sociale.

**Mme Chantal Rouleau**

**Mme Rouleau :** Merci beaucoup, Mme la Présidente. Et bravo encore pour votre poste! C'est la première fois que je peux vous le dire.

Bon, tout d'abord, le gouvernement a créé un nouveau ministère, la Solidarité sociale et l'Action communautaire. Je pense que c'est un geste extrêmement fort, qui démontre tout l'intérêt du gouvernement à ne laisser personne derrière, à aider les gens dans des conditions qui ne sont pas toujours faciles.

Notre intention, notre volonté, c'est d'aider les gens par de multiples programmes. On a le nouveau Programme de revenu de base, par exemple, qui démarre le 1er janvier 2023, qui va permettre à 84 000 personnes de sortir de la pauvreté par un rehaussement très important de leurs... de l'argent qu'ils reçoivent. Le premier objectif, c'est d'aider les gens, accompagner les gens vers l'emploi. C'est l'emploi qui permet aux gens, aux personnes d'atteindre un niveau...

**La Présidente :** En terminant.

**Mme Rouleau :** ...de richesse acceptable pour bien vivre. Alors, c'est d'accompagner ces gens par différents modes...

**La Présidente :** En première complémentaire.

**Mme Manon Massé**

**Mme Massé :** Oui. Bien, ça tombe bien, Mme la ministre... Mme la Présidente, puisqu'il y a des gens qui sont présentement à la sécurité du revenu et à l'aide sociale qui travaillent pour, justement, être capables de se sortir un peu la tête de l'eau, mais, après 200 \$, on leur coupe leurs chèques, on leur coupe leurs chèques.

Est-ce que, la ministre, ça fait partie de son coffre à outils, s'assurer que ces gens-là ne verront pas leurs chèques coupés s'ils atteignaient 600 \$?

**La Présidente :** Mme la ministre de la Solidarité sociale.

**Mme Chantal Rouleau**

**Mme Rouleau :** Mme la Présidente, justement, le Programme de revenu de base permet d'avoir des mesures plus souples pour les gens, permettre de travailler et aller jusqu'à un certain montant sans se faire couper comme c'est le cas pour le 200 \$ actuel. Alors, c'est évident que 200 \$, aujourd'hui, c'est très peu, dans tout un mois, pour travailler. Ce n'est pas très productif, je dirais. Alors, on est en train de travailler sur cette mesure. Il y a certaines actions qui seront menées au cours des prochains mois, dans la prochaine année...

**La Présidente :** En terminant.

**Mme Rouleau :** ...et vous pourrez voir les résultats.

**La Présidente :** En deuxième complémentaire, madame.

**Mme Manon Massé**

**Mme Massé :** Mme la Présidente, 84 000 personnes vont passer effectivement au revenu de base, mais tout le reste ne pourront pas gagner plus que 200 \$ par mois parce que le reste va être coupé sur leurs chèques. Moi, je trouve, là, que, dans la période qu'on est là, là, la moindre des choses, c'est que les gens qui contribuent, justement, à la crise de main-d'oeuvre dans laquelle on est se voient non pénalisés, parce qu'actuellement ils sont pénalisés.

Indexer les prestations deux fois par année, permettre un gain de 600 \$, je pense que...

**La Présidente :** Mme la ministre.

**Mme Chantal Rouleau**

**Mme Rouleau :** Bon, alors, Mme la Présidente, il y a des propositions de l'opposition, Mme la députée, mais déjà on travaille sur différentes mesures. Il y aura des consultations qui seront faites, on est en train de... En fait, ce qu'on veut s'assurer, Mme la Présidente, c'est que les gens puissent avoir accès à un emploi. Il y a le programme emploi pour faire...

pour accompagner les gens qui sont en difficulté, actuellement, à aller vers l'emploi et toutes les mesures qui peuvent permettre aux gens de sortir de la pauvreté, parce qu'on a une lutte, comme vous le... une politique pour la lutte contre la pauvreté...

• (14 h 40) •

**La Présidente** : En terminant.

**Mme Rouleau** : ...et on veut mettre en place les mesures nécessaires pour aider les...

**La Présidente** : En principale, je reconnais la députée du deuxième groupe d'opposition. Mme la députée de Verdun, la parole est à vous.

### Moratoire sur l'octroi de claims miniers

#### Mme Alejandra Zaga Mendez

**Mme Zaga Mendez** : Merci beaucoup, Mme la Présidente. La COP15 commence à Montréal, puis c'est le moment d'être cohérents, c'est le moment de mettre de l'ordre dans le bar ouvert pour les minières. Mme la Présidente, en ce moment, nous avons des claims miniers dans la réserve faunique des Chic-Chocs. On a des claims miniers dans la réserve faunique de La Vérendrye, près du parc, même, du Mont-Tremblant, près du parc du Mont-Mégantic et du parc de la Gaspésie. On ne peut pas dire qu'on protège la nature d'un bord, puis, de l'autre, on est en train de donner aux minières les droits d'arracher notre territoire.

Mme la Présidente, on est au Québec, on n'est pas au far west. En attendant une vraie réforme de la Loi sur les mines, est-ce que la ministre des Ressources naturelles va faire son travail de shérif et va décréter un moratoire sur les claims miniers auprès de ces zones sensibles?

**La Présidente** : Je reconnais Mme la ministre des Ressources naturelles et des Forêts.

#### Mme Maïté Blanchette Vézina

**Mme Blanchette Vézina** : Mme la Présidente, premiers mots que j'adresse à l'Assemblée nationale, j'aimerais les adresser aux citoyens de Rimouski qui m'ont fait confiance. Donc, premiers mots que j'adresse sont pour eux.

Écoutez, on est conscients des inquiétudes. Il y a eu des inquiétudes, des questions qui ont été soulevées dans les dernières semaines. Je suis en tournée auprès des différents intervenants.

Il faut être conscients, par contre, qu'il n'y a pas nécessairement... on ne fait pas l'objet... parce qu'il y a un claim il n'y a pas l'objet nécessairement d'une mine. Il y a tout un processus rigoureux qui est mis en place, et il y a également des mesures qui sont octroyées aux municipalités pour désigner des territoires comme incompatibles à l'activité minière. Donc, j'encourage les municipalités, les MRC à se prévaloir de ce pouvoir qu'on leur a donné.

**Des voix** : ...

**La Présidente** : Pas de commentaire. En première complémentaire, Mme la députée de Verdun.

#### Mme Alejandra Zaga Mendez

**Mme Zaga Mendez** : Merci beaucoup. On est aussi conscients qu'en ce moment, là, le bar reste ouvert. Puis, si ça continue comme ça, le sud du Québec va être claimé au grand complet. On va rater nos objectifs de préservation, Mme la Présidente.

Il y a des centaines de municipalités qui sonnent l'alarme, elles veulent pouvoir préserver leurs richesses naturelles. Qu'est-ce que la ministre leur répond? Est-ce qu'elle va décréter un moratoire sur les claims miniers dans ces milieux de vie?

**La Présidente** : Mme la ministre des Ressources naturelles, la parole est à vous.

#### Mme Maïté Blanchette Vézina

**Mme Blanchette Vézina** : Le premier ministre l'a dit à plusieurs reprises, et on le répète, il n'y aura pas de mine sans acceptabilité sociale. J'ai mentionné qu'il existait le recours des territoires, les TIAM, là, donc territoires incompatibles à l'activité minière. Il y a aussi tout un processus de consultation, d'implication des communautés lorsqu'il y a des projets de mines qui viennent en exploration, avant d'arriver, même, en exploitation.

Donc, je le répète, les mines, c'est important de travailler avec l'acceptabilité sociale des milieux, et c'est ce qu'on compte faire.

**La Présidente** : Deuxième complémentaire.

#### Mme Alejandra Zaga Mendez

**Mme Zaga Mendez** : Merci. Je n'entends malheureusement pas d'engagement ferme afin de mettre fin aux claims miniers. Parce que, pendant ce temps-là, il faut comprendre que nos parcs nationaux sont menacés par des claims miniers.

Moi, ce que je comprends, là, c'est que... Est-ce qu'on est en train de laisser l'exploration minière à côté du parc, par exemple, du Mont-Tremblant? On va-tu laisser les minières sacrifier nos parcs nationaux et nos rivières? Est-ce que la ministre des Ressources naturelles va mettre la limite?

**La Présidente :** Mme la ministre.

**Mme Maité Blanchette Vézina**

**Mme Blanchette Vézina :** Je le répète, il y a des règles qui régissent l'exploitation et l'exploration des mines, et même les claims, tout le processus. C'est important que les gens comprennent, que les Québécois comprennent qu'on a mis en place des règles qui sont rigoureuses et qu'il y a des territoires qui sont incompatibles avec l'activité minière. Il y a des règles qui sont mises dans la Loi sur les mines et dans le processus pour arriver à l'exploitation d'une mine.

Donc, je tiens à rassurer les gens ici, c'est 80 % des claims, là, qui n'arrivent pas, même, à l'exploitation, là. Donc, rassurez-vous. Puis il y a des règles qui sont mises en place, et on a donné des outils aux municipalités, des orientations avec les territoires incompatibles, et aussi pour protéger des territoires comme les aires protégées.

**La Présidente :** En question principale, je reconnais Mme la députée de Saint-Laurent. Félicitations, Mme la députée!

**Stratégie du gouvernement en matière d'éducation**

**Mme Marwah Rizqy**

**Mme Rizqy :** Merci. Vraiment heureuse de vous retrouver, vraiment très heureuse. Premièrement, bon retour au ministre de l'Éducation en politique. C'est un ministère qui a besoin d'énormément d'attention.

Et j'aimerais commencer en demandant au ministre de l'Éducation quelle est sa vision pour que la mission de l'État soit pleinement remplie, pour que les parents n'aient plus besoin de recevoir un texto le matin pour savoir que, finalement, l'autobus scolaire ne se présentera pas devant la porte de la maison, pour que les parents ne soient pas inquiets à savoir si, oui ou non, il y aura un service de garde, pour que les parents n'aient pas besoin de se demander : Est-ce que je vais avoir un enseignant dans ma classe ou une énième suppléante?

Moi, j'aimerais vraiment connaître cette vision de l'éducation pour s'assurer que la mission de l'État soit pleinement remplie.

**La Présidente :** M. le ministre de l'Éducation, votre réponse.

**M. Bernard Drainville**

**M. Drainville :** ...Mme la Présidente. Alors, je salue le retour de la députée de Saint-Laurent. Je suis très content qu'elle soit toujours la porte-parole en matière d'éducation. Je pense qu'on peut travailler ensemble de manière constructive pour le bien-être de nos enfants et pour le bien-être du réseau scolaire en général. Je pense qu'on peut faire beaucoup de belles choses ensemble. On ne sera pas toujours d'accord sur tout, mais je pense qu'on peut trouver des points d'accord importants pour la suite des choses. Et évidemment je la félicite, comme le ministre de la Santé l'a déjà fait, pour le petit bébé que le député de Jacques-Cartier porte fièrement présentement.

Maintenant, sur la vision des choses. Je fais une tournée des écoles présentement. Je trouve ça extrêmement riche parce que je vais y chercher, d'abord, une bonne lecture du terrain, une bonne lecture de ce qui se passe dans les écoles et puis je vais chercher également des idées de solutions, dont on aura l'occasion de parler prochainement. Mais je vous le dis d'emblée, Mme la députée, la principale chose dont ils me parlent, c'est la composition des classes, le fait que les élèves à besoins particuliers sont de plus en plus nombreux et de plus en plus exigeants...

**La Présidente :** En terminant.

**M. Drainville :** ...et donc il faut apporter de l'aide aux enseignantes et aux enseignants.

**La Présidente :** Vous allez me permettre de rappeler cette règle : Vous vous adressez à la présidence. Mme la députée de Saint-Laurent. Première complémentaire.

**Mme Marwah Rizqy**

**Mme Rizqy :** Vous me faites une passe sur la palette, M. le ministre, parce que, pendant le dernier mandat, souvent, nous, on a parlé de la pénurie d'enseignants mais aussi de la pénurie de personnel de soutien. J'étais dehors avec eux. Alors, vous nous faites la passe pour faire des propositions.

Nous, on a demandé que le personnel de soutien qui sont à temps partiel... Est-ce qu'on peut faire une solution gagnant-gagnant puis les mettre à temps complet pour être de l'aide supplémentaire dans nos classes? C'est là que les

enseignants ont besoin d'aide. Alors, nous, on ne comprend pas pourquoi, qu'on n'est pas capable d'avoir un plan pour s'assurer que ces gens-là rejoignent les rangs dans les classes.

**La Présidente** : M. le ministre de l'Éducation.

**M. Bernard Drainville**

**M. Drainville** : Bien, passe sur la palette pour passe sur la palette, j'aimerais souligner, Mme la Présidente, qu'il y a présentement un projet pilote dans 100 écoles du Québec qui vise justement à prendre nos éducatrices en service de garde qui travaillent le matin, le midi et le soir, mais qui ont des trous entre les différents repas, les prendre, ces éducatrices en service de garde et, donc, les amener en renfort dans les classes comme aides de classe. Alors, pour le moment, on n'a pas encore le résultat définitif de ce projet pilote, mais tout ce que j'entends, Mme la Présidente...

**La Présidente** : En terminant.

**M. Drainville** : ...c'est que c'est très positif et c'est très bien reçu par les enseignantes, le personnel et les éducatrices.

**La Présidente** : Et deuxième complémentaire.

**Mme Marwah Rizqy**

**Mme Rizqy** : J'en suis ravie, parce que c'est nous qui l'avons proposé et que c'est seulement, malheureusement, 100 classes sur 68 000 classes au Québec, donc c'est à peine 1/10 de 1 %. Nous, on aimerait entendre cette vision que, dès jeudi, le ministre de l'Éducation va nous dire : On aimerait que ce soit étalé, avoir un plan, là, sur quatre ans pour passer de 1/10 de 1 % à 20 %, 40 %, 50 %. Pourquoi? Parce que, tantôt, moi, j'ai rencontré Claire, avec la CSQ. Elle, elle travaille à temps partiel, elle aimerait ça avoir une job à temps plein.

**La Présidente** : M. le ministre de l'Éducation.

**M. Bernard Drainville**

**M. Drainville** : Bien, Mme la Présidente, je pense que j'ai manifesté un préjugé très favorable envers cette mesure d'aides à la classe. Maintenant, je veux d'abord voir comment va se terminer le projet pilote. Mais tous les signaux que j'entends, quand je me promène dans les écoles, que je rencontre le personnel scolaire et je leur demande : Qu'est-ce que vous pensez de l'idée d'une éducatrice en service de garde qui vient prêter main-forte aux enseignantes, aux enseignantes, qu'est-ce que vous en pensez?, ils lèvent tous les mains puis ils disent : «Yes», c'est ça que ça prend. Quand je demande aux éducatrices : Est-ce que vous aimeriez ça donner plus de temps, aller prêter main-forte aux enseignantes et aux enseignants, dans les écoles, et aux techniciennes, également, en éducation spécialisée, et aux professionnels de l'éducation...

**La Présidente** : En terminant.

**M. Drainville** : ...ils et elles me répondent également : Oui, on veut ça. Alors, on travaille là-dessus.

**La Présidente** : En principale, je reconnais maintenant le député de Taschereau.

### **Financement de la Société de transport de Montréal**

**M. Etienne Grandmont**

**M. Grandmont** : Merci, Mme la Présidente. Tout le monde sait que la clé de voûte de notre transition écologique, c'est les transports. La semaine dernière, on apprenait que la STM prévoyait un déficit de 78 millions de dollars à cause d'une baisse d'achalandage causée par la pandémie. En conséquence, la STM n'a pas le choix de prévoir des coupures de services, moins de métros qui passent, moins de bus qui passent, en pleine crise climatique, en pleine crise du coût de la vie. C'est vraiment le monde à l'envers, Mme la Présidente.

Je suis certain que le ministre des Transports et de la Mobilité durable va être d'accord avec moi, son mandat, c'est mettre plus de monde dans le transport en commun, pas moins. Je ne peux pas croire que la CAQ peut tolérer des coupures de services à Montréal ou ailleurs au Québec.

Est-ce que le ministre va accorder le financement d'urgence dont la STM a besoin afin de maintenir les services l'an prochain?  
• (14 h 50) •

**La Présidente** : Je reconnais le ministre des Transports et de la Mobilité durable. La parole est à vous.

**Mme Geneviève Guilbault**

**Mme Guilbault** : Oui. Merci beaucoup, Mme la Présidente. Bien, à mon tour de prendre la parole pour la première fois, dans mes nouvelles fonctions du moins, et donc de saluer mon collègue de Taschereau, nouveau député. Très heureuse,

collègue de la Capitale-Nationale et vis-à-vis en transport. Alors, on s'est déjà parlé en privé, donc heureuse que la collaboration commence officiellement aujourd'hui, donc. Et très belle question.

On parlait de passe sur la palette, et le député de Taschereau a terminé sa question en disant : Est-ce que le gouvernement va accorder l'aide d'urgence pour les sociétés de transport? Bien, justement, Mme la Présidente, le gouvernement était plus qu'au rendez-vous en matière d'aide d'urgence pour les sociétés de transport au Québec. Dans le cadre de la pandémie, on a aidé les sociétés de transport, Mme la Présidente, plus que n'importe quelle autre organisation au Québec. On a donné beaucoup d'aide d'urgence, on le sait, aux entreprises, aux grandes entreprises, aux PME, aux citoyens, bien sûr, mais, toutes proportions gardées, les sociétés de transport, les OPTC, comme on les appelle, ont bénéficié de beaucoup d'argent de la part du gouvernement, 1,8 milliard qui a été donné aux sociétés de transport dans le cadre de la pandémie, argent dont certains montants restent encore dans les coffres de certaines sociétés de transport. Alors, il y a là, Mme la Présidente, déjà des marges de manoeuvre pour nos OPTC.

En ce qui concerne la STM, eh bien, le gouvernement a été au rendez-vous là aussi...

**La Présidente :** En terminant.

**Mme Guilbault :** ...mais c'est sûr que la STM relève de l'administration municipale. Donc, ce sont des choix municipaux, Mme la Présidente.

**La Présidente :** Première complémentaire.

#### **M. Etienne Grandmont**

**M. Grandmont :** Je vais citer l'ancien ministre des Transports, qui, au mois d'août 2021, disait ceci : «On ne veut pas qu'il y ait une réduction de service à Montréal ou dans n'importe quelle autre société de transport au Québec. [...] On va travailler [...] pour ne pas qu'il y ait de réduction de service à Montréal ou ailleurs au Québec.» Fin de la citation.

On en annonce, là, des coupures, dans les mois qui viennent, en 2023. Donc, ma question pour la nouvelle ministre : Est-ce que l'engagement tient toujours?

**La Présidente :** Mme la ministre.

#### **Mme Geneviève Guilbault**

**Mme Guilbault :** Oui. Donc, Mme la Présidente, je le disais, le gouvernement a été au rendez-vous pour aider les diverses sociétés de transport. Mais, si on prend le cas de la STM, les montants versés à la STM ont continuellement augmenté depuis cinq ans. Alors, déjà, quand je dis que le gouvernement a été au rendez-vous, les actions se sont jointes aux intentions. Et, je le disais, la STM, il reste que c'est une organisation qui est gérée par une administration municipale. Alors, ce n'est pas au gouvernement à venir dicter à l'administration municipale montréalaise comment elle va organiser son budget. Ils font des choix budgétaires. Ils prennent certaines décisions, ça a des incidences budgétaires, et ils les assument. Et je suis certaine que le député de Taschereau ne voudrait pas qu'on commence à s'ingérer dans l'administration municipale des sociétés de transport, qui relève des maires et des mairesses.

**La Présidente :** En terminant.

**Mme Guilbault :** Ceci étant dit, Mme la Présidente, le transport collectif est une priorité de notre gouvernement. Donc, on va continuer à être en discussion avec toutes les sociétés de transport au Québec.

**La Présidente :** Et en deuxième complémentaire.

#### **M. Etienne Grandmont**

**M. Grandmont :** Mme la Présidente, ce qu'on vit à la STM, on va bientôt le vivre partout au Québec. Devant les déficits anticipés, en l'absence de soutien gouvernemental, les sociétés de transport vont devoir choisir entre réduire l'offre de services ou refiler la facture aux usagers. C'est inquiétant pour les usagers, qui paient déjà assez cher leurs billets. C'est inquiétant pour l'avenir du transport en commun en pleine crise climatique.

Des coupures de services, est-ce que c'est comme ça que le ministre des Transports... est-ce que c'est avec ça que le ministre des Transports entend lutter contre les changements climatiques?

**La Présidente :** Mme la ministre.

#### **Mme Geneviève Guilbault**

**Mme Guilbault :** Oui, Mme la Présidente. Donc, je veux être très, très claire, là, le transport collectif, c'est une des priorités de notre gouvernement. Le député a raison de dire qu'une des façons de lutter contre l'émission de gaz à effet de serre, c'est d'électrifier nos transports et d'avoir des projets en transport collectif. On met des milliards dans les différents

projets en transport collectif, que ce soit la ligne bleue, qui avance concrètement depuis hier avec l'appel d'offres sur le tunnelier, le tramway à Québec, les REM, etc. Mais il reste qu'il y a eu des pertes tarifaires liées à l'achalandage réduit à cause de la pandémie. On a compensé 100 % des pertes tarifaires avec l'aide d'urgence de 1,8 milliard. On va continuer d'avoir des discussions, via l'ARTM, avec les différentes sociétés de transport de la CMM, avec celles des autres municipalités. Mais, Mme la Présidente, ce sont des décisions qui doivent être prises à deux.

**La Présidente :** En terminant.

**Mme Guilbault :** Les municipalités ont un rôle à jouer dans la gestion de leurs budgets, dans la gestion des budgets des OPTC qui relèvent de leur gestion.

**La Présidente :** En principale, je reconnais la députée de Vaudreuil.

#### **Transfert du programme de sports-arts-études de l'école secondaire du Chêne-Bleu à celle de la Cité-des-Jeunes**

**Mme Marie-Claude Nichols**

**Mme Nichols :** Merci, Mme la Présidente. Au lendemain des élections, en octobre dernier, la direction de l'école secondaire du Chêne-Bleu, dans mon comté, a envoyé une lettre aux parents les informant qu'à la prochaine rentrée les étudiants inscrits au sport-arts-études seraient transférés dans une autre école en raison de la surpopulation. Ce programme sport-études qui motive nos jeunes depuis plusieurs années sera tout simplement aboli, aboli, parce que l'accréditation du ministère est impossible à transférer, et le ministre le sait, nous en avons parlé.

Tout le monde convient à quel point la pandémie a durement affecté nos jeunes, leur santé physique, leur santé mentale, d'où l'importance d'un tel programme.

Mme la Présidente, comment le ministre de l'Éducation peut-il justifier l'abolition du sport-arts-études et comment peut-il revenir sur sa décision afin d'assurer aux jeunes et aux parents qui sont inquiets que le programme sera maintenu?

**La Présidente :** Je reconnais, pour sa réponse, le ministre de l'Éducation.

**M. Bernard Drainville**

**M. Drainville :** Merci, Mme la Présidente. Merci beaucoup à la députée de Vaudreuil, qui m'a effectivement soumis ce dossier très rapidement après ma prise de fonction. Et évidemment on a regardé ça. Je l'ai informée que j'étais en train de faire le point sur la situation.

Je reconnais l'inquiétude des parents. Maintenant, Mme la Présidente, l'enjeu que nous vivons présentement dans la circonscription de Vaudreuil avec cette école-là, c'est un enjeu d'espace. Et donc l'idée, ce n'est pas d'abolir le programme sport-études, comme le suggère la députée, mais c'est plutôt de le déménager dans une école, qui nous permettrait, donc, de maintenir ledit programme mais de le faire pour un plus grand nombre d'élèves.

Alors, on est à la recherche de solutions. Il y a un enjeu d'espace, au Québec, il y a un problème, évidemment, avec des écoles qu'on a trop longtemps négligées. Et malheureusement ce sont les gouvernements précédents qui ont négligé nos écoles. Nous, on investit énormément d'argent, on investit énormément d'argent...

**Des voix :** ...

**La Présidente :** S'il vous plaît!

**M. Drainville :** ...comme on le sait, et on va continuer à le faire pour s'assurer qu'on ait des belles écoles, au Québec.

**Des voix :** ...

**La Présidente :** S'il vous plaît! Pas de commentaire.  
En première complémentaire, Mme la...

**Des voix :** ...

**La Présidente :** S'il vous plaît! Il n'y a que Mme la députée de Vaudreuil qui a la parole pour la première complémentaire.

**Mme Marie-Claude Nichols**

**Mme Nichols :** ...pas l'affaire des gouvernements précédents, là. Il y a une nouvelle école qui est disponible. Ce qu'on demande, c'est de ne pas abolir le sport-études. On le sait que ça ne se transfère pas. Le ministre a reçu plusieurs correspondances de parents. Il y a une maman qui lance un cri du coeur en rappelant comment ses deux garçons sont

intimement rattachés au sport-études. C'est ce qui les raccroche, justement, à l'école et c'est ce qui les motive à aller à l'école puis à réussir leurs études.

Est-ce que le ministre peut les rassurer en leur promettant que cette décision-là, elle va être réévaluée?

**La Présidente :** M. le ministre de l'Éducation.

#### **M. Bernard Drainville**

**M. Drainville :** Mme la Présidente, je ne vais pas la réévaluer, je suis en train de l'évaluer. Et je suis en train, donc, de regarder ce qui pourrait être fait pour réduire le niveau d'inquiétude des parents, que je comprends très, très bien.

Et je pense que je l'ai dit, là, dans moult entrevues, Mme la Présidente, moi, j'y crois, au sport-études. J'y crois, à l'art-études. On en veut plus, des programmes comme ceux-là dans nos écoles publiques du Québec. Donc, la députée peut compter sur moi. Je ne suis pas contre les sports-études, je suis pour les sports-études, et on a investi des sous là-dedans.

**La Présidente :** En terminant.

**M. Drainville :** On les a rendus gratuits pour 60 % de ces programmes, jusqu'à hauteur de 200 \$. On veut continuer à les rendre accessibles.

**La Présidente :** Et deuxième complémentaire, Mme la députée.

#### **Mme Marie-Claude Nichols**

**Mme Nichols :** Bien, demain soir, là, il y aura une résolution de la direction de l'école secondaire du Chêne-Bleu qui va être déposée, là. J'espère que le ministre va s'opposer à cette résolution-là qui veut abolir le sport-études. Ce qu'on demande, c'est qu'il y en ait un autre qui soit rétabli. Tout va trop vite dans ce dossier-là. C'est des décisions qui sont prises à la va-vite, puis ça, bien, c'est au détriment de la santé de nos jeunes, leur santé physique, leur santé mentale.

Les parents sont perturbés, puis ça fait longtemps que le dossier traîne. Maintenant, il faut mettre le pied à terre. Le statu quo, dans ce dossier-là, là, c'est acceptable.

**La Présidente :** M. le ministre de l'Éducation.

#### **M. Bernard Drainville**

**M. Drainville :** Je comprends très bien l'intervention de la députée de Vaudreuil. Elle fait son travail de députée de Vaudreuil, elle se fait le porte-voix de ses concitoyens. Et j'entends leurs voix, Mme la Présidente, j'entends leurs inquiétudes, je comprends les parents et je cherche une solution.

Maintenant, encore une fois, ces programmes-là sont de plus en plus populaires. Il faut trouver des endroits qui nous permettent de l'offrir au plus grand nombre. Et là on se retrouve devant un dilemme, et puis j'essaie de trouver la bonne solution, Mme la Présidente. Mais, encore une fois, l'objectif, ce n'est pas de diminuer l'accès au sport-études, c'est d'augmenter l'accès au sport-études...

**La Présidente :** En terminant.

**M. Drainville :** ...partout au Québec, y compris dans la circonscription de Vaudreuil.

• (15 heures) •

**La Présidente :** Je reconnais en principale M. le député de Jacques-Cartier avec son petit bébé. Allez-y.

#### **Soutien aux banques alimentaires**

##### **M. Gregory Kelley**

**M. Kelley :** Merci. Et félicitations, Mme la Présidente, pour une nomination très bien méritée!

Le visage de la pauvreté, aujourd'hui, c'est quoi? C'est les petites familles, des mères monoparentales, des enfants, des travailleuses, des étudiants, des aînés.

Mme la Présidente, c'est la mission de l'État de prendre soin des gens qui sont les plus vulnérables. Présentement, il y a 600 000 Québécois qui utilisent des banques alimentaires chaque mois. Avec l'augmentation du prix des aliments, on sait qu'ils ont tous une pression énorme dans chacun des comtés de tous les députés ici, en cette Assemblée nationale.

Alors, j'ai une question très, très simple pour la ministre responsable : Est-ce que, dans la mise à jour économique, jeudi, il y a des sommes d'argent prévues pour aider les banques alimentaires, qui sont présentement sous une pression énorme?

**La Présidente :** Je reconnais la ministre de la Solidarité sociale. La parole est à vous.

**Mme Chantal Rouleau**

**Mme Rouleau :** Merci beaucoup, Mme la Présidente. C'est un enjeu qu'on connaît, là, à l'heure actuelle, dont on parle souvent pendant le temps des fêtes, la problématique, là, des banques alimentaires qui sont un peu vides. Il y a la guignolée, on fait appel à la générosité de tous les citoyens, de toutes les entreprises pour donner de l'argent, donner des biens alimentaires et autres aussi. C'est aussi une situation qui perdure dans le temps, ce n'est pas seulement que dans la période de Noël.

J'ai rencontré les banques alimentaires, j'ai rencontré le directeur général de l'association québécoise pour vraiment voir quels sont les véritables enjeux et sur quoi on peut travailler, bien sûr, rapidement mais aussi de manière plus pérenne, parce qu'il faut trouver des solutions. Alors, je travaille avec mes collègues, Mme la Présidente, pour mettre en place ces solutions plus pérennes. Et notre intention est que les Québécois, que tous les Québécois aient de quoi se nourrir tous les jours.

**La Présidente :** En terminant... C'est terminé. Alors, première complémentaire. C'est à vous.

**M. Gregory Kelley**

**M. Kelley :** Mme la Présidente, les Québécois sont tellement généreux, ils donnent leur temps, ils donnent de l'argent, mais moi, je demande à l'État de prendre charge de leur propre mission de prendre soin des plus vulnérables. Ce n'est pas nous qui peuvent juste faire les dons, c'est l'État qui a les moyens de le faire. Ce n'est pas facile de lire un titre quand on dit que des femmes enceintes sont en situation de pauvreté et ne mangent pas à leur faim.

Comment la ministre peut rapidement donner de l'argent à des banques alimentaires pour s'assurer que toutes les femmes enceintes mangent bien?

**La Présidente :** Mme la ministre.

**Mme Chantal Rouleau**

**Mme Rouleau :** Merci, Mme la Présidente. Alors, je le dis encore une fois, c'est une situation qui nous préoccupe énormément. D'ailleurs, au début de l'été, là, à la fin du printemps, on a octroyé de l'argent directement aux banques alimentaires, là, 2 millions, pour acheter de la nourriture, parce que les banques alimentaires ne reçoivent pas que des dons, elles doivent aussi maintenant acheter de la nourriture, parce que les grandes sociétés d'alimentation ont amélioré leur productivité grâce à notre ministre de l'Économie et font moins de pertes, maintenant, alors... notamment.

**La Présidente :** En terminant.

**Mme Rouleau :** Et le ministre de l'Agriculture aussi est très impliqué dans ce dossier.

**La Présidente :** Alors, en deuxième complémentaire. C'est à vous.

**M. Gregory Kelley**

**M. Kelley :** Mme la Présidente, je sais que le gouvernement, depuis l'été, a débloqué 5 millions de dollars pour les banques alimentaires, mais c'est 600 000 personnes. Faites le calcul. 600 000 personnes à 5 millions, c'est environ 2,50 \$ pour chaque personne. Je sais que l'État est capable de faire plus que ça, parce que je sais que tout le monde ici vont faire leur part pendant le temps des fêtes, plein de Québécois vont faire ça aussi, mais c'est temps pour l'État de mettre plus d'argent dans les banques alimentaires, pendant cette crise inflationniste qu'on n'avait pas vue depuis plusieurs années.

**La Présidente :** Mme la ministre.

**Mme Chantal Rouleau**

**Mme Rouleau :** Mme la Présidente, alors, il y a de l'argent qui est investi, on a déjà donné des sommes importantes pour les banques alimentaires. Je suis en train de travailler avec les banques alimentaires, avec mes collègues, pour mettre en place des solutions autant à court terme que des solutions plus pérennes. Et il est extrêmement important pour nous que personne ne soit laissé derrière et que chaque Québécois ait de la nourriture pour se nourrir tous les jours.

**La Présidente :** Alors, voilà. Cela met fin à la période de questions et de réponses orales.

**Motions sans préavis**

Comme il n'y a pas de votes reportés, nous allons passer à la rubrique Motions sans préavis. Et à la rubrique... sans préavis, en fonction de nos règles et de l'ordre de présentation des motions sans préavis, je reconnais maintenant un membre du deuxième groupe d'opposition. La parole est à vous, Mme la députée.

**Dénoncer la cyberviolence faite aux femmes et demander à l'Assemblée  
et aux gouvernements du Québec et du Canada de prendre les  
moyens nécessaires pour lutter contre celle-ci**

**Mme Ghazal :** Merci, Mme la Présidente. Je demande le consentement de cette Assemblée pour débattre de la motion suivante conjointement avec le ministre de la Sécurité publique, la députée de Robert-Baldwin et la députée de Vaudreuil :

«Que l'Assemblée nationale reconnaisse que la cyberviolence n'est pas un phénomène virtuel et qu'elle engendre des conséquences graves et réelles sur la vie des femmes qui prennent la parole publiquement et sur les réseaux sociaux;

«Qu'elle prenne acte que selon le rapport de la commission Broadband pour le développement numérique à l'ONU, les femmes sont 27 fois plus susceptibles que les hommes d'être harcelées en ligne;

«Qu'elle prenne également acte qu'en 2020, selon une étude mondiale de The Economist Intelligence Unit, 85 % des utilisatrices sur les réseaux sociaux auraient subi une forme de violence en ligne;

«Qu'elle reconnaisse que le manque d'encadrement des géants du Web crée un climat d'insécurité et de peur chez les femmes dans le but de les faire taire;

«Qu'elle demande au gouvernement d'intensifier les efforts de formation et de sensibilisation auprès des policiers et [des] policières du Québec sur les cyberviolences et le cyberharcèlement;

«Qu'elle demande au gouvernement fédéral de mettre en oeuvre des mesures concrètes afin de forcer les réseaux sociaux à supprimer les contenus "haineux" et "délictueux";

«Qu'elle demande au gouvernement d'analyser et, le cas échéant, de mettre en place toutes les mesures pertinentes afin de contrer ce phénomène, et ce, en collaboration avec les groupes d'oppositions;

«Qu'ainsi l'Assemblée nationale s'engage à prendre tous les moyens à sa portée pour lutter contre la cyberviolence, afin de protéger la liberté d'expression des femmes et leur sentiment de sécurité.» Merci.

**La Présidente :** Merci, Mme la ministre. Y a-t-il consentement pour débattre de cette motion?

**M. Lévesque (Chapleau) :** Consentement, sans débat.

**Mise aux voix**

**La Présidente :** Consentement, sans débat. Cette motion est-elle adoptée?

**Des voix :** Adopté.

**La Présidente :** Adopté. M. le leader du deuxième groupe d'opposition.

**M. Leduc :** «Mme la ministre» un jour, bientôt, bientôt.

J'aimerais qu'on envoie copie de cette... Mme la Présidente, de cette motion, pardon, aux organismes initiateurs de la campagne #stoplescyberviolences, Juripop et les productions La Ruelle Films, ainsi que deux réalisatrices du documentaire *Je vous salue salope*, Mme Léa Clermont-Dion et Mme Guylaine Maroist. Merci.

**La Présidente :** Et ce sera fait. Je reconnais maintenant un membre du groupe formant le gouvernement. La parole est à vous.

**À l'occasion de la commémoration du drame survenu à l'École polytechnique  
de Montréal le 6 décembre 1989, dénoncer toutes les formes de violence  
faite aux femmes et soutenir les actions contre cette violence**

**Mme Déry :** Merci beaucoup, Mme la Présidente. Je sollicite le consentement de cette Assemblée afin de présenter la motion suivante conjointement avec le chef de l'opposition officielle, la députée de Mercier et la députée de Vaudreuil également :

«Que l'Assemblée nationale honore la mémoire des 14 femmes qui ont perdu la vie juste parce qu'elles étaient des femmes dans le triste événement de la tuerie de Polytechnique, le 6 décembre 1989;

«Qu'elle condamne, d'une seule voix, toutes les formes de violences contre les femmes et qu'elle encourage tous les Québécois et toutes les Québécoises à les dénoncer fortement;

«Qu'elle rappelle que le Québec est une société qui défend l'égalité entre les hommes et les femmes et que toutes et tous doivent travailler quotidiennement vers cette égalité;

«Que l'Assemblée nationale observe une minute de silence à la mémoire des victimes.»

**La Présidente :** Et, bien, y a-t-il consentement pour débattre de cette motion?

**M. Lévesque (Chapleau) :** Oui, Mme la Présidente, il y a consentement pour un débat de deux minutes par intervenant dans l'ordre suivant : Mme la ministre de l'Enseignement supérieur, M. le chef de l'opposition officielle et Mme la députée de Mercier.

**La Présidente** : Alors, je comprends qu'il y a consentement pour qu'il y ait trois intervenants et pour que la durée des interventions soit limitée à deux minutes chacune maximum. Alors, je reconnais la ministre de l'Enseignement supérieur. La parole est à vous.

#### **Mme Pascale Déry**

**Mme Déry** : Merci, Mme la Présidente. Alors, il y a 33 ans, soit le 6 décembre 1989, 14 femmes ont été assassinées à l'École polytechnique. Une tragédie qui marquera à jamais le Québec. Personne ne peut rester indifférent à ce drame. C'est la raison pour laquelle je trouve très important de souligner cette Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes avec mes collègues de l'Assemblée nationale.

Ce douloureux souvenir exige de nous un devoir de mémoire mais aussi une attention perpétuelle et une action constante contre les violences faites aux femmes. Cette journée nous permet également de nous souvenir de celles qui ont eu la chance de rester parmi nous mais qui ont été blessées et qui ont vécu ce traumatisme de beaucoup trop près, tuées ou encore blessées parce qu'elles étaient des femmes qui aspiraient à un rêve, soit celui de devenir ingénieure.

L'égalité entre les femmes et les hommes est un enjeu de justice sociale et une valeur fondamentale de la société québécoise. Il faut poursuivre nos efforts collectifs pour permettre une société toujours plus inclusive, plus égalitaire, dans laquelle chacune d'entre elles pourra contribuer à la hauteur de son plein potentiel.

Je suis fière que notre gouvernement continue à jouer un rôle actif. À cet effet, nous développons nombre de mesures et d'initiatives pour encourager l'égalité des sexes et le respect de l'intégrité de la personne. Même chose pour nos actions qui visent à contrer toute forme de violence envers les femmes.

En terminant, Mme la Présidente, permettez-moi de vous renommer ces 14 femmes parties beaucoup trop tôt : Mmes Geneviève Bergeron, Hélène Colgan, Nathalie Croteau, Barbara Daigneault, Anne-Marie Edward, Maud Haviernick, Barbara Klucznik-Widajewicz, Maryse Laganière, Maryse Leclair, Anne-Marie Lemay, Sonia Pelletier, Michèle Richard, Annie St-Arneault et Annie Turcotte.

Personne ici n'oubliera. Comme société, nous devons poursuivre nos efforts et notre engagement à agir ensemble contre la violence faite aux femmes. Merci beaucoup, Mme la Présidente.

• (15 h 10) •

**La Présidente** : Je reconnais maintenant le chef de l'opposition officielle.

#### **M. Marc Tanguay**

**M. Tanguay** : Mme la Présidente, il y a 33 ans, le Québec a vécu l'un des événements les plus sombres de son histoire. Le 6 décembre 1989, 14 femmes ont été tuées parce qu'elles étaient des femmes. Une tragédie comme on n'en avait jamais vu auparavant. Un drame qui a ébranlé chacun d'entre nous, autant au Québec qu'ailleurs. Si le souvenir de ce jour tragique demeure, on se recueille toujours dans la douleur et peut-être encore dans l'incompréhension quant à la violence des gestes qui ont été commis.

Aujourd'hui, nous avons le devoir d'honorer la mémoire de ces 14 femmes. Nous le devons pour elles, pour leurs familles, leurs proches, pour les survivantes et toutes les Québécoises. Nous avons le devoir de nommer la tuerie de la Polytechnique pour ce qu'elle est : un féminicide. Ça nous a pris trop de temps avant qu'on la nomme ainsi parce qu'on avait peur de ce que ça voulait dire, parce qu'on avait peur de s'avouer qu'au Québec on pouvait mourir simplement parce qu'on était une femme.

Le 6 décembre 1989 peut sembler lointain pour certains. Pourtant, chaque année, au Québec, il y a encore des féminicides. Malgré les années, la violence faite aux femmes emporte encore des vies.

Aujourd'hui, à la mémoire des victimes de Polytechnique, restons vigilants et proactifs, reconnaissons que la violence, l'intolérance et la misogynie sont des fléaux jamais éradiqués et toujours présents. Utilisons donc aujourd'hui, Mme la Présidente, cette douleur collective qui nous anime afin qu'elle nourrisse notre lutte contre toutes les violences faites aux femmes. Il reste encore beaucoup de chemin à parcourir. Prenons donc conscience de ce travail encore à accomplir et demeurons, nous, de l'Assemblée nationale, engagés et actifs. Nous le devons toujours aux 14 victimes de la Polytechnique. Merci.

**La Présidente** : Et je reconnais maintenant la députée de Mercier. À vous la parole.

#### **Mme Ruba Ghazal**

**Mme Ghazal** : Merci, Mme la Présidente. Je suis née un 6 décembre. Le 6 décembre 1989, je fêtais mes 12 années de vie. Au même moment, 14 jeunes femmes perdaient la leur dans un acte misogyne et antiféministe d'une horreur indescriptible. Je n'ai aucun souvenir de ce moment tragique de notre histoire. Je devais vivre une journée spéciale, comme tous les enfants le jour de leur anniversaire.

Ce n'est que vers la fin de mon adolescence que j'ai su ce qui était arrivé en ce jour sombre. J'étais sous le choc. Je m'imaginai dans cette classe. J'imaginai qu'un tireur crachait sa haine sur moi et les autres étudiantes autour de moi. J'ai longtemps fait jouer cette scène d'horreur dans ma tête.

Une de mes jeunes soeurs, aujourd'hui ingénieure, a rencontré le père de ses deux magnifiques enfants, Adam et Maëlla, à Polytechnique. À chaque 6 décembre, je pense à ce qu'aurait été la vie de notre famille si ma soeur était tombée sous les balles de la lâcheté comme ces 14 jeunes femmes.

33 ans plus tard, où en sommes-nous? Il y a eu des avancées, et il faut bien sûr s'en réjouir. Rien que de nommer la tuerie de Polytechnique féminicide a été gagné de haute lutte. Rappelons-nous, il n'y a pas si longtemps, c'était un mot très controversé. Je suis en train d'écouter un balado sur le 6 décembre, et on entend ce que des gens même ici, au salon bleu, disaient par rapport au fait qu'on voulait dire que c'était un féminicide. C'était horrible, à l'époque. Aujourd'hui, tout le monde est d'accord. C'est normal parce que les mots sont importants, les mots ont un sens, les mots sont politiques. Les tribunaux spécialisés sont aussi une autre avancée importante à souligner.

Cette commémoration sert à nous rappeler les disparues et la souffrance infinie de leurs proches. Elle doit aussi servir à continuer à nous faire avancer, parce que la lutte n'est pas terminée. 33 ans plus tard, la haine des femmes se porte bien. Ça me fait vraiment mal de le dire. Les femmes continuent de mourir. La violence conjugale tue des femmes. En ce moment même, il y a des femmes qui sont dans leurs maisons et qui ne se sentent pas en sécurité. Depuis le mouvement #moiaussi, personne ne peut plus ignorer la violence sexuelle et ses ramifications insidieuses.

Il y a un autre phénomène. Depuis une dizaine d'années, une nouvelle forme de violence contre les femmes sévit sur le Web. Depuis la nuit des temps, on a toujours voulu faire taire les femmes. La cyberviolence utilise aujourd'hui des moyens technologiques et modernes pour atteindre exactement le même objectif, que les femmes se taisent.

Le but des cyberagresseurs qui expulsent leur venin sur les réseaux sociaux est de créer chez les femmes un climat d'insécurité et de peur. Les exemples montrés dans le film, dans le documentaire *Je vous salue salope* sont percutants. J'invite tout le monde à le regarder. Il y a quelques élus ici qui l'ont regardé. Et je suis très heureuse qu'on ait adopté à l'unanimité une motion pour commencer à lutter contre les cyberviolences. C'est un premier pas. Les détails... Le diable est dans les détails, comme on dit, donc il faudra poursuivre. D'ailleurs, tout le monde a vu, les réalisatrices et activistes Léa Clermont-Dion et Guylaine Maroist étaient à l'Assemblée nationale hier pour nous en parler. Elles ont déposé une pétition qui a recueilli plus de 25 000 signatures et qui nous demande de sauver les femmes victimes de cyberviolence.

En 2019, je me rappelle, ma collègue la députée de Sherbrooke nous avait lancé un cri du coeur sur cette cyberviolence, elle avait prononcé des mots qui étaient loin d'être parlementaires ici même, au salon bleu. Il s'agissait d'un échantillon, un petit échantillon de ce que nous recevons, et le phénomène n'a fait qu'empirer et empirer. Donc, il est urgent d'agir. Dénoncer, c'est bien, mais le plus important, c'est d'agir. C'est notre responsabilité. Nous le devons aux 14 jeunes femmes qu'on a fait taire à jamais il y a 33 ans. Nous le devons à toutes les femmes, nous le devons surtout à nos jeunes filles pour que personne, jamais, ne puisse les faire taire. Merci.

#### Mise aux voix

**La Présidente :** Cette motion est-elle adoptée?

**Des voix :** Adopté.

**La Présidente :** Nous allons maintenant nous recueillir une minute, une minute de silence à la mémoire de toutes les victimes de l'École polytechnique.

• (15 h 19 — 15 h 20) •

**La Présidente :** Merci à tous. Vous pouvez vous asseoir.

Pour la suite des motions, je vais maintenant céder la place au troisième vice-président de l'Assemblée nationale. Merci. Bonne journée à tous.

**Le Vice-Président (M. Benjamin) :** Je reconnais maintenant un membre de l'opposition officielle.

**M. Fortin :** Merci, M. le Président. Je sollicite le consentement de cette Assemblée afin de présenter la motion suivante conjointement avec le député de Rosemont et la députée de Vaudreuil :

«Que l'Assemblée nationale prenne acte que, plus de 5 ans après leur déploiement, le gouvernement caquiste n'a pas donné suite aux projets-pilotes sur les ratios infirmières-patients et qu'à ce jour les ratios testés n'ont toujours pas été implantés dans le réseau de la santé;

«Qu'elle reconnaisse que cette inaction a eu pour conséquence d'exacerber les problématiques liées à la pénurie de main-d'oeuvre dans le réseau de la santé et a stimulé le départ de centaines d'infirmières du réseau public vers le secteur privé;

«Qu'elle prenne acte que la pénurie de main-d'oeuvre qui sévit au sein du réseau de la santé entraîne une surcharge de travail pour le personnel soignant qui a pour effet de nuire à l'accès aux soins, à la qualité de ceux-ci et à la sécurité des patients, ce qui représente un échec à une mission élémentaire du gouvernement;

«Qu'elle rappelle que l'implantation de ratios sécuritaires infirmières-patients constitue une demande claire et répétée de la part de la Fédération interprofessionnelle de la santé;

«Qu'enfin, elle exige du gouvernement l'adoption rapide d'une loi visant à améliorer la qualité et la sécurité des soins par la fixation de ratios.»

Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Benjamin) :** Y a-t-il consentement pour débattre de cette motion?

**M. Lévesque (Chapleau) :** Il n'y a pas de consentement.

**Le Vice-Président (M. Benjamin) :** Pas de consentement.

### Avis touchant les travaux des commissions

Alors, à la rubrique des avis touchant les travaux des commissions, je vous avise que les commissions parlementaires se réuniront aujourd'hui, après les affaires courantes, afin de procéder à l'élection à la présidence et à la vice-présidence de chaque commission, dans l'ordre suivant : à la salle Louis-Joseph-Papineau, la Commission des institutions, la Commission des relations avec les citoyens, la Commission des transports et de l'environnement, la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles, la Commission de l'administration publique; à la salle Louis-H.-Lafontaine, la Commission de la santé et des services sociaux, la Commission des finances publiques, la Commission de l'économie et du travail, la Commission de l'aménagement du territoire, la Commission de la culture et de l'éducation.

La période des affaires courantes étant terminée, nous allons maintenant passer aux affaires du jour. Je vous inviterais, s'il vous plaît, en quittant, à le faire en silence, s'il vous plaît. Merci. M. le leader.

**M. Derraji** : ...renseignements sur les travaux, M. le Président.

### Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

**Le Vice-Président (M. Benjamin)** : Parfait. D'accord. Allez-y, monsieur.

**Des voix** : ...

**Le Vice-Président (M. Benjamin)** : Si vous permettez, peut-être on va attendre un peu.

**Des voix** : ...

**Le Vice-Président (M. Benjamin)** : Allez-y, M. le leader.

**M. Derraji** : Donc, M. le Président, vous avez vu comme moi le dépôt du projet de loi sur le serment. Nous avons aussi déposé un excellent projet de loi par rapport aux ratios. Mais j'aimerais bien savoir qu'est-ce que compte le leader du gouvernement... par rapport à la suite qu'il compte donner par rapport à ce projet de loi, s'il compte l'appeler, parce que nous sommes mardi, M. le Président, il reste, si je fais le calcul, très bien, quatre jours, mercredi, jeudi, vendredi... trois jours, qu'il reste.

Donc, j'aimerais bien que le leader du gouvernement nous donne un peu ce qu'il compte faire. Est-ce qu'il compte l'appeler rapidement? Est-ce qu'il y a quelque chose... Bien, deux projets de loi, lequel il compte prioriser, M. le Président, surtout qu'il ne reste pas beaucoup de temps à cette Assemblée pour bien faire? Et ce qu'on veut faire, M. le Président, c'est bien faire notre travail en tant qu'opposition officielle et avoir le temps nécessaire pour analyser les deux projets de loi qui sont sur la table, à moins... Si le leader du gouvernement pense que notre projet de loi sur les ratios est très urgent et important et il compte l'appeler aussi, nous sommes aussi ouverts à l'étudier, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Benjamin)** : M. le leader du gouvernement.

**M. Jolin-Barrette** : M. le Président, bien, je tiens à remercier le député de Nelligan, leader de l'opposition officielle, pour son ouverture. Alors, je vais réfléchir à tout ça. Entre-temps, je l'invite à prendre connaissance du projet de loi qui a été déposé par le ministre de la Réforme des institutions démocratiques relativement à la fin du serment. S'il a des questions, le ministre sera disposé pour y répondre, notamment dans le cadre d'une rencontre privée, s'il le souhaite, pour renseigner tous les députés.

Et nous nous parlerons d'ici la fin de la semaine, vendredi, afin de faire en sorte de pouvoir discuter sur l'organisation des travaux, mais je tiens quand même à souligner à cette Chambre, M. le Président, que, prioritairement, le projet de loi n° 1 sur la limitation de la hausse des tarifs à un maximum de 3 % devrait, et je le soumetts à cette Chambre, à l'Assemblée, être adopté prioritairement, parce que ce sont des Québécois, présentement, qui souffrent de l'inflation, et le fait d'adopter ce projet de loi là avant de quitter vendredi m'apparaît prioritaire pour faire en sorte que les Québécois ne soient pas impactés par un choc tarifaire avec la hausse des tarifs. Alors, je vais demander le concours de mes collègues des oppositions pour rapidement adopter ce projet de loi.

**Le Vice-Président (M. Benjamin)** : Merci beaucoup, MM. les deux leaders. Donc, merci pour vos interventions. Et, au besoin, je vous invite à poursuivre vos discussions, donc, en dehors du salon bleu.

### Affaires du jour

#### Affaires prioritaires

#### Reprise du débat sur la motion du premier ministre proposant que l'Assemblée approuve la politique générale du gouvernement et sur les motions formulant un grief

Mais, pour l'instant, nous allons revenir aux affaires du jour, notamment les affaires prioritaires. À l'article 1 du feuillet, l'Assemblée reprend le débat ajourné le 2 décembre 2022 sur le discours d'ouverture et sur la motion de M. le

premier ministre proposant que l'Assemblée approuve la politique générale du gouvernement ainsi que les motions de grief présentées par M. le chef de l'opposition officielle, M. le député de Rosemont, Mme la députée de Westmount—Saint-Louis, M. le député de Marguerite-Bourgeoys, Mme la députée de Mille-Îles et M. le député de Jean-Lesage.

Avant de donner la parole au prochain intervenant, je vous informe que 9 h 53 min 51 s ont été utilisées dans le cadre de ce débat. La répartition du temps de parole restant est la suivante : 6 h 54 min 45 s au groupe parlementaire formant le gouvernement, 3 h 22 min 57 s au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, 2 h 34 min 55 s au deuxième groupe d'opposition, 1 h 3 min 32 s au troisième groupe d'opposition, 10 minutes à la députée de Vaudreuil et 60 minutes au représentant du gouvernement pour sa réplique.

Je suis maintenant prêt à céder la parole à un prochain intervenant. M. le ministre de la Santé.

### M. Christian Dubé

**M. Dubé :** Alors, M. le Président, j'aimerais, avant de présenter l'allocution suite au discours d'ouverture du premier ministre, M. le Président, en profiter pour remercier mes citoyens de La Prairie. J'ai eu la chance d'avoir toute une équipe lors de cette élection-là, autant dans le comté, les bénévoles ou des amis qui sont venus nous aider, des parents, alors je veux les remercier. Je ne serais pas ici si ce n'était pas d'eux. Et ensuite, peut-être, en profiter pour remercier et féliciter tous mes collègues de l'Assemblée nationale, autant du côté du gouvernement que des oppositions. Je pense qu'on peut tous être fiers de notre rôle de député et je tiens à le souligner encore une fois aujourd'hui.

Lors du discours d'ouverture, M. le Président, le premier ministre a été très clair que la santé était une des priorités de notre gouvernement, et, en mars dernier, j'ai déposé, M. le Président — j'y réfère souvent — notre plan santé avec des objectifs qui sont très ambitieux. On a reçu de la population, pour cette présentation-là, un appui presque unanime de tous les partenaires lorsqu'on a déposé le plan et qu'on l'a expliqué dans les jours qui ont suivi. J'aimerais dire et rappeler aux citoyens qu'on suit ce plan de match là pour livrer aux Québécois un système de santé qu'ils méritent, malgré la situation difficile que nous vivons en raison des suites de la pandémie. Mais c'est plus qu'un plan, M. le Président, c'est vraiment un projet de société que nous avons de rétablir notre réseau de santé, et on s'est donné jusqu'en 2025 pour exécuter ce plan, parce que c'est un plan qui comprend des actions très concrètes. Et ce qu'il nous faut faire, M. le Président, c'est de trouver cet équilibre-là entre ce qui est urgent, comme par exemple la pandémie... mais de faire avancer aussi notre réseau de santé dans ce qui est important.

Alors, j'aimerais aussi revenir sur les actions que nous avons posées, parce que j'entends souvent... Et je comprends que c'est le rôle de l'opposition de faire ressortir certains points, et je le reconnais, et je pense que j'ai déjà été dans l'opposition, donc je peux apprécier ce que l'opposition essaie de faire, mais, en même temps, c'est mon rôle de garder un certain positivisme envers nos employés de la santé, qui ont besoin d'espoir et de voir que ce que nous avons mis en place va finir par porter fruit.

Et je reviens à deux objectifs, M. le Président, que nous nous sommes donnés, c'est d'être l'employeur de choix pour nos 350 000 personnes qui travaillent dans le réseau de la santé et aussi de donner une meilleure expérience patient à ceux qui viennent nous visiter, bien souvent lorsqu'ils n'ont pas le choix, parce qu'ils sont malades ou qu'ils sont atteints de quelque problème que ce soit.

• (15 h 30) •

Alors, M. le Président, sur l'employeur de choix, on a déjà posé énormément de gestes dans la meilleure organisation du travail, de la gestion de proximité, des horaires autogérés. Il y a maintenant 29 établissements qui ont mis en place des horaires autogérés, et on a fait un ajout de différents types de personnel, dont le personnel administratif, avec des bourses, et je pense que les gens voient déjà des différences dans certains de nos CISSS et de nos CIUSSS.

Du côté de l'expérience patient, je vais nommer quelques éléments très clairs et qu'il me fait plaisir, souvent, de répéter, parce qu'on a posé plusieurs gestes. J'en ai cité un aujourd'hui, un peu plus tôt en Chambre, M. le Président, le fait qu'on avait demandé aux médecins de famille de faire un exercice, à savoir de pouvoir prendre 500 000 nouveaux patients en charge, par eux ou par un professionnel de la santé. Nous avons atteint la cible qui avait été fixée pour la fin d'août. Nous avions fixé une cible de 375 000 nouveaux patients pour le 31 décembre cette année et, aujourd'hui, nous avons annoncé qu'il y a déjà 388 000 personnes qui ont maintenant accès à un médecin de famille ou à un professionnel de la santé. Et je pense que, M. le Président, il y a eu beaucoup de débats avec les médecins, dans la dernière année, et je pense qu'il faut remercier nos médecins de famille pour cet effort qu'ils ont fait. Et je suis certain que, dans les prochains mois, l'objectif qu'on s'était donné pour le 31 mars, à savoir 500 000 nouveaux patients, sera accompli, et je tiens à les remercier.

Maintenant, je pourrais vous donner beaucoup d'autres exemples : les GAP que nous avons mis en place, les guichets d'accès, le déploiement de la télémédecine, qui résulte des apprentissages que l'on a faits, la formation, maintenant, de cliniques d'urgence qui sont opérées par nos IPS. C'est des choses, M. le Président, qui n'existaient même pas il y a quelques années, et je pense qu'il y aura un rôle accru de plusieurs professionnels de la santé pour venir nous aider dans cette crise-là que nous vivons présentement.

Et, sur ça, je pense que... parce que je veux donner beaucoup de place à mes collègues de pouvoir compléter, mais je rappellerai, M. le Président, que, dans le plan que nous avons déposé, on a parlé souvent de ce qu'on appelle nos fondations. Nos fondations, entre autres, c'est les ressources humaines. Et, pour être capable d'aller chercher les ressources humaines qui nous manquent, qui nous ont quittés soit pour des agences ou qui nous ont quittés parce qu'ils ont trouvé ça difficile durant la pandémie, moi, je le dirais, M. le Président, je le comprends... et on a mis plusieurs, plusieurs actions en place qui viendront nous aider, dans les prochains mois, pour être capable, justement, d'être l'employeur de choix et, je dirais — parce qu'il va me manquer de temps, M. le Président, je vais y aller rapidement — je pense, entre autres, de travailler pour éliminer le temps supplémentaire obligatoire, le TSO. Même chose pour... nous avons mis en place des mesures très concrètes pour encadrer ce qu'on appelle l'utilisation des agences privées. On a travaillé là-dessus pour s'assurer qu'il y a des taux maximums, que ne sont applicables uniquement que les heures défavorables.

On a commencé un travail gigantesque, je dirais, avec le décloisonnement des professions, qui nous a beaucoup aidés durant la pandémie pour aller chercher d'autres professionnels pour vacciner. On veut faire la même chose pour plusieurs autres professions. On s'est engagés à former des médecins supplémentaires et des professionnels. Et, en fait, M. le Président, ce que je dirais, c'est que, sur la main-d'oeuvre, sur nos ressources humaines, on a fait beaucoup de gestes concrets.

Maintenant, autant au niveau de nos infrastructures technologiques et l'accès, les données... j'espère que, dans les prochains jours, on pourra revenir avec un autre projet de loi qui porte sur l'accès à des données, donc, ça aussi, ça fait partie des refondations de notre système de santé.

Et je conclurais, M. le Président, qu'à travers plusieurs priorités qui sont très bien expliquées dans notre plan, je pense qu'il est une chose qui apparaît clairement aux Québécois, c'est qu'on n'a pas le droit de manquer notre coup cette fois-ci. Les Québécois ont été tellement déçus par tant de réformes et tant de promesses que j'ai convenu avec le premier ministre, et c'est pour ça que c'en est une, priorité, M. le Président... c'est d'être capable d'être très transparent avec les Québécois et de dire qu'à chaque fois qu'on a un petit gain, même s'il est jugé petit, à chaque fois qu'on aura une amélioration de notre réseau, M. le Président, les gens vont reprendre confiance dans leur réseau de santé, qui est là pour les guérir.

Et on s'est engagés, M. le Président, à ce que notre réseau soit plus humain et plus performant. Et c'est le défi que je me donne tous les matins avec mon équipe, avec nos partenaires, d'être capable de mettre en place, comme les Québécois le méritent, le meilleur système de santé au monde, M. le Président.

Alors, merci beaucoup et à bientôt. Merci.

**Le Vice-Président (M. Benjamin) :** Merci, M. le ministre de la Santé. Au tour, maintenant, du ministre de l'Économie.

### M. Pierre Fitzgibbon

**M. Fitzgibbon :** Merci, M. le Président. Pour commencer, j'aimerais prendre quelques instants pour revenir sur la dernière campagne électorale. Une campagne électorale, c'est le moment parfait pour aller à la rencontre des gens dans la circonscription que nous souhaitons représenter à l'Assemblée nationale. Depuis le 3 octobre dernier, c'est un grand honneur pour moi de représenter à nouveau les gens de Terrebonne et pouvoir siéger ici, entre ces murs, avec mes 125 ou 124 autres collègues. J'ai eu la chance d'échanger avec les gens de Terrebonne sur plusieurs enjeux tels la santé, l'inflation et l'économie. Ces discussions vont alimenter mes réflexions et mes interventions tout au long du mandat, et, bien que j'aie des responsabilités ministérielles, je suis d'abord et avant tout un député.

Et je n'aurais pas ce privilège sans tout le travail d'une équipe qui n'a pas compté les heures et qui ont été... à la circonscription à coeur. C'est plus d'une dizaine de bénévoles qui m'ont accompagné tout au long du mois de septembre, et je tiens à prendre le temps de souligner leur travail aujourd'hui. Permettez-moi, madame... M. le Président, je m'excuse, de mentionner ici certaines personnes sans qui la campagne électorale n'aurait pas été la même : Mme Valérie Boutin, directrice de ma campagne, M. Jean-Charles Dion, M. Mario Guertin, M. Hugo Chei, Chantal Leblanc et Vincent Gauthier. Merci à vous tous et aux autres que je n'ai pas nommés.

Maintenant, pour revenir au discours inaugural du premier ministre, j'aimerais vous parler de trois priorités qui ont été abordées concernant mon mandat, soit l'énergie, la filière batterie et l'innovation. Ça va bientôt faire six semaines que j'ai hérité de mes nouvelles responsabilités, et je prends déjà la pleine mesure de la tâche qui m'attend.

Premièrement, sur le plan énergétique, on doit apporter les changements qui vont nous permettre d'exploiter adéquatement des énergies renouvelables qui serviront non seulement à décarboner le Québec, mais aussi à s'enrichir. Il faut rapidement décarboner les transports et les industries si on veut atteindre nos objectifs ambitieux, soit de réduire nos émissions de GES de 37,5 % d'ici 2030 et atteindre la carboneutralité en 2050. Plus que jamais, on doit utiliser judicieusement notre électricité, car le Québec est et sera confronté à des défis importants en matière de demande de puissance et de pointes électriques.

D'ailleurs, un des premiers gestes que j'ai posés comme nouveau ministre de l'Énergie a été de faire adopter un décret de préoccupation pour demander à la Régie de l'énergie d'enlever et de retirer 270 MW réservés pour des projets de chaînes de blocs. La semaine dernière, seulement, j'ai aussi déposé le projet de loi n° 2, qui, à la demande d'Hydro-Québec, abaisse de 50 MW à 5 MW les projets qui doivent obtenir une autorisation gouvernementale.

Pour la période de 2023 à 2032, Hydro-Québec prévoit une progression de la demande québécoise en énergie électrique de près de 25 TWh. Pour soutenir cette croissance rapide, on doit miser sur trois solutions à court terme : plus de projets éoliens, améliorer l'efficacité des barrages actuels et miser sur l'efficacité énergétique.

Je passe maintenant à ma deuxième priorité, qui est la consolidation de la filière batterie pour devenir le leader en Amérique du Nord. C'est une industrie d'avenir, qui affiche une croissance de plus de 23 % par année à l'échelle mondiale, pour laquelle le Québec possède des atouts majeurs. Notre stratégie de développement se décline en trois volets.

D'abord, on veut exploiter et transformer nos minéraux du territoire québécois pour fabriquer des composantes de batteries. Ensuite, on veut produire des véhicules commerciaux électriques. Et enfin on veut être partie intégrante du recyclage des batteries grâce aux technologies québécoises avant-gardistes.

• (15 h 40) •

Depuis près de deux ans, le ministère de l'Économie et Investissement Québec ont mis sur pied une équipe qui travaille jour et nuit à attirer des investissements étrangers dans le secteur des batteries. On a multiplié les rencontres et les démarches un peu partout dans le monde pour faire connaître l'incroyable potentiel minier et énergétique du Québec. C'est ainsi qu'on a réussi à attirer chez nous des acteurs mondiaux dans la filière batterie comme BASF, la coentreprise Ultium Cam, formée par GM et Posco. Récemment, le géant Vale Canada a également signé une entente avec GM, franchissant ainsi une étape importante vers la construction d'une éventuelle usine de sulfate de nickel à Bécancour, et je suis convaincu, M. le Président, que cette nouvelle filière va changer l'économie du Québec.

Troisièmement, on va continuer à mettre en oeuvre la Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation, la SQRI<sup>2</sup>, de même que tous ses leviers pour augmenter notre productivité. Avec la SQRI<sup>2</sup>, ce sont plus de 7,5 milliards de dollars qui seront investis d'ici 2027 pour ancrer davantage notre savoir et notre soutien en recherche et en innovation. Avec ça, on va contribuer à solutionner des enjeux de société majeurs, et c'est aussi avec ça qu'on va atteindre notre objectif d'accroître la productivité et la compétitivité des entreprises tout en augmentant notre richesse collective. Déjà, le Québec continue de réduire son écart de richesse avec l'Ontario, le premier ministre l'a mentionné, mercredi dernier. Cet écart est passé de 16,4 %, en 2018, à 12,8 %, puis on va poursuivre nos efforts en ce sens. On a déjà plusieurs outils pour y arriver et soutenir l'innovation et la productivité.

Du côté de la productivité, on mise beaucoup sur la transformation numérique, et en particulier l'automatisation et la robotisation. Depuis plus d'un an, on a consacré 130 millions de dollars pour encourager les entreprises à se tourner vers le numérique. À ça, on ajoute 60 millions de dollars de plus d'ici 2024 pour continuer de sensibiliser nos PME à l'importance de prendre ce virage et leur offrir des services-conseils pour les accompagner dans leur réflexion et leur planification. Ces trois grands chantiers, l'énergie, la filière batterie et l'innovation, vont nous permettre de créer de la richesse, d'augmenter notre PIB par heure travaillée et de faire bouger l'aiguille des exportations.

M. le Président, vous le voyez, on a du pain sur la planche. On a une équipe solide et les ressources nécessaires pour y arriver. On va livrer la marchandise. Merci.

**Le Vice-Président (M. Benjamin) :** Merci, M. le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie. Et, la prochaine intervenante, la députée de Chomedey.

### Mme Sona Lakhoyan Olivier

**Mme Lakhoyan Olivier :** Bonjour, M. le Président. Je suis très heureuse et émue de me retrouver à l'Assemblée nationale parmi vous tous. Depuis la semaine passée, mes collègues députés présentent ici, au salon bleu, leurs discours inauguraux de cette 43e législature à l'Assemblée nationale du Québec. C'est avec beaucoup d'intérêt que je les écoute attentivement.

Je constate que nos cheminements et expériences sont divergents, mais nous avons aussi des intérêts communs. Ensemble, nous représentons les 125 circonscriptions de notre belle province et avons le mandat de représenter la population de nos territoires respectifs dans le but de faire entendre les voix de ceux qui vivent les enjeux sociaux que nous aurons à débattre afin de trouver des solutions et d'agir à leur mise en oeuvre. Nous aurons, en ces quatre ans, l'opportunité de mieux nous connaître en vue de tisser des liens de travail et ainsi répondre à ce que je me suis proposé comme mandat, en tant que députée de Chomedey : améliorer la qualité de vie et le bien-être de mes concitoyens québécois, pour qui ces temps ne sont pas de tout répit.

Je profite de ce temps de parole pour saluer et féliciter les élus ici présents. Je leur offre mon entière collaboration afin de continuer à faire avancer les intérêts de notre chère province ici même, où l'ont fait nos propres prédécesseurs. La démocratie, l'implication citoyenne, la défense des droits de la personne, le droit universel à l'accès à l'éducation et à la santé sont des principes qui me guident depuis mon jeune âge. Je dirais même que mes valeurs dictent mon chemin afin d'être le changement que je veux voir dans le monde, comme le disait si bien Gandhi.

Permettez-moi de partager une petite anecdote. En juin dernier, j'étais ici, à Québec, pour un événement qui relevait de mes anciennes fonctions, et je me suis trouvée à marcher juste devant le Parlement. J'ai regardé longuement ce bâtiment impressionnant rempli d'histoire. J'ai contemplé sa beauté et pris une photo en me disant à moi-même : Hum, qui sait? Peut-être un jour. Un peu plus tard, ce soir même, alors que je décide de lire mes courriels, surprise! j'apprends que ma candidature avait été retenue pour l'investiture du Parti libéral du Québec à Chomedey. Le fond de cette histoire est que, si vous faites un vœu devant le parlement en jetant une pièce de monnaie dans la fontaine, je vous assure que ce vœu se réalisera.

Mais, juste au cas où, mettez-vous tout de suite au boulot afin d'atteindre le but désiré, ce qui fut mon cas. Le 3 octobre dernier, la démocratie a parlé, et, cette soirée-là, j'ai réalisé un rêve de longue date. Grâce aux électeurs de la circonscription de Chomedey, je prends la parole aujourd'hui ici devant vous. Ce sont eux qui font que mon rêve de jeune fille se réalise. Ce sont eux qui font de moi cette parlementaire qui a toujours voulu participer activement au progrès social, économique et législatif du Québec. Bien, merci de me permettre d'être ici, à l'Assemblée nationale du Québec, cette institution qui écrit notre histoire québécoise, où, en tant qu'élus, nous défendons nos valeurs. Et nos débats des enjeux politiques sont échangés depuis plus d'un siècle. Merci encore une fois, chers concitoyens de Chomedey, de la confiance que vous m'avez accordée. Je suis ici avec et pour vous.

On October 3rd, democracy was heard. And, on that evening, I fulfilled a long-time goal, to represent the people of Chomedey and make sure that their voices are heard in Québec City. I will honor this duty. They chose to allow me to represent them as their MNA and to participate actively in the social, economic, and legislative progress of Québec, and, for that, I'm thankful to all citizens of Chomedey. It is an honor to represent you.

Mes compétences, mon énergie ainsi que toute ma volonté et ma force seront déployées à bien vous représenter, à vous servir au quotidien.

Un des enjeux majeurs et préoccupants évoqués durant la campagne électorale, c'est la pénurie de main-d'oeuvre. Cette pénurie se fait sentir dans toutes les sphères de notre société. Ce n'est pas facile, dans ces circonstances, de faire campagne alors que nous avons besoin de temps, d'aide et renforts. Pour notre part, nous avons pu compter, à Chomedey, sur une équipe de bénévoles en or qui ont contribué au succès intégral de cette campagne. Merci mille fois, Mmes Marie, Sally, Seta, Maggie, Guylaine ainsi que Zeina et son mari Georges. Merci, MM. Gagic, Ezzo, Krikor, Sako, Issa, Hurmet, Harry, Bains, Singh, Koko, ainsi qu'à Emna et ses filles. Et ne pas oublier mon cousin Harout et sa femme Maria.

Comme vous le savez tous, une campagne peut déranger et même parfois bousculer une vie familiale. Donc, j'aimerais premièrement remercier mon mari, Marc, pour son support, ses encouragements et sa contribution durant toute la campagne. J'aimerais également remercier nos deux filles, Sevana et Ariana, ainsi que leurs copains respectifs, Haig et Jordan, pour leur support et leur aide précieuse.

Je profite aussi pour remercier une personne exceptionnelle, une institution libérale dans notre circonscription, une femme dévouée qui a été présente tout au long de cette campagne et qui a su nous aider grâce à sa vaste expérience, son énergie et sa grande générosité que nous lui connaissons. Merci, Mme Claudette Lessard, ancienne présidente de l'Association libérale de Chomedey. À Silvana Senatore, je dis bien Silvana Senatore, ton aide fut précieuse. Et merci d'avoir accepté de devenir ma responsable du bureau de comté, qui sera opérationnel dans les semaines à venir, une fois que les procédures seront complétées. Merci infiniment à vous tous et toutes qui avez participé tout au long de cette campagne, car, sans votre aide, rien n'aurait eu lieu.

• (15 h 50) •

En tant que députée nouvellement élue dans la circonscription électorale de Chomedey, qui fut formée en 1980 et nommée en l'honneur de Paul de Chomedey de Maisonneuve, je tiens à féliciter mes prédécesseurs, qui ont servi et défendu les dossiers de ce même territoire. De 1981 à 1994, c'est Mme Lise Bacon, première députée de la nouvelle circonscription, une pionnière, une combattante, qui a ouvert la voie aux femmes en politique, une personne admirable qui s'est dévouée à notre société. Son parcours est pour moi une source d'inspiration, et je la remercie pour son appui offert publiquement lors de ma campagne. Jamais je n'oublierai votre geste, Mme Bacon, et je vous en serai toujours très reconnaissante. Merci. M. Thomas Mulcair, de 1994 à 2006, un homme brillant, courageux, qui défendait ses convictions avec ardeur. Et, bien sûr, de 2007 à 2022, M. Guy Ouellette, très aimé par les citoyens de Chomedey pour son dévouement et soutien dans le comté et avec qui j'ai collaboré en tant que vice-présidente de l'Association libérale de Chomedey pendant plusieurs années. Merci, chers anciens députés de Chomedey, d'avoir servi les intérêts des citoyens de notre circonscription avec conscience et loyauté.

Pour moi, pouvoir compter sur l'appui de mes pairs de l'aile libérale est un autre privilège auquel je me sens honorée. Depuis mon arrivée en poste, mes pairs de l'aile libérale ainsi que tous les employés de l'Assemblée nationale m'offrent aide, soutien et encouragements. Merci.

Je souhaite aussi remercier Mme Dominique Anglade, qui, avec conviction, m'a accordé le soin de défendre, en tant que porte-parole de l'opposition, les dossiers en lien avec le tourisme et des régions des Laurentides et de Lanaudière, rôle que je prends très au sérieux. Et j'invite la population et les divers regroupements qui souhaiteraient me parler des enjeux qui visent ces dossiers à compter sur ma disposition et collaboration. Chère Dominique, je te serai toujours reconnaissante, car tu as su croire en moi depuis le premier jour. Tes sages conseils et ta présence me manqueront lors de cette législature. Ce fut un honneur de faire campagne avec toi comme cheffe.

M. le Président, en tant que digne citoyenne de Chomedey et fière de l'être, je tiens à vous présenter cette circonscription qui m'est si chère et ainsi expliquer les raisons qui m'ont motivée à devenir députée. Chomedey se trouve au centre ouest de notre ville de Laval et est composée de cinq districts : Abord-à-Plouffe, Souvenir-Labelle, Chomedey, Saint-Martin et Renaud. En plus d'être le secteur ayant la population la plus dense sur le territoire lavallois, Chomedey est également au cœur de l'économie de notre ville, entre autres grâce à son centre-ville et à la Cité de la Biotech, qui est un pôle de biotechnologie et de sciences de la vie du Montréal métropolitain comprenant des entreprises biopharmaceutiques d'envergure et des instituts de recherche employant plus de 5 000 personnes, en plus de compter sur le centre Armand-Frappier, qui est le seul établissement de recherche universitaire canadien membre du Réseau international des Instituts Pasteur.

Riche en culture, Chomedey l'est tout autant en gastronomie, commerces et services. Notre population toujours grandissante est composée de personnes vivant seules, de familles, de personnes âgées, d'enfants, de personnes vivant avec un handicap ou avec des conditions de santé précaires et même de nouveaux arrivants qui proviennent des quatre coins du monde. Chomedey est donc une terre d'accueil où nous sommes choyés de pouvoir compter sur divers organismes communautaires qui sont non seulement d'une grande aide et soutien mais aussi des merveilleux lieux de rencontres qui viennent contrer l'isolement, où on y échange de l'information, où on y partage des ressources et où l'on y trouve des gens bien inspirants qui répondent à tant de besoins.

Également, Chomedey est considérée comme étant un secteur défavorisé de Laval. Notre population est consciente que c'est en collaborant ensemble que nous faisons une différence dans la vie des gens au quotidien. Cela fait plus de 30 ans que je réside à Chomedey et j'en suis très fière, même si je constate que les besoins grandissent et que le travail qu'il y a à faire est colossal.

Je suis contente de savoir que c'est avec beaucoup de partenaires et collaborateurs que je travaillerai pour améliorer le quotidien de cette population avec qui je cohabite depuis tant d'années et où j'ai eu le bonheur d'élever mes deux filles et de mener une vie de famille épanouie. J'espère pouvoir compter sur chacun d'entre vous, chers élus et ministres, pour faire une différence dans la vie de mes concitoyens de Chomedey, car la hausse du coût de la vie, causée notamment par l'inflation, met une pression supplémentaire sur le budget déjà précaire des familles et personnes qui doivent encore et encore faire des choix très difficiles. Nous nous attendons à des mesures structurantes et pérennes pour venir en aide à ces foyers et permettre à nos gens de leur redonner de l'oxygène.

Le premier ministre mentionnait, lors de son discours inaugural, qu'il estime être jugé sur les résultats. Depuis cinq ans, les résultats ne sont pas au rendez-vous, et il faut que ça change. Nous croyons qu'il faut prioriser les mesures qui touchent les Québécois les plus vulnérables, comme nous le proposons en campagne électorale, avec notamment une bonification du crédit d'impôt pour solidarité et en retirant la taxe de vente du Québec sur les biens de première nécessité.

Il ne passe pas une journée qu'on ne me parle pas ou que je ne ressente pas les résultats de cette pénurie de main-d'œuvre. Des restaurateurs et bien d'autres commerces doivent changer leurs heures d'ouverture par manque d'employés. En tant que clients, nous sommes confrontés à recevoir des services déficients, et on se rend compte que les travailleurs

sont fatigués, dû aux heures supplémentaires. Alors que le premier ministre considère toujours que la pénurie de main-d'oeuvre est une bonne chose, il ne reconnaît pas qu'il s'agit d'une crise et ne propose pas de mesures concrètes pour pallier ses effets. Le président du Conseil du patronat, M. Karl Blackburn, déclarait ces derniers jours que le manque de main-d'oeuvre touche tous les secteurs maintenant, sans exception, et qu'il y a près de 250 000, je dis bien 250 000 postes vacants au Québec, ce qui signifie moins de services dans le secteur public et des pertes économiques dans le secteur privé.

Dans son discours inaugural, le premier ministre nous a rassurés lorsqu'il a dit que son gouvernement vise vers une hausse de l'immigration. Là où il m'a perdue, c'est lorsqu'il a dit vouloir que tous les nouveaux arrivants choisis par le Québec parlent français. M. le Président, si ce critère avait été pris en considération lors de mon arrivée au Québec avec ma famille, je ne serais probablement pas québécoise aujourd'hui. C'est dans la langue de Molière que je m'adresse à vous. Et comme je l'aime, notre langue officielle du Québec! C'est pour moi une autre de mes fiertés identitaires que de pouvoir m'exprimer dans cette langue qui est la nôtre, la langue commune de tous les Québécois.

Lorsque je suis arrivée au Québec avec ma famille, j'avais 15 ans. Aucun d'entre nous ne parlait le français, et, pourtant, nous nous sommes tous intégrés. Nous travaillons aussi en français et sommes depuis déjà fort longtemps des fiers Québécois. J'ai marié un Québécois dit de souche, et mes filles parlent non seulement le français, mais aussi l'arménien et l'anglais. Pour moi, être polyglotte, c'est une richesse, car de pouvoir communiquer, échanger avec autant d'humains et des religions. Pourtant, je porte en moi la culture de mes parents, qui est aussi la mienne et celle de mes grands-parents. L'amour pour mes racines vit en moi et même dans le coeur de mes filles, qui sont nées ici d'un père québécois francophone.

• (16 heures) •

Nous comprenons tous l'importance de protéger le français, mais là où je ne suis pas d'accord, c'est que le tout se fasse avec autorité, alors que la culture est un partage plaisant basé sur l'amour et non sur le commandement. Mon expérience et mes racines m'en ont appris quelque chose à ce sujet. Je suis née à Beyrouth, au Liban. Mes parents sont Arméniens. Comme vous le savez déjà, l'histoire des Arméniens est une triste histoire de persécution, basée sur la différence des cultures et des religions. Pourtant, je porte en moi la culture de mes parents, qui est aussi la mienne et celle de mes grands-parents. L'amour pour mes racines vit en moi et même dans le coeur de mes filles, qui sont nées ici d'un père québécois francophone.

Je parle l'arménien, l'arabe, le turc, l'anglais et, bien sûr, le français. J'ai le désir de venir en aide à tous ceux qui viennent me parler, et ce, peu importe leur langue. Quand on partage notre amour pour quelque chose, cela se propage, et on le fait dans la douceur et non dans la division. Je suis certaine que, si l'on promouvait le français comme notre langue commune du coeur, on serait tous gagnants. Les gens de Chomedey, que je représente ici, trouvent que la loi n° 96 est autoritaire, divisive et non nécessaire.

Je prends un petit moment pour vous parler de moi. Quoique je ne connaisse pas toute l'histoire de ma famille, dû au génocide arménien de 1915, plusieurs bribes de notre histoire nous ont été rapportées, au fil des ans, par des membres de la famille. Tout récemment, lors du décès de mon père en 2019, une de mes cousines, qui réside en Autriche, me racontait l'histoire de nos grands-parents paternels, des rescapés du génocide arménien. Ma grand-mère paternelle a dû s'enfuir avec son bébé, et mon grand-père devait défendre leur village. Ils se sont perdus de vue pendant quatre ans et ils se retrouvent grâce à l'Église arménienne, qui oeuvrait à la réunification des familles séparées. Mes parents se sont rencontrés en Syrie et ont fondé une famille au Liban. Voilà la diaspora arménienne.

Lors de mes études primaires à Beyrouth, j'ai fréquenté une petite école arménienne. Ma mère avait insisté, et avec raison, que j'apprenne à lire et à écrire notre langue maternelle. En revanche, une fois rendue au secondaire, mes parents m'ont inscrite à une école de langue arabe, question de pouvoir bien m'intégrer à la société libanaise. Je vous raconte un peu le parcours de mon enfance au Liban, car ce dernier a forgé, en partie, qui je suis devenue.

Quoique situés au Proche-Orient, les médias de l'époque nous exposaient à une grande diversité culturelle. Je me souviens que ma mère écoutait les sons du monde, tous les jours, dans la cuisine, des musiques et chansons libanaises, arméniennes, égyptiennes, françaises, et même le rock-and-roll de l'Occident. Nous étions au diapason de la programmation télévisée de Bollywood et de l'Occident. En fait, cette initiation à la culture française et américaine a sûrement facilité notre intégration lors de notre arrivée au Québec.

En 1975, la guerre éclate au Liban. Quoique mon père avait déjà entrepris les démarches d'émigration, j'ai été témoin, à un très jeune âge, du chaos d'une guerre civile et de toutes les injustices et atrocités que cette dernière a pu infliger à une nation. Pendant plusieurs mois, nous étions isolés dans une chambre, pour notre sécurité. Je me rappelle que des ouvertures béantes avaient été défoncées entre les édifices à logements pour que les hommes puissent y circuler et y prendre garde. Des mercenaires, tireurs d'élite couraient les rues, ils étaient partout. Le simple fait de circuler était dangereux. Quoique bien protégés des atrocités par nos parents, nos expériences ne laissent personne indifférent. L'incompréhension règne, mais les notions du bien et du mal s'enracinent. Je crois que ces expériences, à un jeune âge, ont sûrement contribué à forger en moi l'importance de l'entraide et de la communauté.

En tant que fille d'immigrant et immigrante moi-même, j'apporterai des points de vue possiblement un peu différents et je tenterai de partager ces derniers avec vous tout au long de nos travaux.

La culture est un outil d'intégration très puissant. Il s'agit de bien en harnacher son pouvoir. Si l'anglais domine comme culture à l'international, il faut se poser la question : Pourquoi? La réponse se doit d'être certainement plus qu'Hollywood. Les immigrants veulent connaître nos moeurs et veulent découvrir le Québec et les Québécois. Donnons-nous les outils pour réussir.

Certes, la protection de notre langue et culture au Québec est primordiale, mais de quelle manière s'y prendre et à quel prix? Je crois fortement que, pour protéger le français au Québec, il faut d'abord renforcer son apprentissage dans les écoles dès le primaire. Ceci ne veut pas dire de négliger l'anglais car nos jeunes se doivent d'être concurrentiels à l'échelle mondiale.

Je remarque également que plusieurs minorités culturelles participent très peu aux événements culturels traditionnels de la nation. Les organismes et gouvernances ont un rôle plus accru à jouer pour encourager et inviter ces minorités à participer aux multiples festivités traditionnelles du Québec. Sinon, l'intégration est ralentie ou parfois nulle.

Tout récemment, j'ai été témoin des célébrations de la Saint-Jean-Baptiste à l'église Saint-Martin de Chomedey et j'ai constaté les efforts faits par la Société Saint-Vincent-de-Paul. La participation de plusieurs communautés était au rendez-vous. Bravo à notre conseillère municipale du district de Saint-Martin, Mme Aline Dib, et au maire de Laval, M. Stéphane Boyer, ainsi qu'au comité organisateur et bénévoles de la Société Saint-Vincent-de-Paul, conférence Saint-Martin, pour cette initiative. Nos moeurs et traditions font partie intégrante de la culture du Québec. Partageons-les.

Nous sommes également préoccupés par la situation qui a cours dans nos urgences et nos hôpitaux. Le personnel attend un renfort mais qui tarde à venir. Ayant été malade moi-même ces derniers jours, j'ai constaté à quel point il faut déployer beaucoup d'efforts pour pouvoir entrer dans notre système de santé. Pendant ce processus, je n'ai pas pu faire autrement que penser aux aînés, aux parents des jeunes enfants, aux personnes malades. Le manque de services en santé se fait ressentir au quotidien. Nous sommes tous d'accord de dire que nos aînés sont mieux chez eux et que les soins à domicile sont nécessaires pour soutenir leur autonomie. Donc, faisons-le, mais faisons-le bien. Donnons-leur les outils nécessaires.

Nous avons une préoccupation pour l'accessibilité aux soins de la santé, notamment en région. Nous savons également que la situation de pénurie de main-d'oeuvre dans le milieu de la santé dans la région des Hautes-Laurentides vise à s'améliorer en comptant sur la venue de 40 infirmiers en provenance de l'Afrique. Toutefois, plusieurs acteurs clés ont aussi été interpellés à collaborer ensemble. Nous saluons ces initiatives. On demande même le soutien de la population afin de favoriser la réussite de ce projet, car l'accès au logement représentant un défi de taille, un appel est donc lancé, et une banque de personnes disposées à offrir du logement ailleurs... été créée, une autre belle initiative.

En tant qu'élue faisant partie de l'opposition officielle, c'est de façon constructive et respectueuse que je compte travailler avec le gouvernement lorsque les projets sont clairement dans l'intérêt des citoyens. Je serai toutefois fermement vigilante afin de m'assurer que ce gouvernement respecte ses engagements et administre sainement les finances publiques.

Bonne 43e législature à nous tous. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Benjamin) :** Merci, Mme la députée de Chomedey. Maintenant, la parole revient à la ministre de la Famille, députée de Verchères.

#### Mme Suzanne Roy

**Mme Roy (Verchères) :** Merci beaucoup, M. le Président. Permettez-moi-z-en tout premier lieu de saluer le discours inaugural que nous a livré le premier ministre. C'est pour moi très inspirant, d'autant que le dossier de la famille m'a été confié par le premier ministre du Québec. Il s'agit pour moi d'un très grand honneur.

Vous me permettez, M. le Président, de vous confier un petit secret, entre nous deux. Voilà, s'il y avait un ministère que je souhaitais obtenir, c'est bien celui de la Famille, parce qu'il s'agit de l'avenir du Québec, de l'avenir de notre nation. Quand j'ai commencé ma carrière en politique, il y a quelques années, en politique municipale, je me suis fait élire à Sainte-Julie, et, imaginez, le thème de ma première campagne électorale était *La famille, au coeur de mes préoccupations*. Alors, aujourd'hui, pour ma première intervention au salon bleu, vous comprendrez mon émotion et ma fierté. Le premier ministre a raison, le Québec doit continuer de faire de l'éducation et des services à nos enfants une priorité de tous les instants.

• (16 h 10) •

Le bilan du premier mandat en matière de famille est très positif. On a déjà fait beaucoup de chemin, on doit le dire et le redire. Mon prédécesseur, le député de Papineau, a hérité d'une situation très difficile, mais, quand on a le coeur à la bonne place, quand on a le courage et la détermination, on change les choses et on peut réussir. Je veux vous mentionner un chiffre important pour le démontrer : 8 940. Depuis le lancement du Grand chantier pour les familles par mon prédécesseur, nous avons ajouté près de 9 000 places subventionnées en un an. Il s'agit, M. le Président, d'un record, du jamais-vu depuis 1997, et nous allons continuer dans ce sens.

L'objectif de 37 000 places pour accueillir tous les enfants dont les parents souhaitent obtenir une place au Québec répond à un grand besoin, mais derrière ce chiffre, il y a une réalité douloureuse. Ce sont des familles, des parents qui espèrent, qui attendent, qui sont parfois angoissés ou encore déçus. Cela entraîne des conséquences négatives sur le moral, sur la poursuite de la carrière, sur les finances familiales, sur le développement de nos enfants. Ce n'est pas acceptable, et je ne l'accepte pas. Ça fait 25 ans que les familles du Québec attendent que l'on complète le réseau.

Bien, notre engagement, il est clair, M. le Président. Dans le prochain mandat, nous allons compléter le réseau afin que toutes les familles puissent avoir une place de service de garde subventionnée pour leur enfant. Pour atteindre nos objectifs, nous accélérons les conversions des places non subventionnées vers des places subventionnées. C'est aussi une question d'équité pour nos familles. La situation actuelle force des parents à prendre des avenues onéreuses, qui, parfois, vont coûter même l'équivalent d'une deuxième hypothèque pour une jeune famille. Ce n'est pas juste ni équitable. Voilà pourquoi nous complétons... nous travaillons à compléter ce réseau. À terme, tout le monde sera gagnant, les familles du Québec, évidemment, en premier lieu, bien sûr, les enfants, les employeurs, toute notre société.

Notre gouvernement croit à la famille. Nous en faisons une priorité. Nous continuerons ainsi le grand chantier et ses multiples facettes. Je pense, entre autres, au fameux guichet unique. Nous souhaitons faciliter la vie des parents pour l'inscription des enfants aux services de garde éducatifs à l'enfance. Le guichet unique, avec sa plateforme La Place 0-5, doit être la seule porte d'entrée des parents pour inscrire leurs enfants à tous les services de garde reconnus au Québec. J'aurai le soutien de ma collègue la députée de Châteauguay, adjointe gouvernementale, pour réaliser cela. Notre gouvernement est au travail afin que La Place 0-5 devienne une vraie liste d'attente pour les parents du Québec. Il s'agit encore une fois de ramener l'équité entre les parents, de favoriser l'égalité des chances pour les enfants.

Un petit mot maintenant sur un dossier qui me touche énormément, celui des enfants vulnérables provenant de milieux défavorisés. Notre nation, elle est généreuse, tissée serrée. Chaque fois que l'on agit collectivement pour soutenir les enfants vulnérables et pour donner à tous les enfants la même chance de développer leur potentiel, nous y gagnons tous. C'est important d'intervenir rapidement. Mon collègue ministre et député de Taillon, le Dr Carmant, est déjà en action à ce sujet. Son travail est inspirant, et je tiens à lui dire, M. le Président, à travers vous, que je serai une alliée de tous les instants.

Comme ministre de la Famille, j'ai aussi le mandat de coordination du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation. J'ai une pensée solidaire envers toutes les personnes qui vivent ou qui ont vécu les affres de l'intimidation sous toutes ses formes. La souffrance que cela crée engage à nous impliquer individuellement, collectivement pour que cesse ce phénomène. À ce sujet, nous avons tous, en cette chambre, un rôle constructif à jouer. Mon intention est de travailler de façon transpartisane sur cet enjeu important.

Je tiens notamment à souligner la participation au gala contre l'intimidation, le 1er décembre dernier, de ma collègue de Lotbinière-Frontenac, adjointe parlementaire au ministre de l'Éducation pour le volet Violence chez les jeunes et lutte contre l'intimidation. Je tiens aussi à souligner la présence de certains collègues de l'opposition : la députée de Robert-Baldwin, le député de Jean-Lesage et le député des Îles-de-la-Madeleine. En tant que ministre de la Famille, j'entends continuer à mener ce dossier à bien avec la collaboration de toute la population parce que c'est ensemble que nous arriverons à faire du Québec un endroit sécuritaire pour tous.

En terminant, M. le Président, permettez-moi de remercier en cette Chambre les concitoyens et les concitoyennes de Verchères qui m'ont accordé leur confiance le 3 octobre dernier. Vous avez été nombreux à m'appuyer, à appuyer la vision de la CAQ. Comme députée et ministre responsable de notre Montérégie, vous pouvez compter sur moi pour faire avancer les dossiers qui vous préoccupent. Nous allons continuer à profondément changer le Québec et nous le ferons, M. le Président, avec ambition et pragmatisme. Ce n'est pas juste un slogan. Vous aurez l'occasion de le voir, de le constater, jour après jour, semaine après semaine. La famille est au cœur de notre avenir. Elle est au cœur des priorités gouvernementales. Merci.

**Le Vice-Président (M. Benjamin) :** Merci, Mme la députée de Verchères, ministre de la Famille.

J'en profite pour faire ce rappel à cette règle que nous nous sommes donnée ici, à cette Assemblée, à savoir que, les collègues, on les appelle par leur titre et non par leur nom. Donc, merci.

Donc, prochain intervenant, le député de Taschereau.

### M. Etienne Grandmont

**M. Grandmont :** Merci, M. le Président. D'abord, j'aimerais féliciter tous les collègues ici présents et ceux qui ne peuvent pas être là aujourd'hui d'être... d'avoir été élus ou réélus. On a une belle aventure devant nous, un beau quatre ans. J'aimerais aussi vous offrir, M. le vice-président, mes félicitations pour votre élection, mais aussi féliciter la nouvelle présidente de l'Assemblée nationale. J'espère que l'élection d'une deuxième présidente, d'une deuxième présidente, après toutes ces années de parlementarisme, va paver la voie à davantage de femmes à des fonctions aussi importantes.

J'aimerais aussi profiter de l'occasion qui m'est donnée aujourd'hui pour remercier les électrices et les électeurs de la circonscription de Taschereau qui m'ont fait l'honneur d'être leur représentant pour les quatre prochaines années ici, à l'Assemblée nationale. Je leur assure que je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour être à la hauteur de l'honneur qu'ils m'ont fait.

J'ai bien écouté le discours inaugural du premier ministre la semaine dernière. Il y avait là-dedans plusieurs éléments qui ont attiré mon attention, des éléments qu'il a mentionnés et, bien entendu, d'autres choses qu'il a décidé de passer sous silence.

D'abord, rappelons, je l'ai fait plus tôt aussi, mais je le rappelle encore, on vit une crise climatique, et le Québec doit faire sa part dans ce qui est le plus grand défi de notre époque. Rappelons aussi que les transports représentent 43 % de nos émissions de gaz à effet de serre, ce qui en fait le secteur d'activité qui en émet le plus au Québec. C'est donc notre talon d'Achille, le secteur sur lequel on doit agir en priorité et avec les moyens les plus urgents et les plus importants.

On l'a dit, chez Québec solidaire, quand le gouvernement va aller dans le bon sens, on va saluer ses actions et ses décisions. C'est aussi ma façon de travailler. Mais, quand le gouvernement va mettre de l'avant des lois ou des projets qui vont contre les changements climatiques, il va nous avoir sur son chemin.

Alors, j'écoutais le premier ministre, et c'est vrai que des chantiers de transport collectif ont été mis en place dans les quatre dernières années. On peut même dire que ça faisait très longtemps qu'on n'avait pas eu des projets de cette ampleur. Mais on peut quand même se poser la question de comment ça a été fait et à quel prix. Par exemple, le tramway de Québec, ça a pris deux ans, a pris deux ans de retard parce que la CAQ s'était ingérée dans le projet alors que ce n'était pas de sa compétence, aussi parce qu'il a imposé, pendant quatre ans, une camisole de force budgétaire au projet, ce qui a obligé la ville de Québec et ses partenaires à retirer des composantes du projet de tramway. Le projet du REM de l'Est a tellement été mal ficelé que le gouvernement a été obligé de tout recommencer à zéro.

• (16 h 20) •

Au-delà de tout ça, la CAQ essaie de nous faire croire que le troisième lien, c'est un projet de transport en commun de centre-ville à centre-ville, alors que c'est une autoroute entre la banlieue de Québec et un champ de patates sur la Rive-Sud. Et ce projet-là, en plus, retarde ou empêche des vrais projets de mobilité durable ailleurs au Québec, comme, par exemple, la conversion de tronçons d'autoroute en boulevard urbain à Québec, des projets qui sont demandés par la population et l'administration municipale.

Bref, le gouvernement de la CAQ a avancé sur les projets de transport collectif, mais, vu l'importance que représente ce secteur d'activité dans nos émissions de gaz à effet de serre, il devrait en faire beaucoup, beaucoup plus.

Le premier ministre semble obsédé par l'Ontario. Il en a parlé pendant les quatre dernières années, il en a parlé abondamment pendant la campagne électorale, il en a parlé pendant son discours inaugural, mais, quand il compare le Québec à cette province-là, il choisit les indicateurs qui font son affaire. Puis je vais lui en donner un autre élément de comparaison avec cette province qui l'obsède. Dans le plus récent budget du Québec, 70 % des investissements en transport étaient... des investissements en transport, pardon, étaient attribués au réseau routier, contre 30 % pour le transport collectif. À l'inverse, dans le budget le plus récent de l'Ontario, c'était 71 % des investissements qui étaient alloués au transport collectif, contre 29 % pour le transport routier, et tout ça malgré le fait que la CAQ s'était engagée à un ratio de 50-50, ce qui, même ça, est insuffisant, M. le Président. Quand est-ce qu'on va rattraper l'Ontario quant à nos investissements dans les transports collectifs? C'est ça, la vraie question qu'on devrait se poser.

Le gouvernement de la CAQ peut vraiment faire mieux, et, pour ça, il faut qu'au Québec on développe le réflexe... le réflexe, pardon, de développer le transport en commun de façon continue. Ça n'a juste pas de bon sens que ça prenne des décennies pour développer des nouvelles lignes de métro ou des nouvelles stations de métro. C'est pour ça, entre autres, que, la phase II du tramway de Québec, il faut commencer à la planifier dès maintenant. On ne peut pas se permettre d'attendre 10, 15, 20 ou 30 ans avant de livrer la prochaine ligne de tramway à Québec. Dans le contexte que nous vivons actuellement, avec les changements climatiques, ça n'a aucun sens.

Un autre exemple très concret du manque d'amour du gouvernement de la CAQ pour le transport collectif, la Société des traversiers du Québec. Même si c'est un service qui est souvent essentiel dans plusieurs régions du Québec, on dirait que, depuis des années, on gère la décroissance à la STQ. Ce n'est pas mêlant, avec le nombre de navires qui tombent en panne, la STQ est rendue moins fiable qu'une horloge arrêtée. Elle, au moins, elle donne l'heure correcte deux fois par jour. Ça n'a juste pas de bon sens que la Société des traversiers du Québec soit devenue ce qu'elle est aujourd'hui. C'est une vraie honte nationale. Pas à cause des gestionnaires de la STQ, non. Eux autres, ils font leur possible avec les moyens qu'on leur donne au gouvernement. Non, c'est à cause du manque d'intérêt des différents gouvernements au cours des dernières décennies pour ce mode de transport là, qu'on devrait tellement valoriser, par ailleurs, et qui est absolument vital pour toutes les régions du Québec.

Dans les prochaines quatre années, M. le Président, vous allez voir et entendre l'équipe solidaire être très exigeante sur le développement des transports collectifs, parce que, dans le contexte des changements climatiques, il faut comme jamais les développer.

La CAQ, elle aime bien ça se présenter comme le gouvernement de l'économie. Pourtant, quand il s'agit d'investir dans les transports, les réflexes de la CAQ semblent beaucoup plus motivés par l'idéologie que par l'économie. Est-ce que vous saviez, M. le Président, que d'investir dans le transport en commun, ça rapporte trois fois plus que d'investir dans l'automobile? Puis ça, ça a été documenté, puis la raison est vraiment simple, en fait. Au Québec, on a des entreprises qui construisent des métros, qui construisent des tramways, qui construisent des autobus, qui construisent des navires, des entreprises qui créent des emplois bien payés. Au contraire, investir dans des projets qui augmentent la capacité routière et qui, en bout de ligne, augmentent le nombre d'automobiles sur nos routes, c'est de l'argent qu'on envoie directement à l'étranger. On n'en produit pas de pétrole, on n'en produit pas de voiture non plus. L'industrie de l'automobile et l'industrie du pétrole, c'est même ce qui contribue le plus au déficit commercial du Québec. Ça ne prend pas un doctorat en économie pour comprendre que d'investir dans le transport en commun, c'est créer de la richesse ici, au Québec. Et je ne parle même pas des impacts positifs qu'investir dans les transports collectifs aurait sur la qualité de l'air, sur la sécurité routière, sur la préservation et la création de nouvelles aires protégées ainsi que sur les saines habitudes de vie.

Parlant de saines habitudes de vie, il y a un angle mort depuis toujours au gouvernement dans les transports, ce sont les transports actifs. Ce sont les transports actifs. Et pourtant, s'il y a deux modes de transport qu'on devrait valoriser plus que tout au Québec, c'est bien la marche et le vélo. Il y a, dans ces deux modes de transport, des réponses à un paquet de problèmes ou d'enjeux qu'on vit actuellement au Québec, soit collectivement ou individuellement. Ces deux modes de transport là, ça ne coûte pas cher, ni aux individus ni à la collectivité. C'est bon pour la santé des personnes, puis, en agissant en prévention, ça permet de désengorger le système de santé. Finalement, bien, évidemment, c'est bon pour l'environnement. C'est bon pour l'économie. On fait aussi des vélos au Québec.

On a besoin d'un plan ambitieux pour développer les transports actifs au Québec, et ça manque depuis toujours au gouvernement. Pour résumer mon propos sur le développement des transports collectifs et actifs, aujourd'hui, ce dont on a besoin, c'est d'un sérieux coup de barre dans les transports et un réel changement de paradigme, une réelle transformation de notre vision dans les transports. C'est donc d'un gouvernement qui saura faire plus que juste de la communication sur les enjeux de transports. On a besoin d'un gouvernement qui va se fixer des objectifs de mobilité durable extrêmement ambitieux et qui va déployer les moyens qu'il faudra pour les atteindre, un gouvernement qui va déplacer le point d'équilibre entre le financement des transports routiers et des transports collectifs et actifs. Et ça, l'équipe solidaire va se faire un devoir de le lui rappeler pendant les quatre prochaines années.

La semaine dernière, et j'en ai parlé tout à l'heure, lors de la période de questions, la semaine dernière, on a appris que la Société de transport de Montréal prévoyait un déficit de près de 78 millions de dollars pour l'année 2023. Quelle a été la réponse de la nouvelle ministre des Transports? Que ça relevait d'une décision de l'administration municipale. En gros, elle s'en lave les mains, elle laisse à la STM et à ses usagers le soin de se débrouiller tout seuls. C'est un changement d'orientation vraiment très important et très inquiétant par rapport à ce que disait son prédécesseur, en 2021, à l'effet qu'il n'allait pas abandonner les sociétés de transport, dont celle de Montréal, pendant la période pandémique et postpandémique, le temps que l'achalandage reprenne son cours normal. Parce qu'il n'y a rien de pire que de baisser l'offre de transport en commun pour une municipalité qui aspire à la faire augmenter. Réduire l'offre, c'est aussi, à moyen et à long terme, réduire l'achalandage, et ça, M. le Président, c'est exactement le contraire de ce qu'on doit faire en cette période de crise climatique.

Je veux également profiter de mon temps de parole pour évoquer le développement des transports collectifs dans les MRC et les régions du Québec, M. le Président. Les besoins dans ces communautés sont très grands, et, malgré cela, le gouvernement, depuis des années, oublie le développement des transports collectifs dans les régions du Québec. Les besoins sont très grands, mais le gouvernement ne les aide que trop peu. D'abord, le financement est trop faible, le financement arrive souvent à la fin de l'année financière — c'est très pratique pour un gestionnaire d'avoir son argent à la fin de l'année — les critères de financement sont trop rigides, et tout ça, ça n'encourage évidemment pas l'innovation. Et, par-dessus tout, le gouvernement ne les a pas vraiment aidés pendant la pandémie. Résultat, même si les aînés, les jeunes et les travailleurs seraient preneurs d'une offre améliorée de transport collectif, tout ce qu'on leur offre, c'est soit l'automobile, soit l'isolement, M. le Président. Le nombre d'aînés au Québec qui souffrent d'isolement par manque d'alternative de transport collectif est extrêmement préoccupant.

Je vais conclure en vous parlant d'étalement urbain, étalement urbain que certains n'hésitent plus à qualifier ce phénomène de pire fléau environnemental au Québec. Pourquoi? Tout d'abord parce que c'est... et c'est qui est plus évident, là, l'étalement urbain, ça détruit la nature, ça détruit nos terres agricoles, ça détruit nos milieux humides, ça détruit nos forêts. Bref, ça met une pression énorme sur la biodiversité, sur notre autosuffisance agroalimentaire et aussi sur nos finances publiques. L'étalement urbain est gourmand en infrastructures de transport et en infrastructures d'électricité, d'égout, d'aqueduc. C'est aussi extrêmement gourmand en services de toutes sortes. Ajoutons à ça le fait que les routes nous coûtent 40 à 50 milliards de dollars par année juste au Québec et que le déficit d'entretien des routes gérées par le gouvernement avoisine les 20 milliards de dollars. Moi, je pense qu'on est dus pour une bonne jase de fond collective sur l'expansion du réseau routier et autoroutier au Québec.

L'étalement urbain, on doit y mettre un terme au Québec. Il faut en finir avec le bar ouvert, mais, pour ça, il va falloir se donner des outils. Il va falloir donner des outils aux municipalités du Québec qui, pour l'instant, sont malheureusement dépendantes des taxes foncières pour monter un budget annuel d'opération qui soit équilibré. Des municipalités qui sont en compétition, par ailleurs, les unes avec les autres pour attirer des nouvelles familles, pour générer de nouveaux comptes de taxes qui vont leur permettre de monter leur budget équilibré. Dans ce cadre-là, les prochaines années vont être cruciales, M. le Président, parce que, d'un côté, le gouvernement aura la chance de mettre fin à 70 ans d'étalement urbain accéléré au Québec avec sa Politique nationale d'architecture et d'aménagement du territoire et, de l'autre, la signature de son nouveau pacte fiscal, en 2024, avec les municipalités, où le gouvernement pourra donner davantage d'outils fiscaux aux municipalités pour les encourager à se consolider autrement.

• (16 h 30) •

Chose certaine, on aura besoin, dans les quatre prochaines années, d'un gouvernement qui aura l'audace de changer durablement notre façon d'occuper le territoire et de l'expliquer comme il se doit à la population. Parce qu'il va être tentant de faire comme d'habitude, c'est-à-dire laisser miroiter qu'on peut protéger la nature, faire notre part dans la lutte aux changements climatiques en ne changeant rien à nos habitudes. C'est peut-être payant pendant les élections, mais la facture qu'on va laisser à nos enfants et nos petits-enfants, elle, elle va être très élevée si on ne change pas nos façons de faire. Chose certaine, on n'a plus le luxe d'attendre que la technologie règle tous nos problèmes. Ça va prendre un changement d'orientation, un changement d'approche important.

Je terminerai avec ceci, Mme la Présidente. Pour plusieurs, plusieurs raisons, on se trouve, au Québec, à la croisée des chemins. Qu'on le veuille ou non, les conséquences des changements climatiques sont déjà visibles, on a un pied dedans. On est rendus à ce point de l'histoire où les actions que nous poserons aujourd'hui seront jugées par les générations futures. C'est en se basant sur ce que nous faisons aujourd'hui qu'ils vont déterminer si nous avons fait partie du problème ou si nous avons fait partie de la solution.

On a des idées, chez Québec solidaire, des idées qui s'appuient sur ce que la science nous dit de faire, des idées qu'on a par ailleurs empruntées souvent aux experts qui sont issus du milieu universitaire ou encore de la société civile, des idées qui permettraient aux Québécoises et aux Québécois de vivre dans un environnement plus sain, plus résilient, en période de crise sanitaire, en période de crise économique ou de crise écologique, des milieux de vie qui seraient à la fois prospères, équitables et écologiques. Ces idées-là, on va vous en proposer beaucoup, on va vous en proposer plusieurs, pendant les quatre prochaines années, et sincèrement j'espère que vous allez nous en prendre un maximum.

### Motion formulant un grief

Je vais terminer, Mme la Présidente, en déposant la motion de grief suivante :

«Que l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement de la Coalition avenir Québec pour son manque d'assises scientifiques dans sa planification de ses projets d'infrastructures de transports au Québec.»

Merci, Mme la Présidente.

**La Vice-Présidente (Mme Soucy) :** Votre motion est déposée sous réserve de sa recevabilité. Je vous remercie, M. le député. Maintenant, je suis prête à reconnaître un autre intervenant. Alors, ce sera M. le ministre des Communications et de la Culture.

### M. Mathieu Lacombe

**M. Lacombe :** Et de la Jeunesse, Mme la Présidente, n'est-ce pas?

**La Vice-Présidente (Mme Soucy) :** Oui, de la Jeunesse. La parole est à vous.

**M. Lacombe :** Merci beaucoup. C'est un grand plaisir d'être avec vous ici aujourd'hui, un bel honneur, je trouve, de me relever au salon bleu, à l'Assemblée nationale, après un premier mandat, donc, pour répondre, donc, et y aller moi-même d'un discours à la suite du discours inaugural du premier ministre.

Et il y a certains collègues qui disaient ça, au départ, c'est spécial d'être réélu, peut-être même plus spécial que d'être élu la première fois. Je me disais : C'est peut-être difficile à croire parce que... Puis il y a des gens qui ont de l'expérience ici, là, en politique, qui ont été élus souvent, mais je me disais : Ça a tellement été intense, ma première élection, il n'y a rien qui peut battre ça. Mais c'est vrai, Mme la Présidente, quand on est réélu, je pense que les collègues peuvent le confirmer, en tout cas, moi, c'est comme ça que je l'ai vécu, c'est tellement une belle tape dans le dos, on a l'impression que les citoyens nous disent : Allez-y, continuez votre beau travail. Donc, encore une fois, des beaux moments remplis d'émotions, qu'on a pris le temps de savourer, et non plus, dans un certain sens, parce que le travail a commencé très, très rapidement.

Donc, je commence d'abord, Mme la Présidente, en disant merci aux citoyens de Papineau. Ce sera un immense privilège de vous représenter, de les représenter, donc, pour les quatre prochaines années, de travailler pour eux, mais aussi de travailler pour tous les citoyens de la région de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue aussi maintenant, et tous les citoyens du Québec.

Et je le dis avec beaucoup d'humilité parce qu'on voit tout le travail qui a été fait dans les quatre dernières années, entre autres avec la pandémie, tous les dossiers dans lesquels on a été engagés, mais on voit aussi tout le travail qu'il reste à faire devant nous. Puis ça, c'est une autre chose qu'on réalise, on a l'impression... puis ça, c'est transparent, je pense, là, on a l'impression de travailler tellement fort, de faire de tellement grandes semaines, qu'on soit dans l'opposition, qu'on soit au gouvernement, qu'on soit dans nos ministères, qu'on soit dans nos circonscriptions, puis, à la fin de la semaine, on dirait qu'il reste encore autant de travail qu'au début de la semaine, on a l'impression qu'on pourrait toujours continuer. Donc, je pense qu'il faut voir ça avec beaucoup d'humilité.

Un mot aussi pour remercier mon équipe, parce que, comment je vous dirais bien ça, il n'y a personne ici qui serait présent au salon bleu si on n'avait pas d'équipe. En tout cas, la semaine de 300 heures n'a pas encore été inventée, elle est humainement encore impossible. Donc, si on n'avait pas nos équipes derrière nous, je pense à la mienne dans Papineau, je pense aux bénévoles qui nous ont aidés pendant la campagne électorale, bien sûr, qui font ça parce qu'ils y croient, je pense à nos équipes dans nos circonscriptions aussi qui nous permettent de faire notre travail ici, à l'Assemblée nationale, j'allais dire sans se casser la tête pour ce qui se passe dans nos comtés... on se casse toujours un peu la tête puis on est toujours préoccupés par ce qui se passe dans nos circonscriptions, mais on vient à Québec avec la tête un peu plus tranquille, au moins, en se disant qu'on a des gens dévoués dans nos circonscriptions. Puis, vous en savez quelque chose, Mme la Présidente, vous êtes hyperactive dans votre circonscription. Donc, ça nous prend des gens très, très forts autour de nous. Donc, je veux vraiment les remercier puis leur dire que, grâce à eux, je parlais du travail tantôt, on a beaucoup avancé.

Je pense à ma circonscription, mais plus globalement à notre région, en Outaouais. Je trouve qu'on a tellement fait de progrès au cours des quatre dernières années. Rapidement, je pense au chantier de l'autoroute 50. Tantôt on parlait de transports en commun. On a aussi d'immenses chantiers de transport en commun comme le tramway, comme le prolongement du Rapibus, mais on avait aussi un enjeu de sécurité important sur l'autoroute 50 qui nécessitait de la sécuriser.

Et je vous parle de ça parce qu'en même temps c'est un peu aussi une petite leçon d'avoir le courage puis d'avoir l'audace de proposer des solutions parfois en faisant fi des critiques. Il faut les écouter, les critiques. Il faut écouter les commentaires, les suggestions, mais parfois il faut aussi se dire : On se trompera peut-être, mais, au moins, on va avancer. Puis, dans le dossier de l'autoroute 50, je trouve que c'est tellement un bel exemple. Je me rappelle, à l'époque, le ministère des Transports à l'époque, 2018, le ministère des Transports du Québec voulait innover parce qu'un tronçon de l'autoroute 50 était meurtrier. Il y a des gens qui perdaient la vie régulièrement sur ce tronçon-là, des gens encore plus souvent qui se blessaient gravement. Et ça durait comme ça depuis des années. Et, lorsqu'on est arrivés, on s'est dit : Bien, plutôt que de se faire critiquer parce qu'on ne fait rien, prenons la chance de se faire critiquer, mais parce qu'on fait quelque chose. Et on a installé une glissière de sécurité, Mme la Présidente, une glissière de sécurité sur l'autoroute 50. Puis, je me rappelle, il y a un collègue de qui on s'ennuie parfois, parce que c'était quand même intéressant quand on était assis aussi au salon bleu puis on l'écoutait parler, qui nous disait que c'était une clôture de broche à foin puis que ça ne fonctionnerait jamais. Puis il y a eu des reportages qui ont été faits qui disaient que ça ne fonctionnerait jamais. Puis vous savez quoi, Mme la Présidente? On a sauvé plusieurs vies avec cette clôture-là, cette glissière de sécurité. Il n'y a pas eu un décès sur ce tronçon de l'autoroute 50 depuis son installation parce qu'on a eu le courage, l'audace de proposer cette solution-là qui était du jamais-vu, qui n'avait été réalisé nulle part ailleurs. Et, malgré les critiques, on l'a fait. Puis, Mme la Présidente, c'est la preuve, donc, qu'on est mieux de risquer de se faire critiquer parce qu'on fait quelque chose que de se faire critiquer parce qu'on ne fait rien. Donc... Oui. Puis j'ai une pensée pour notre ex-ministre des Transports, le député de Granby, n'est-ce pas, donc, qui a eu cette audace-là.

On va continuer le travail. Là, je viens de vous parler d'un tout, tout petit dossier, bien, parce que je pense qu'au-delà de sa grosseur c'était aussi un symbole, ce dossier-là, qu'il faut oser des solutions. Mais on va continuer le travail pour l'Outaouais, notamment, bien sûr, avec notre nouvel hôpital. Ça, encore une fois, je me rappelle la campagne électorale de 2018, des adversaires politiques riaient de nous en nous disant qu'on n'avait pas besoin d'un nouvel hôpital, que ça ne servirait à rien, qu'on n'avait véritablement pas besoin de cette infrastructure-là. Maintenant, évidemment, plus personne ne remet ça en question, puis on continue d'avancer. Le dossier du Centre des congrès, c'est la même chose, on a déjà commencé le travail à l'interne.

• (16 h 40) •

Donc, on va poursuivre le travail dans le sens de la motion qu'on a fait adopter ici à l'unanimité à l'Assemblée nationale en 2019, qui reconnaissait que l'Outaouais, de par sa situation frontalière avec la capitale canadienne, faisait en sorte qu'on avait accumulé en Outaouais un retard important, notamment en culture — évidemment, maintenant, je suis bien placé pour le constater, mais aussi pour participer à le régler — en culture, en éducation supérieure puis en santé.

Parlant de culture, bien, je veux remercier notre premier ministre de m'avoir fait confiance en me nommant ministre de la Culture et des Communications. J'y ai vu, je vous dirais, l'opportunité d'abord et avant tout de me servir de cette fonction-là pour travailler sur notre fierté. Vous savez, on travaille beaucoup là-dessus. Il y a des gens qui rient de ça. Moi, je pense que c'est important. D'ailleurs, rappelez-vous, c'est essentiellement ce qu'on dit toujours à nos enfants : Soyez fiers de vous. Peu importe ce que vous faites, soyez fiers de vous. Arrangez-vous le soir pour vous coucher en étant fiers de ce que vous avez fait non seulement dans la journée, mais fiers de qui vous êtes. Puis moi, je trouve que ça, c'est le plus beau message. Puis, la culture participe à ça de façon tellement importante, la fierté d'être qui on est. La culture, c'est qui on est. Ça fait partie de notre langue. Notre langue en fait partie. La fierté d'un peuple, le peuple québécois qui se tient debout quand on regarde l'histoire, malgré tout ce qui nous est tombé dessus à travers les années. Donc, je pense que la culture doit participer à cette fierté parce que c'est ce qui nous définit, c'est ce qu'on est, c'est un outil précieux qu'on doit continuer de valoriser. Puis cette culture-là, je parlais de la langue, bien, elle passe aussi par les arts, et je pense que c'est important.

Le premier ministre le disait dans son discours inaugural, on vit dans un monde où il y a une forte attractivité vers l'anglais, qui est une langue dominante partout en Amérique du Nord, mais également dans le monde. Donc, on doit travailler, notamment auprès de nos jeunes, parce que nos jeunes, et je regarde mes enfants, là, je regarde mes enfants puis ceux qui sont un peu plus vieux, on est en train d'échapper cette génération-là, Mme la Présidente, et on ne peut pas l'échapper, cette génération. Si on l'échappe, ce sera une catastrophe culturelle pour le Québec. Donc, on se relève les manches, et c'est important d'en faire une priorité, intéresser davantage les jeunes à la culture québécoise, majoritairement, évidemment, francophone, mais pas seulement francophone, parce qu'il y a aussi une part de notre culture québécoise qui est anglophone.

Et ça tombe bien parce que j'ai aussi eu le grand privilège d'être nommé ministre responsable de la Jeunesse. Et ça, ça fait plus de 20 ans qu'un ministre responsable de la Jeunesse n'a pas été nommé. Donc, j'ai reçu ce message-là de la part du premier ministre comme aussi un geste de confiance pour allier, justement, ce travail qu'on a à faire en culture à ce travail qu'on a à faire pour intéresser davantage les jeunes à cette culture-là. Donc, je pense que le message, il est très, très clair. On doit attirer nos jeunes où? Bien, dans nos salles de spectacle, au théâtre. On doit s'assurer qu'ils écoutent, autant que faire se peut, la radio, même s'il y a de moins en moins de gens qui l'écoutent, ou, à tout le moins, qu'ils écoutent, par le biais des plateformes numériques, du contenu québécois, qui est trop rarement écouté. On a vu d'ailleurs les derniers chiffres. Donc, quand je vous parle d'une priorité, bien, ce sera ma priorité numéro un, mon cheval de bataille pour les quatre prochaines années.

Et pour ça, bien, je serai très bien épaulé, notamment par mon adjoint parlementaire, qui est ici, avec nous, aujourd'hui, le député de Beauce-Sud, qui connaît déjà très bien la jeunesse d'abord parce que, bien, il est comme moi, il est jeune, hein, mais aussi parce qu'il a occupé cette fonction-là durant les quatre dernières années, un collègue que j'aime beaucoup. Là, je pense, je viens de faire un lapsus. J'ai dit «amies» parce que j'allais dire : Un collègue que j'aime beaucoup, qui est aussi un ami. Donc, je suis persuadé qu'ensemble on pourra faire équipe pour s'attaquer à ça. Puis on aura aussi une troisième paire de bras et une autre tête pour nous aider, le député de Côte-du-Sud, qui nous prêtera main-forte comme adjoint parlementaire à la culture.

Donc, je termine là-dessus, hein, parce qu'on me fait signe que j'ai déjà trop parlé. Vous voyez, je m'embarle déjà pour ce défi qui nous attend d'intéresser davantage les jeunes à la culture. Mais je suis persuadé que, malgré cet immense défi qui est devant nous, on n'a pas le loisir de rester les bras croisés. On ne peut pas se dire que c'est trop difficile. On ne peut pas se dire que c'est impossible, que c'est peine perdue. On doit se relever les manches. Puis, si on travaille ensemble, je suis persuadé qu'on sera capables de le faire. C'est une question de survie pour la culture québécoise, puis on doit s'y atteler vraiment fortement. Donc, merci beaucoup, Mme la Présidente.

**La Vice-Présidente (Mme Soucy) :** Je vous remercie, M. le ministre. Maintenant, je cède la parole à M. le ministre délégué à l'Économie.

#### **M. Christopher Skeete**

**M. Skeete :** Merci beaucoup, Mme la Présidente. Et permettez-moi d'emblée de vous remercier pour prendre la parole, mais surtout pour vous féliciter pour vos nouvelles tâches. Salutations aussi à tous les collègues, les nouveaux collègues, nouvelles collègues, en particulier collègues lavalloises. J'ai la chance de compter sur... bien, en fait, sur six comtés. Il y a eu cinq nouvelles qui se sont rajoutées. Donc, j'aimerais profiter de l'occasion pour souhaiter la bienvenue à notre Assemblée nationale à toutes mes collègues, femmes fortes, intelligentes et déterminées pour faire avancer les enjeux lavallois, j'en suis persuadé, aussi, bien sûr, Mme la Présidente, de remercier les citoyens de Sainte-Rose pour cette confiance.

Vous savez, petite information sur Sainte-Rose, c'est un comté qui a été créé en 2012 pour la première fois, et, en 2012, il y a eu une collègue, l'ancienne députée péquiste, qui a été élue là en 2012. Après ça, il y a eu un libéral qui a été élu là. Et après ça il y a eu moi. Alors, les citoyens de Sainte-Rose n'ont pas peur du changement, et c'est la première fois, depuis la création de ce comté-là, qu'il y a eu une réélection du candidat qui était là. Donc, c'est pour moi une fierté d'avoir mérité cette confiance deux fois. Et, fait à noter, c'est la première fois qu'il y a un ministre de Sainte-Rose. Donc, c'est vraiment pour moi un privilège. Je suis en bonne compagnie. Il y avait jadis un premier ministre aussi, mais ça, c'est autre chose, Mme la Présidente. Sainte-Rose, pour vous dire, est fière de nommer des personnes qui représentent bien leur patrie à l'Assemblée nationale. C'est la raison pour laquelle je suis profondément fier d'avoir ce titre-là de député de Sainte-Rose, qui est, il faut se le dire, puis je suis sûr que les autres collègues vont être d'accord, le meilleur comté au Québec. C'est le meilleur comté au Québec, parce que... Puis, si je le dis en rigolant, Mme la Présidente, c'est qu'il y a une petite joke, là, que tous les parlementaires se font pour dire que c'est eux qui ont le meilleur comté. Mais moi, je vais vous expliquer pourquoi moi, je pense que Sainte-Rose, c'est le meilleur comté.

Sainte-Rose, c'est le comté où on trouve des communautés qui se tiennent solides. Quand je pense... Dans le Vieux-Sainte-Rose, il y a une association des résidents et des amis du Vieux-Sainte-Rose qui se charge à tous les jours de protéger le patrimoine du Vieux-Sainte-Rose. Il y a des maisons bicentennaires dans le Vieux-Sainte-Rose qui se seraient fait oublier n'eût été l'association, qui, eux, ont un historien qui fait ça à temps perdu, gratuitement, comme bénévole, pour se souvenir de qui habitait où il y a 200 ans. Mon bureau de comté et dans une maison bicentenaire, et c'est quelque chose de spécial de savoir qui habitait là avant.

Il y a aussi la section Champfleury. Dans Champfleury, il y a une association là qui regroupe tous les citoyens locaux. Et, malgré le fait que Laval peut être perçue un peu comme une ville dortoir, bien, ces citoyens-là, ils se côtoient, ils se connaissent, ils se rassemblent ensemble sur des enjeux communs. J'ai la chance de participer à la course annuelle de Champfleury, bien, à toutes les années qu'il n'y a pas de pandémie, ça fait que plus rarement ces temps-ci, mais j'y étais, à la dernière édition, et ça a été pour moi un grand privilège.

Puis il y a aussi les gens de la Ferme-Sainte-Thérèse. Les citoyens de la Ferme-Sainte-Thérèse, à toutes les années, vont te faire un méchoui hors de ce monde et ils vont rassembler tous les gens du quartier, puis tous les enfants vont venir. Et chaque adulte, chaque personne qui habite à la ferme connaît le nom des jeunes dans la rue. Puis, s'il y en a qui fait un mauvais coup, il se le fait dire par son nom propre, puis on va aller le dire à ses parents. Quand on parle d'une communauté tissée serrée, c'est de ça qu'on parle.

Mais ce n'est pas juste des communautés qui se tiennent, qui se tissent, mais, quand j'ai le goût de jaser économie, puis ça m'arrive souvent ces temps-ci dans mon nouveau rôle de ministre délégué à l'Économie, j'ai aussi le parc industriel dans mon comté. Donc, je peux jaser d'aéronautique, que ce soit Héroux Devtek ou M1 Composites, on peut jaser de pharma quand on a le goût de jaser de ça, c'est Bausch Health ou même les compagnies comme Glaxo qui ne sont pas loin, un petit peu l'autre bord, là, de la rue, mais ils ne sont pas loin, aussi Dynacare qui vient s'établir dans notre comté. Tout ça pour vous dire qu'il y en a pour tous les goûts dans Sainte-Rose, et puis c'est pour moi un grand privilège de pouvoir être leur député.

Bien sûr, pour être député, il faut faire campagne. Pour faire campagne, je pense que le ministre de la Culture et des Communications et de la Jeunesse l'a bien dit, ça prend une équipe dévouée. Ça me permet en ce moment de dire merci à cette équipe-là, une équipe qui est avec moi depuis le tout début et qui ont donné beaucoup de leur temps pour m'appuyer dans ma démarche de vouloir faire une différence dans ma ville natale. Je pense, entre autres, à Dominique Talbot, qui est mon directeur de bureau, qui est avec moi depuis le tout début, et c'est grâce à lui si j'ai l'air intelligent. Il y a aussi Alexandre Jarry, Caroline D'Astous, Cecile Ramsey, qui nous prête, à toutes les années d'élections, sa maison. C'est comme un point de chute. Ça fait que toutes les pancartes, on les entrepose à son garage. Cette pauvre dame là, on lui en doit beaucoup. David Séguin, Florence Lavictoire, Francine Labbé, Françoise Wilhelmy, Guy Normandeau, Ghislain Wolf, Reine Côté, qui a travaillé avec moi, Maral, la fameuse Maral qui fait des appels téléphoniques, beaucoup de collègues la connaissent. Maral va te faire des appels tous les jours pendant une campagne. Elle va faire ça des heures à la fois. On l'adore, Maral, et aussi Louise Tremblay. Merci beaucoup pour votre temps, votre bénévolat et surtout votre implication. Ça a été pour moi un privilège de vous côtoyer.

• (16 h 50) •

Il y a aussi mon épouse puis ma famille, parce que, sérieusement, là, si ce n'était pas de mon épouse puis de ma famille qui me donnent le go, je ne pourrais pas... ça ne marcherait pas. Si mon épouse ne me disait pas que c'était correct pour moi d'avoir des longues absences de ma maison, ça ne marcherait pas, là. Puis, à toutes les fois que je pars pour Québec, je vous le dis, Mme la Présidente, elle ne m'en veut pas trop. Et c'est pour moi un grand privilège d'avoir cette chance-là de savoir que mes enfants sont corrects à la maison avec une épouse qui me supporte et qui m'appuie, hein? C'est un anglicisme qui veut dire deux choses. Dans mon cas, les deux sont vrais. Et c'est tellement important d'avoir cet appui-là. Je pense que les collègues vont le découvrir ou le découvrent tranquillement, que ce support-là, à la maison, est primordial. Donc, pour moi, c'est un privilège de pouvoir servir, mais surtout de ne pas me faire haïr en servant.

Donc, j'ai hérité récemment, à titre de ministre délégué, plusieurs rôles dans l'économie, que ce soit l'allègement réglementaire, les achats locaux ou même les produits du Québec. C'est des dossiers que j'ai hâte à me lancer davantage dedans, notamment l'allègement réglementaire, où est-ce qu'on va proposer une nouvelle loi à toutes les années dans le but de réduire le fardeau administratif des entreprises. J'ai la chance de tracer un chemin qui est très bien tracé. L'ancienne ministre, c'est la collègue de Les Plaines, a fait un excellent travail. En fait, j'arrive, puis la maison est plus ou moins construite. Donc, c'est pour moi un grand privilège de continuer à travailler avec elle, pour elle, avec le bon travail qu'elle a fait. Ça a été une collègue avec qui... qui m'a rendu la vie très facile en début de mandat, puis, pour ça, je suis très reconnaissant.

J'ai aussi la chance d'être le ministre responsable de la ville de Laval. Je dis la ville de Laval, mais c'est une région, là, la région de Laval. Mais, pour moi, ça, j'avoue, là, c'est quelque chose qui me touche profondément, de pouvoir être le ministre qui est responsable de faire avancer ma ville natale. Jamais je n'aurais cru, plus jeune, que j'aurais ce privilège-là.

Et, en parlant de privilège et de penser qu'est-ce qui est possible quand on est jeune, je me souviens, petite anecdote, tu sais, quand j'étais jeune, je me faisais taquiner, je me faisais taquiner parce que j'étais un peu gros, puis je me faisais taquiner aussi parce que j'étais un peu brun, puis je me faisais taquiner, des fois, des noms pas très gentils, des fois le mot en N, et ça faisait très mal. Puis aujourd'hui j'ai la chance d'être le ministre responsable de la Lutte au racisme. Alors, quel privilège aujourd'hui du jeune qui se disait : Oui, c'est-tu pour moi, cette job-là? Est-ce je vais pouvoir aspirer à avoir un travail comme ça? Mais aujourd'hui j'ai la chance d'être le ministre responsable pour cette lutte-là. C'est pour moi un... Donc, pour moi, c'est tout un privilège de pouvoir être fils d'un immigrant qui a la chance de faire une vraie différence dans ce dossier-là. J'ai hâte à collaborer avec les collègues de partout sur cet enjeu-là qui me tient particulièrement à cœur.

Donc, j'ai la chance aussi... puis là je vous disais que la maison est déjà construite. Le collègue, le collègue de Saint-Jérôme, il a travaillé beaucoup sur l'allègement réglementaire, puis lui, il connaît ça, là. Tu sais, lui, là, quand il se met

le nez dans l'allègement réglementaire, là, il va aller puis il va aller loin. Alors, encore une fois, grâce à lui et la collègue de Les Plaines, prochainement, l'ancienne mouture du projet de loi n° 44, bien, on va le ramener, puisque le travail est déjà fait, et puis on va le ramener puis on va pouvoir faire des belles avancées pour nos entreprises.

Donc, le temps s'écoule, malheureusement, puis je vais me faire chicaner, un peu comme le collègue ministre de la Culture, mais tout ça pour dire que c'est un vrai privilège pour moi d'avoir le rôle que j'ai aujourd'hui. J'ai hâte de travailler avec tous les gens de cette enceinte dans le but de faire avancer le Québec. Et vous pouvez toujours compter sur ma collaboration et mon aide dans ce sens.

Alors, bonne 43e législature à tous. Et surtout merci beaucoup à tout le monde.

**La Vice-Présidente (Mme Soucy) :** Je vous remercie, M. le ministre. Maintenant, je vais céder la parole à Mme la députée de Saint-Laurent.

### Mme Marwah Rizqy

**Mme Rizqy :** Merci beaucoup, Mme la Présidente. Chers collègues. Je reconnais des visages, j'en vois aussi des nouveaux que j'ai eu la chance aussi de côtoyer dans d'autres dossiers, et c'est vraiment un plaisir de pouvoir siéger avec vous. Et, il faut se rappeler, nous ne sommes que 125. Et on avait d'autres métiers avant. On est des milliers... je reconnais des avocats, des milliers d'avocats, des milliers d'ingénieurs, mais être élu, c'est réservé à 125 personnes, qui doivent, chacun dans leurs comtés, gagner leur siège. Et, dès qu'on rentre ici, on ne s'y habitue jamais, on prend à chaque fois la pleine mesure de nos responsabilités. Et moi, j'en ai quelques-unes, responsabilités supplémentaires, non seulement de maman, oui, mais j'ai une tâche beaucoup plus remplie avec éducation, enseignement supérieur, Conseil du trésor, protection du consommateur et paradis fiscaux.

Mais permettez-moi de commencer en disant merci, parce que mon élection dans Saint-Laurent... Vous comprendrez que, quand on fait campagne avec un ventre de huit mois, c'est un peu plus compliqué faire du porte-à-porte, plus compliqué de monter et descendre toutes ces marches, mais j'avais une équipe du tonnerre comme bénévoles. Alors, permettez-moi de dire merci à Samuel, Florence, Frédéric, Carmine, Aïda. Et c'est sûr que je vais en oublier plusieurs, mais vraiment merci d'avoir été au rendez-vous jour après jour pour cette campagne et qui, ma foi, malheureusement, je ne pourrais faire semblant et de ne pas en parler, ça a été une campagne quand même assez mouvementée. J'espère que nous allons apprendre de la dernière campagne et qu'il y aura des actions qui seront prises pour la sécurité des élus. C'est très important, parce que la seule façon que nous, on peut venir siéger ici en toute quiétude, c'est en ne pas se posant de question : Qu'est-ce qui va m'arriver?

Alors, ça, c'est mon souhait, Mme la Présidente. Et je sais qu'il y a des gens qui vont siéger au BAN, et vous aurez cette responsabilité de réfléchir et de coordonner une action qui va être rapide, parce que ça a touché tous les élus de toutes les formations politiques, et nous sommes gardiens de la démocratie. Et, en étant gardiens de cette démocratie, on doit s'assurer que chacun d'entre nous ici puisse venir au salon bleu, à l'Assemblée nationale, être le porte-parole de ses concitoyens avec une liberté d'action et une liberté de parole qui ne peut être mise en silence par des gens qui nous menacent.

Maintenant que j'ai dit ça, Mme la Présidente, permettez-moi d'aller vers mes dossiers. Bon, vous comprendrez ma joie d'être reconduite en éducation. En plus, j'ai un nouvel... un vis-à-vis. Mon nouveau vis-à-vis, je mets déjà la table. Au Parti libéral du Québec, jamais qu'on ne va se lever pour chialer pour chialer. À chaque fois qu'on va se lever, il y aura une proposition parce que nous pouvons faire beaucoup mieux. On n'a pas le choix, parce qu'en ce moment c'est la première fois qu'on le voit depuis un peu plus de 10 ans, qu'au lieu d'améliorer le taux de réussite on a de plus en plus de jeunes qui décrochent. Évidemment, la pandémie n'a rien aidé. Alors, notre rôle à titre d'élus mais aussi à titre de citoyens du Québec, c'est de s'assurer que nos jeunes réussissent. On a des jeunes qui décrochent, mais maintenant on a même des enseignants qui décrochent.

Pourquoi que les enseignants décrochent? Si vous allez faire le tour dans les écoles, c'est simple : leurs classes sont bondées et les défis sont de plus en plus grands, mais l'aide ne vient pas nécessairement. Et une des solutions, bien, elle était dehors, devant nous, aujourd'hui, au parlement. Qui qui était là en train de manifester pour une troisième année de suite? La Fédération du personnel de soutien du Québec. C'est qui, ces gens-là? Les gens vont dire : Bien, c'est quoi, ça, la Fédération de personnel de soutien? Mais vous savez quoi? Aucune école du Québec ne peut ouvrir sans eux. Si on n'a pas le concierge qui ouvre l'école le matin, bien, l'école reste fermée. Vous savez, le service de garde, bien, ce sont des éducatrices qui sont là-dedans. C'est eux autres qui prennent soin des tout-petits tôt le matin, quand les parents s'en vont travailler. Les chauffeurs d'autobus, personnel de soutien, ça aussi.

Là, en ce moment, il y a plein de parents au Québec, là, qui reçoivent un petit texto pour leur dire, permettez-moi l'anglicisme : La run d'autobus est annulée. Alors, il y a des parents qui ont une auto, il y en a d'autres qui n'en ont pas, d'auto. Alors, ça, c'est quelque chose, là, qui est un enjeu prioritaire, qu'on doit trouver une façon de les garder. Puis vous allez dire : Bien, comment qu'on fait? Bien, savez-vous quoi? 52 % d'entre eux, du personnel de soutien, leur emploi est précaire. Pourquoi? Parce que c'est des emplois à temps partiel, c'est des horaires qui sont coupés.

Il y aura une mise à jour économique ce jeudi. Moi, j'espère qu'on aura l'ambition collectivement de se dire que ce n'est pas normal, au Québec, d'avoir autant de personnes dans le réseau scolaire qui travaillent à temps partiel, alors qu'il y a du travail pour du temps plein. Faites-moi confiance, il y en a, de la job. Et ces gens-là, savez-vous quoi? Majoritairement, 80 % d'entre eux, ce sont des femmes qui ont des horaires coupés, pas de permanence.

Alors, je nous invite et j'invite le gouvernement à annoncer un plan, là, dès ce jeudi, qui prévoit sur quatre ans comment qu'on est capables d'avoir ce monde-là à temps plein et d'avoir aussi ces aides-enseignantes. Parce que, souvent, c'est ça que les gens demandent, une deuxième paire de bras dans la classe pour les aider, pas pour enseigner, mais,

des fois, pour faire une autre activité, une tâche connexe. Alors, ça, ce serait mon souhait en éducation, d'avoir, vraiment, là, ce plan, cette vision.

• (17 heures) •

Vous voyez que je prends une grande respiration. Vous me voyez venir, la qualité de l'air. Ici, on est chanceux, ça a été mesuré. La qualité de l'air, là, inquiétez-vous pas, on est corrects en matière de ppm. Et ppm, ici, ce n'est pas ponts par millions, c'est vraiment les particules par millions. Alors, au niveau des particules par millions, on revient en charge. Pourquoi? Parce que c'est important. On a... les urgences pédiatriques sont pleines. Alors, s'il y a une façon qu'on peut aider, là, c'est de dire : Bien, on va améliorer la qualité de l'air dans les écoles. On ne peut pas, nous, au Québec, avoir comme solution de tout simplement ouvrir des fenêtres. On est capables de faire vraiment mieux.

Enseignement supérieur. Bonjour, chère collègue, bienvenue parmi nous. Très heureuse et... députée de Repentigny... C'est bien ça? Merci. Je suis en train de... tous les nouveaux. Vous êtes plusieurs.

Alors, on aura la chance de pouvoir discuter ensemble des étudiants. Puis évidemment vous allez voir très rapidement la statistique suivante, qui est troublante : quand un étudiant sur cinq a des idées de suicide, mais qu'il n'est pas capable d'avoir un rendez-vous avec un psychologue, ça, c'est quelque chose qu'on doit trouver une solution. Puis tous nos jeunes méritent de réussir.

Alors, l'enseignement supérieur, ce n'est pas juste les étudiants, c'est aussi la recherche. J'espère qu'on aura des bonnes discussions sur comment on peut améliorer la recherche au Québec et avoir davantage de personnes qui vont aller aux cycles supérieurs.

Ah! Conseil du trésor, bon, Conseil du trésor, je vais... Je vais en parler avec ma collègue... Je vais aller directement... parce que, là, le temps file. Il me reste 2 min 30 s pour faire protection du consommateur. Protection du consommateur, je vous l'annonce tout de suite, on va revenir. Le droit à la réparation, c'est quelque chose qu'on doit vraiment régler au Québec, parce qu'en France ils ont déjà légiféré. Puis moi, j'ai de la chance de siéger à la 42e législature avec des collègues, et savez-vous qu'est-ce qu'on a fait? On a été à une super de bonne université — oui, mon jupon dépasse — l'Université de Sherbrooke. Et, avec les étudiants en droit de l'Université de Sherbrooke et l'ancien député de Chomedey... Est-ce que j'ai droit de dire son nom maintenant qu'il n'est plus député?

**Une voix : ...**

**Mme Rizqy :** M. Ouellette. Alors, avec M. Ouellette, et les étudiants de l'Université de Sherbrooke, et le Pr Jonathan Mayer, bien, on a travaillé avec d'autres députés des autres formations politiques sur un projet de loi. Des étudiants l'ont écrit. Ça, là, c'est merveilleux. Ils ont fait quelque chose de concret, une mesure qui peut aider les familles québécoises, parce que qui n'est pas tanné d'acheter une laveuse, puis quatre ans plus tard... Puis, bizarrement, là, vous allez voir, bizarrement, elle tombe en panne quand la garantie est échue, tout le temps. Moi, je ne comprends rien. Mais, apparemment, tout ça, c'est programmé. Il n'y a pas de hasard dans la vie, Mme la Présidente.

Ah! enfin, en terminant, bon, plusieurs personnes se demandent, je lis quand même les réseaux sociaux : Qu'est-ce qu'on fait de retour ici, à l'Assemblée nationale? Bon, parenthèse pour ceux qui nous écoutent. Bien non, il n'y a pas encore de congé de maternité ou de congé de paternité pour les élus. On travaille là-dessus. C'est sûr qu'on préférerait peut-être être à la maison, regarder *Le sapin à des boules* puis... et non pas regarder le petit nez rouge de mon bébé. Mais, non, on est ici parce qu'on a un devoir à accomplir. Et ce sera plus aux élus de trouver une façon d'avoir un jour un congé parental. Et je dis «parental» parce ça peut être autant un homme qu'une femme. Ça, c'est important, n'est-ce pas, députée de Mercier?

En terminant, Mme la Présidente, je nous souhaite, pour cette 43e législature, d'avoir de vraies solutions, parce que les gens qui nous écoutent ont des préoccupations qui sont très importantes. En santé, plusieurs, maintenant, ont peur de tomber malades parce qu'ils ne sont pas certains de pouvoir être pris en charge rapidement. En éducation, plusieurs parents voient les retards d'apprentissage, mais il y a plusieurs enseignants qui commencent à décrocher, et, ça, on doit s'assurer qu'ils restent rattachés.

On doit s'assurer que le plein-emploi que tout le monde parle, là, ce ne sont pas juste des emplois à temps partiel. Et là je fais encore référence au personnel de soutien. Elle est peut-être là, la clé de la solution de tous nos problèmes en éducation, si on est capable de s'assurer que nos gens qui travaillent puissent avoir un emploi à temps complet et une permanence.

Et je nous souhaite d'avoir des échanges évidemment très cordiaux. Vous aurez une alliée pour les suggestions. Et, bien sûr, mes tableaux seront de retour pour cette 43e législature. Vous êtes habitués. Ça ne changera pas. J'aime ça, les beaux tableaux.

Et, en terminant, je pense que... Est-ce que j'ai oublié quelque chose? Parce que, depuis que je suis maman, j'ai vraiment des trous de mémoire. Ce n'est pas des farces, là. Il faut vraiment que je regarde ma feuille pour voir si j'ai oublié quelque chose. Je pense que j'ai fait le tour. Sinon, ce n'est pas grave, je me relèverai une prochaine fois. Merci à vous tous, et très heureuse de vous retrouver. Et je cède la parole à mon mari.

**La Vice-Présidente (Mme Soucy) :** Alors, M. le député Jacques-Cartier, la parole est à vous.

**M. Gregory Kelley**

**M. Kelley :** Merci, Mme la Présidente. Le bébé est où?

**Des voix : ...**

**M. Kelley :** C'est une blague! Merci à notre collègue la députée de Westmount qui joue à la gardienne pour l'instant. Je veux juste commencer, Mme la Présidente... dire un grand merci aux citoyens de Jacques-Cartier. Merci beaucoup pour votre appui, merci beaucoup pour votre participation dans les dernières élections, tout le monde qui a voté. Vous avez exercé votre droit, c'est très important pour notre société et pour la démocratie qu'on ait toujours une bonne participation de nos citoyens dans nos élections.

So, again, I would just like to thank all the electors of Jacques-Cartier for giving me your trust again to occupy this seat, to come to Québec City to represent you here, at the National Assembly. I will do my best to fulfill the duties and the oath that I took, you know, to be loyal, and to always be honest, and to serve my role as the MNA for Jacques-Cartier to the best of my capacities. And I will continue to do that as much as I possibly can, Madam Speaker.

C'est sûr que, pendant la campagne électorale, tout le monde, on fait beaucoup de porte-à-porte, on fait nos visites dans nos petits villages. C'est sûr que je veux penser à plein des entrepreneurs, mon ami Jim Beauchamp, au Pub Cunningham, où il y a des ailes de poulet qui sont extraordinaires, une salade aussi, si les gens veulent être un petit peu santé, avec des pommes grenade, du canard, des épinards, des carottes, avec une petite vinaigrette balsamique, c'est vraiment extraordinaire. Alors, je pense à des gens comme lui, je pense aussi à mes amis, à Victor Rose, un petit café où les gens sont toujours bienvenus de prendre un café, discuter de politique, discuter des enjeux de la communauté. Alors, c'est des exemples de petites entreprises dans mon comté. Il y a plusieurs, plusieurs qui font vraiment une job extraordinaire.

But that's the reason why the West Island is so great and why our little villages, like the Pointe-Claire village, Sainte-Anne-de-Bellevue and Beaurepaire are just amazing places — and Valois — for everyone across Québec to come in and to visit.

Pendant la campagne électorale, j'ai eu plein de discussions, mais je reviens sur les préoccupations puis les priorités des gens de Jacques-Cartier. Une chose qui était évidente, et le message qui était bien reçu, c'était d'arrêter de faire de la politique de la division, de mettre des Québécois de l'expression anglaise contre les francophones, les allophones contre les francophones, les immigrants contre les personnes qui ont des racines ici qui datent de la Nouvelle-France, que nous sommes tous des Québécois et on est tous ici pour bâtir une société ensemble, et de vraiment mettre le focus sur les vraies priorités, des vraies affaires des gens.

Plusieurs des gens dans mon comté m'ont parlé de l'accès à un médecin de famille, des listes d'attente pour avoir une «surgery» aussi, juste le trouble de trouver quand même juste un rendez-vous avec un médecin. C'est très, très difficile, présentement, et c'est toujours un enjeu.

So, I hear the people from Jacques-Cartier who have brought up, multiple times, the frontline services, how you can't get access to a doctor, you can't even find an appointment in the coming weeks to see somebody when you have something that is really ailing you, which means you have to go to the emergency room. I know that is something that is a preoccupation. We're not just talking about seniors. The amount of friends that I know who have had to bring one of their kids to an emergency room to get treated for an ear infection, or because they have a fever, or unfortunately some of these viruses going around, it's very real and it is troubling. Our system, right now, is under tremendous stress after going through... tremendous stress of the pandemic, and we have a lot of work to do here. And I know my colleague from Pontiac is going to work extremely hard to bring solutions forward to try to resolve some of these problems in the health care system.

• (17 h 10) •

Un autre chose qui était aussi très, très importante, c'est sûr que c'était le coût de la vie, l'inflation. Il y a vraiment un impact direct sur la vie des gens.

Everyone who goes to the grocery store notices each day how much more it's costing them to buy butter, to buy milk, to buy those simple staples. It's significant, and today I got up in the House to speak specifically about our food banks and food security in this province, something which is important to people in the West Island. I know that there is always this idea that there are plenty of wealthy people in the West Island, but there are still pockets of poverty, there are people who are having a really hard time making ends meet. The West Island Mission serves, you know, hundreds of people throughout the month, and there's other ones too, the food bank at John Abbott College, cégep John-Abbott. There's also the food bank at Sainte-Anne-de-Bellevue.

Eux autres, ils ont tous une énorme pression, présentement, parce que le coût des aliments a augmenté rapidement, pendant les deux dernières années, et les dons n'ont pas suivi l'augmentation des prix des aliments. Des gens sont toujours généreux, ils donnent l'argent, mais, quand même, les gens ont moins d'argent pour donner présentement aussi, alors c'est un vrai défi. Alors, j'ai demandé aujourd'hui que la mission de l'État, c'est toujours de prendre soin des gens qui sont les plus vulnérables, et c'est le moment, maintenant, pour l'État de mettre plus d'argent envers nos banques alimentaires, donner eux autres plus de soutien.

J'ai entendu une entrevue l'autre jour sur Patrick Lagacé, dans l'après-midi, il a fait une entrevue avec... Café, une organisation dans NDG, et les gens ont dit : Bien, j'ai reçu une augmentation d'environ 2 % du gouvernement et j'ai rendu à environ 10 % de mon financement. Ça vient du gouvernement du Québec, seulement 10 %. Le reste, c'est des dons des gens, des corporations. C'est beaucoup de travail. Les gens sont toujours en mode de faire des campagnes, des levées de fonds en place, des fois, de donner des services à des gens. Et, quand même, dans nos banques alimentaires, présentement, il y a une pénurie de main-d'oeuvre, c'est très difficile de garder les gens. Des fois, ce n'est pas juste des gens qui travaillent à la banque alimentaire pour transporter des biens, mais c'est aussi des gens qui font des interventions.

There are tons of social workers who work with our food banks, and keeping them, you know, in the food banks and on the ground and working, it's really tough, it's really tough to find that financing. So, those are some things I will point out, but...

Je veux aussi juste rapidement faire une mise en garde, parce que j'étais ici en 2018, puis j'ai écouté le premier ministre livrer son discours inaugural où il a pris plusieurs engagements. On va avoir la maternelle quatre ans mur à mur,

ça va régler tout. J'ai entendu que son siège était en jeu pour le système d'éducation. On va faire des améliorations extraordinaires. J'ai entendu qu'on va bâtir des maisons des aînés partout. J'ai entendu qu'on va bâtir le troisième lien, la pelletée de terre va être faite avant les prochaines élections. Il a aussi dit... To the English-speaking community : I will protect your rights, your historical rights will be protected. Well, across the board, we can give a big X to the Premier on all of those points.

La maternelle quatre ans a coûté énormément d'argent, puis finalement le gouvernement a reculé, en 2022.

We can talk about education system, tremendous issues. Across the board, we can't find teachers to properly, you know, teach in our classrooms. The English-speaking community, they have a right to control and manage our school boards. It's a constitutional right, black and white, it's written there. Now, we're spending a costly constitutional fight in the courts with the Government to restate, reinsure, reinforce the historical rights that we have to control and manage our schools. We're fighting with the Government of Québec. Court battles. Everyone wants that money to go actually into «le réseau» and you spend that money to hire, you know, more people to work in our classrooms. It's just... There's no point. At this point in time, I plead for the Government to back off that court case. The English-speaking community has constitutional rights, they need your respect, and the Premier said he would respect in 2018, and he did not. And I hear him in 2022 saying he's going to work with the community and respect their rights. Fool me once, shame on you. Fool me twice, shame on me. So, there's a reason why the English-speaking community should be concerned.

Mais aussi pour le reste de la population. Le reste de la société québécoise, là, le premier ministre a pris plusieurs engagements, c'était un échec. Alors, quand il dit qu'il va régler le système de santé, il va régler l'éducation, il va régler tous ces gros enjeux, je sais que c'est un style populiste. Il n'y a pas un problème d'être un populiste, Barack Obama a été un populiste, mais c'est d'arriver avec une solution simple à des problèmes très, très complexes. Parce que ça marche bien dans les médias, ça marche bien sur *La Joute*, ça marche bien sur LCN, ça marche bien dans la presse. Mais, en réalité, ça prend des fois plus de temps. Des fois, ça prend une écoute des solutions de l'opposition. Alors, nous, on va continuer de proposer des choses, on va continuer de, oui, critiquer le gouvernement, parce que ça, c'est notre rôle, on a été élus d'être l'opposition officielle.

And we will fully occupy that role.

I will finish up, because I know I do not have a lot of time left, but I never thought that I'd have to get up in this House and say that in the Western world democracy is in retreat. The institutions across this world are under pressure, tremendous pressure from authoritarian forces who have no respect for the principles of democracy. They go out and twist words, twist institutions to serve the ultimate end, which is power for individuals who seek power to serve their ends and the ends sometimes of an extreme elite. We all got up, we all had our words that we wanted to say when Ukraine was attacked by Russia, but we have to continue here in Québec and in Canada to be vigilant that any of those authoritarian forces which are on the rise are checked. It concerns me when I see a poll by Angus Reid that talks about... even in Québec about 30 % of people would be willing to accept another form of government that is not democratic. That's problematic. That's concerning. That's going to take education, that's going to take transparency on our part. That's going to take examples of the Government working with the Oppositions to get legislation done, to show that we can all work together for the betterment of our society and democracy.

And that is a plea. I think everyone here respects those principles. I think everyone here wants democracy to function. But, when that illusion of power in the Premier's office, which controls a lot, comes to say : Well, we can just bypass what goes on in the House, we can just bypass certain things, in democracy, which are extremely important, we have to all take a step back and say : We have to be extremely careful, in these times, not to see too much power to a small group of people. We have to continue to make sure that this democracy functions extremely well. And every MNA has the capacity to do their job properly and is not criticized for doing it, for thoroughly asking questions on bills, for thoroughly going out there and speaking about things that are important to them. And I know we can accomplish it.

Je sais que, de l'autre côté de la Chambre, j'ai entendu plusieurs ministres qui ont parlé concernant la situation aux États-Unis, en Ukraine, une mise en garde qu'il faut protéger notre démocratie. Moi, je veux toujours être là pour travailler avec mes collègues du gouvernement et aussi sur les autres côtés de la Chambre, dans l'opposition. Mais, je pense, ça, c'est un enjeu qui demeure toujours très important, puis on va continuer de parler de ça dans les prochains quatre ans. Puis je sais que Québec va être prêt, va être là, au rendez-vous, pour protéger notre démocratie puis les institutions partout dans le monde. Merci beaucoup, Mme la Présidente.

**La Vice-Présidente (Mme Soucy) :** Je vous remercie, M. le député. Maintenant, je suis prête à reconnaître un membre du gouvernement. Mme la ministre de l'Enseignement supérieur, la parole est à vous.

#### Mme Pascale Déry

**Mme Déry :** Merci beaucoup, Mme la Présidente. Alors, c'est avec beaucoup de fierté et d'humilité que je m'adresse à cette honorable Assemblée pour remercier, d'abord et avant tout, les citoyens de ma circonscription de Repentigny qui m'ont accordé leur confiance, me permettant d'être là aujourd'hui parmi vous.

C'est un bien grand privilège que de siéger au salon bleu de l'Assemblée nationale et de faire partie, comme plusieurs l'ont mentionné, des 125 députés qui ont tous en commun un seul et même objectif, soit celui de travailler pour l'ensemble des Québécois.

Je remercie les 19 747 personnes qui m'ont fait confiance en votant pour notre parti et pour moi, en m'accordant une majorité record de plus de 13 000 voix. Et, sincèrement, je ne dis pas ça par prétention. Les gens qui me connaissent le savent. Je suis fière. Pour une des rares fois, je peux me donner une tape dans le dos parce que j'ai travaillé très fort pour cette élection-là.

Alors, à tous les citoyens de Repentigny et de Saint-Sulpice — parce que Saint-Sulpice fait partie, évidemment, du comté — je ne vous dirai jamais assez merci. Je m'engage à être toujours à vos côtés en toute occasion et en toute circonstance pour représenter vos intérêts au meilleur de moi-même à l'Assemblée nationale.

C'est aussi un immense honneur pour moi d'être la première femme Juive séfarade nommée à un Conseil des ministres du Québec. Mon aventure a débuté le 5 juillet dernier, lorsque notre premier ministre a officiellement annoncé ma candidature et lancé ma campagne pour la Coalition avenir Québec dans le magnifique comté de Repentigny. J'aimerais d'ailleurs le remercier très sincèrement pour toute la confiance qu'il m'accorde depuis ce jour-là.

Je tiens aussi à remercier particulièrement l'ex-députée Lise Lavallée, qui m'a non seulement cédé sa place en se retirant de la vie politique, mais qui m'a accompagnée et soutenue tout au long de l'été.

J'ai passé toute la belle saison estivale à sillonner le comté. J'ai rencontré des milliers de gens de Repentigny et de Saint-Sulpice avec lesquels j'ai eu beaucoup de plaisir à partager des discussions enrichissantes, stimulantes, inspirantes. Je vous le dis, Mme la Présidente, je suis vraiment tombée en amour avec ce comté-là, et la région également, et les gens qui y habitent.

• (17 h 20) •

Il faut savoir, Mme la Présidente, que Repentigny et Saint-Sulpice font partie du patrimoine historique du Québec. Ces deux villes sont parmi les plus anciennes de la grande région montréalaise. Leurs origines remontent à la deuxième moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. Je suis d'autant plus fière que Repentigny soit aujourd'hui la deuxième ville en importance dans la région de Lanaudière. C'est une ville active, extrêmement dynamique, bouillonnante d'effervescence et qui regorge d'espaces verts. Nous avons même le fleuve Saint-Laurent qui longe le territoire, alors c'est vraiment majestueux. La vie culturelle est intense, abondamment animée, on y trouve quantité de spectacles, expositions, conférences, concerts en plein air, compétitions sportives pour tous les âges mais aussi de nombreux bars et restaurants pour tous les goûts. Écoutez, cet été, il n'y a pas eu un soir ou une journée où il n'y avait pas un événement culturel et festif.

La circonscription de Repentigny est aussi celle de la diversité. Lors de mon porte-à-porte, j'ai rencontré notamment des gens originaires du Maroc, de la Tunisie, de l'Algérie, du Congo, d'Haïti. C'est donc dire que cette circonscription représente parfaitement bien la diversité et l'inclusion.

Mme la Présidente, tout au long de ma campagne électorale, j'ai pris des engagements précis et concrets envers les citoyens de ma circonscription et je peux vous assurer que, depuis le 4 octobre, je suis pleinement à leur écoute et à leur service. Aussi, avec tous mes collègues députés de Lanaudière, nous formons un caucus solide, solidaire et proactif, prêt à livrer la marchandise. Je regarde ma collègue ici, à ma droite, qui fait aussi partie du caucus de Lanaudière.

Nous avons promis de rehausser les services de transport collectif. Des études sont en cours concernant, d'ailleurs, le prolongement du REM de l'Est vers Lanaudière. Nous avons promis de réaménager l'échangeur des autoroutes 40 et 640, un secteur névralgique, un important carrefour dans la région. Les résultats de l'étude qui est en cours seront rendus disponibles en 2023.

En raison du fait qu'il y a deux fois moins de diplômés universitaires dans le sud de Lanaudière que la moyenne du Québec, nous nous sommes engagés à nous attaquer à cette problématique en bonifiant l'offre des programmes dans cette région. Un grand défi, certes, mais, à titre de ministre de l'Enseignement supérieur, ça m'interpelle évidemment beaucoup. Avec le titre viennent de grandes responsabilités que je suis prête à assumer et que j'accueille avec beaucoup d'enthousiasme, de ferveur et autant d'humilité.

L'éducation, Mme la Présidente, est l'une des grandes priorités de notre premier ministre et notre gouvernement. D'ailleurs, lors de son discours inaugural, le premier ministre a rappelé que l'éducation, et je le cite, reste «le plus grand levier d'épanouissement personnel et collectif». Il n'y a rien de plus vrai. L'Enseignement supérieur, dont j'ai l'honneur d'être responsable, fait partie des moteurs du développement économique et social sur lesquels le Québec doit miser davantage pour assurer sa vitalité et sa prospérité. Depuis ma prise de fonction, j'apprivoise les dossiers, et il y en a beaucoup, les enjeux aussi, et je rencontre les différents acteurs du réseau surtout. Les défis sont grands, mais l'envie de les relever est encore plus grande. Par ailleurs, je me compte très chanceuse de pouvoir m'appuyer sur une équipe et un ministère solides, prêts à relever avec moi de tels défis.

Nous faisons face, on en a abondamment parlé, à une importante pénurie de main-d'oeuvre dans tous les secteurs d'activité, sans exception. Le ministère de l'Enseignement supérieur devra jouer un rôle crucial au cours des prochaines années. Nous devons former plus d'infirmières, plus d'enseignants, plus d'ingénieurs, plus d'éducatrices, plus d'informaticiens dans des secteurs, justement, où la pénurie de main-d'oeuvre est plus cruellement ressentie. Il nous faut non seulement attirer plus d'étudiants dans ces programmes, mais aussi nous assurer qu'ils persévèrent, qu'ils réussissent et qu'ils accèdent au marché du travail. Bien sûr, Mme la Présidente, tout ça demande des mesures incitatives, et nous les avons déjà développées. Il y a notamment les bourses Perspective. Celles-ci sont offertes depuis l'automne. Elles sont d'ailleurs très généreuses, 1 500 \$ par session au collégial et 2 500 \$ par session à l'université. Nous encourageons d'ailleurs fortement les étudiants à s'inscrire afin de pouvoir en bénéficier.

Nos établissements collégiaux et universitaires sont déjà au travail, bien conscients des défis présents. Ensemble, après plusieurs rencontres, nous sommes déjà en mode solution. Je voudrais d'ailleurs les remercier pour leur ouverture et leur pleine et entière collaboration.

Nous devons travailler conjointement pour attirer davantage d'étudiants internationaux francophones dans toutes les régions du Québec et s'assurer qu'une fois diplômés ces étudiants restent et s'installent définitivement chez nous pour ainsi contribuer au développement de notre économie et de notre société. Des mesures d'attraction et de rétention leur sont déjà offertes. Pour moi, c'est du gagnant-gagnant. Pendant que ces jeunes viennent chercher chez nous une formation de qualité, nous faisons l'acquisition de talents, de plein de talents qui nous permettront de prospérer pour les années futures. Pour accueillir convenablement, évidemment, tous ces étudiants, il nous faut soutenir la capacité d'accueil et de formation des établissements d'enseignement supérieur.

Il y a aussi tout le volet Recherche et Innovation qui est au coeur de la stratégie économique du gouvernement. Pour cela, nous travaillons étroitement avec le ministère de l'Économie afin de miser davantage sur la commercialisation de nouvelles technologies, l'intensification de notre culture de l'innovation et la solidification des synergies entre le milieu de la recherche et des entreprises. Beaucoup de pain sur la planche, Mme la Présidente.

Comme je le disais précédemment, les défis sont nombreux. En plus d'être exaltants et passionnants, ils sont surtout très importants pour l'avenir du Québec. Les Québécois peuvent compter sur nous, le gouvernement de la Coalition avenir Québec, pour s'attaquer à ces enjeux et faire avancer le Québec dans la bonne direction.

En terminant, j'aimerais remercier, évidemment, mon époux, Éric, mes enfants, Sacha et Chloé, et mes parents, Evelyne et William, pour leur soutien continu et inconditionnel. Sans vous, je ne serais pas ici aujourd'hui, au salon bleu. La politique est un travail d'équipe, mais l'équipe la plus précieuse, c'est la famille. Merci à la mienne de me donner la chance de pouvoir faire ce que j'aime le plus, servir le Québec dans le but d'améliorer la qualité de vie des Québécois.

Je ne pourrais terminer cette présentation sans mentionner, bien sûr, et remercier très chaleureusement quelques personnes parmi tant d'autres qui me sont très chères et auxquelles je dois mon élection dans Repentigny. Alors, merci de tout mon coeur à Cécile Hénault, Florian Chartrand, Véronick Talbot, Vincent Locas, Ghislaine de Marbre, Lynne Harpin et Adriana Dudas et tous les bénévoles qu'on a recrutés durant l'été, qui sont venus cogner à nos portes pour travailler avec nous, avec moi, des gens que je ne connaissais pas, qui ne me connaissaient pas non plus et qui ont vraiment été fantastiques, qui ont fait du porte-à-porte avec moi sans relâche et toujours avec le sourire et la bonne humeur. Alors, je leur dois évidemment tout, tout ça. Je leur dois la victoire, je leur dois le fait que je sois ici aujourd'hui présente devant vous.

Merci aussi à tous mes collègues ici, à l'Assemblée nationale, pour votre attention. Nous avons les quatre prochaines années pour mieux nous connaître, nous parler, mais surtout pour travailler ensemble pour le bien et la prospérité de la grande et belle nation québécoise. Merci beaucoup, Mme la Présidente.

**La Vice-Présidente (Mme Soucy) :** Merci, Mme la ministre. Mme la députée de Châteauguay, la parole est à vous.

#### **Mme Marie-Belle Gendron**

**Mme Gendron :** Merci. Dans un premier temps, j'aimerais vous féliciter pour votre nomination, Mme la Présidente, mais également souligner l'élection de Mme la Présidente. Donc, félicitations! Chers collègues députés, c'est un honneur pour moi de prendre la parole au salon bleu à l'Assemblée nationale aujourd'hui. Je tiens à vous souhaiter à tous, à tous mes collègues une très belle 43e législature.

Mme la Présidente, je souhaite d'abord remercier la population de la circonscription de Châteauguay de m'avoir accordé sa confiance le 3 octobre dernier. J'ai eu la chance, pendant ma campagne et depuis mon élection, d'échanger avec les concitoyennes et concitoyens, les élus des villes et de la MRC de Roussillon sur divers enjeux et projets, et j'en suis heureuse. Les villes et municipalités et les communautés que je représente fièrement sont Châteauguay, Kahnawake, Léry, Mercier et Saint-Isidore-de-La Prairie. Bordée par le fleuve Saint-Laurent, le lac Saint-Louis et les terres agricoles et traversée de la rivière Châteauguay, la circonscription de Châteauguay est là où urbanisme et ruralité cohabitent. Un comté unique, riche de ses attraits et de son histoire et de sa communauté bienveillante. C'est sur le bord du lac, à ville de Léry, que monsieur Hubert Reeves grandira et sera attiré et surtout passionné par les sciences et les étoiles.

Mme la Présidente, c'est une circonscription où les citoyens et les citoyennes ont autant le coeur la conservation des espaces verts que l'épanouissement de leur ville. Vous comprendrez que les défis sont nombreux. Je pense notamment à la mobilité durable à l'intérieur de la couronne sud et vers Montréal. Nous souhaitons augmenter les services aux citoyens tout en conservant la richesse et la nature qui nous entourent. Nous avons des défis de taille et je sais que nous ferons tout en notre pouvoir pour y faire face.

Dans notre région, Mme la Présidente, nous avons le privilège d'avoir des entreprises cheffes de file dans leur domaine qui s'illustrent à l'international, en pensant à CMP Solutions ou encore Thibert. Nous avons également de nombreuses petites entreprises locales soutenues par la Chambre de commerce et d'industrie du Grand Roussillon, une chambre de commerce très impliquée qui a à coeur le rayonnement économique de la région. Les entreprises de chez nous s'entraident et c'est encourageant de constater le fruit de leur collaboration. Nous avons plusieurs organismes communautaires sur le territoire qui veillent à l'épanouissement et au bien-être des personnes plus vulnérables.

• (17 h 30) •

À Châteauguay, nous avons également l'immense, l'immense chance, bien sûr, de bénéficier d'attraits touristiques qui valent le détour, dont l'île Saint-Bernard, un milieu de vie pour nombre d'espèces animales et végétales, un véritable sanctuaire. L'île est occupée par le Manoir D'Youville, un ancien couvent de soeurs converti en centre de villégiature et qui a récemment remporté le prestigieux prix d'établissement hôtelier de l'année. Et Héritage Saint-Bernard qui, en plus de s'occuper de la protection du refuge faunique Marguerite D'Youville, prend soin et opère le centre écologique Fernand-Seguín. C'est un joyau unique en Montérégie, et ce, à quelques minutes de Montréal. J'ai d'ailleurs pu faire découvrir cette île à mes collègues lors de mon investiture. Je suis persuadée, vous en conviendrez chers collègues, que ma circonscription est la plus belle de toutes.

La circonscription de Châteauguay connaît une grande densification. Cette densification aura, entre autres, mené à trois projets de construction d'écoles, donc : une qui a connu sa première rentrée scolaire en septembre dernier, l'école l'Archipel, une toute nouvelle école primaire à Léry, la ville où j'ai grandi, la nouvelle école secondaire Louis-Philippe-Paré, à Châteauguay, qui est en cours de construction, et une nouvelle école secondaire qui verra le jour dans un avenir rapproché. Les écoles que nous construisons aujourd'hui sont modernes, sont lumineuses, vivantes. Elles sont adaptées à l'environnement d'apprentissage de nos jeunes et elles favorisent leur plein potentiel. Sans oublier la construction d'une maison des aînés ainsi que deux projets de logements abordables qui sont présentement en chantier.

Vous savez, c'est l'envie de poursuivre les innovations et les contributions de notre gouvernement pour permettre à notre région de s'épanouir qui m'ont amenée à accepter la main tendue de me lancer ainsi en politique. Je partage tellement cette volonté de notre premier ministre de travailler toutes et tous ensemble pour un Québec plus prospère, plus vert et plus fier, pour un Québec plus riche économiquement, oui, mais aussi riche des connaissances, riche de culture, tout en veillant à conserver la richesse de l'identité de notre belle nation québécoise de génération en génération.

Nous avons à coeur toutes les générations. Nous avons les tout-petits qui nécessitent une place en garderie, un projet qui m'est cher et sur lequel j'ai le privilège de contribuer avec la ministre de la Famille, nous avons les jeunes, qui ont besoin d'un environnement éducatif stimulant et adapté à la réalité du XXI<sup>e</sup> siècle, et nous avons également les adultes et les gens plus âgés, qui, chaque jour, se demandent comment mieux économiser, comment avoir plus d'argent dans leurs poches. Et c'est en travaillant ensemble que nous parviendrons à obtenir des résultats concrets et de prendre soin de toutes ces générations qui font vibrer notre Québec.

Je souhaite également profiter de cette tribune pour remercier le premier ministre pour son soutien ainsi que mes collègues députés et ministres en Montérégie pour leur présence dans mon comté lors de ma campagne. Je suis fière de faire partie de cette équipe dynamique, qui a une vision d'avenir pour le Québec et qui poursuit un excellent travail. Merci de m'accueillir au sein de ce gouvernement, qui nous a si bien guidés dans les moments incertains et qui, je sais, continuera à faire de grandes choses pour notre nation québécoise.

Avant de conclure, Mme la Présidente, j'aimerais remercier du fond du coeur mes 50 bénévoles et tous les militants qui ont été si précieux pendant ma campagne. Vous vous reconnaissez, vous avez été nombreux et vous n'avez jamais douté de ma victoire. Je vous remercie.

Je ne peux passer sous silence l'encouragement tout au long de ma campagne, à commencer par ma famille, mon père, Roger, et son épouse, Carole, mon frère, Manuel, sa conjointe, Annie, ma mère, Louise, qui nous a quittés il y a plus de 20 ans mais qui était une femme de coeur, une femme forte. Merci de m'avoir montré la voie. Un merci tout particulier à mon amoureux, Jonathan, qui m'encourage à toujours me surpasser et qui me soutient dans mes objectifs les plus audacieux les uns que les autres. Merci à mes enfants, Élysée et Ulrik, qui sont ma plus grande fierté, ainsi que mes beaux-fils que j'affectionne, Donovan, Emrick et William. Merci à mes amis précieux. J'ai pu compter sur votre soutien inconditionnel. Votre enthousiasme était palpable, et j'ai le privilège d'avoir pu compter sur votre engagement. Je remercie tout un chacun, et plus particulièrement Philippe Renaud, mon directeur de campagne et mon grand allié, Mylène Barbeau, ma responsable des bénévoles et ma grande amie, Isabelle Tanguay, responsable des communications, mon bras droit et amie depuis plusieurs années. Ils ont su coordonner de main de maître toute l'équipe qui a mené au succès de ma campagne, et je ne les remercierai jamais assez.

À la population de Châteauguay et aux élus de mon comté, qui m'accueillent avec enthousiasme en tant que députée, je vous dis merci. Je vous informe que j'ai la chance de compter sur une équipe solide et rigoureuse à mon bureau de comté. Merci, Philippe, Johanne, Camille et Isabelle. Mon équipe et moi avons à coeur le bien-être de mes concitoyens, et sachez que nous serons là pour vous. Je donnerai, évidemment, tout ce que j'ai pour vous accompagner et faire valoir mon comté ici, à l'Assemblée nationale. Et, comme dans la chanson de Beau Dommage, je retournerai chaque dimanche au soir à Châteauguay, les pieds pendant au bout du quai. Merci.

**La Vice-Présidente (Mme Soucy) :** Je vous remercie, Mme la députée de Châteauguay. Maintenant, je cède la parole à Mme la députée de Verdun.

#### **Mme Alejandra Zaga Mendez**

**Mme Zaga Mendez :** Merci beaucoup, Mme la Présidente. Le 3 octobre dernier, la circonscription de Verdun a changé de couleur politique pour la première fois depuis sa fondation. J'ai, depuis ce jour, l'honneur de représenter les citoyens et les citoyennes de Verdun en tant que nouvelle députée solidaire. J'aimerais donc d'abord remercier du fond du coeur tous les citoyens et citoyennes de Verdun, parce que je m'engage à porter avec moi toutes nos luttes locales, toutes nos préoccupations, toutes ces préoccupations qui m'ont nourrie pendant la dernière campagne électorale, c'est-à-dire la lutte pour des logements sociaux et abordables, pour un accès aux services en matière de santé mentale, pour des écoles publiques pour tout le monde, pour une meilleure sécurité alimentaire et, finalement, pour un meilleur support pour nos organismes communautaires.

Je vais prendre le temps de remercier aussi les centaines de personnes — on parle de plus de 300 bénévoles — qui ont parcouru les rues de Verdun avec moi. Je ne serais pas ici sans eux et sans elles. Je veux prendre un moment pour remercier ma superéquipe électorale, tout spécialement à Faby Anne, Justin, Myriam, Guillaume, Geneviève, Pierre, Marc, Frédéric, Frédéric et Joëlle. Merci d'avoir cru en moi et d'avoir mis tout votre coeur dans cette campagne.

La force de Verdun, c'est sa diversité. Peu importe d'où est-ce qu'on vient, peu importe la langue qu'on parle à la maison, peu importe nos couleurs de peau, nos accents ou nos noms de famille, il y a des choses qui nous unissent. Il y a des luttes qui sont collectives, qui nous lient, comme par exemple le souhait de vivre dans un environnement sain, comme avoir accès à des services publics de qualité, être capables de faire l'épicerie à la fin du mois. Malheureusement, à Verdun, comme ailleurs au Québec, les gens ont de plus en plus de la difficulté à joindre les deux bouts, puis des gens qui travaillent à plein font la file dans les banques alimentaires et peinent à se loger convenablement.

Par exemple, j'ai eu l'opportunité de participer à la répartition des denrées alimentaires à L'Île-des-Soeurs, là où le revenu moyen est plus haut que la moyenne québécoise, là où réside le premier ministre. Il y a près de 500 personnes inscrites à chaque mois dans une banque alimentaire. Je veux souligner le travail de tous les organismes communautaires de Verdun et L'Île-des-Soeurs qui viennent en aide aux plus vulnérables d'entre nous. Il faut le dire, nos organismes en

arrachent. Il faut du financement adéquat. L'inflation est en train d'atteindre des sommets historiques, et la CAQ n'a aucune proposition structurante pour y faire face. La crise du coût de la vie fait mal aux Québécois et Québécoises dans leur quotidien, j'en ferai donc l'une de mes priorités comme députée de Verdun. Les gens de ma circonscription peuvent compter sur moi.

Vous savez, je suis très fière de représenter les gens de Verdun, d'abord parce que j'habite la circonscription, mais aussi parce que, comme plusieurs de mes concitoyens et mes concitoyennes, moi aussi, je viens de la classe populaire. J'ai grandi dans une famille monoparentale immigrante avec très peu de moyens. Moi, je suis fière de vous partager, aujourd'hui, que j'ai déjà fait la ligne pour la banque alimentaire. Je sais c'est quoi, compter des sous pour entrer pas dans l'autobus, puis, quand on rentre, le bus est plein à craquer, entourée des travailleurs et travailleuses qui s'endorment de fatigue à force d'accumuler des jobs au salaire minimum. Ma mère, elle, elle avait elle-même deux jobs pour qu'on puisse arriver à la fin du mois. Moi, je peux vous dire que le mot «vacances» était, pour elle et pour les miens, toujours synonyme d'un luxe inatteignable.

Je suis fière, aujourd'hui, de vous dire que j'ai grandi entassée dans un trois et demie dans un îlot de chaleur de Montréal, parce que c'est là, Mme la Présidente, c'est là, dans des blocs de béton brûlants, que mon engagement est né. C'est là que j'ai compris l'importance de lutter pour la justice sociale et surtout pour un environnement sain pour tout le monde. C'est là que je suis devenue écologiste, parce que les gens que je côtoyais, ils n'avaient pas les moyens ni accès aux beaux parcs de la SEPAQ, parce que, là, c'est là que je me suis rendu compte, puis qu'il faut qu'on se rappelle à chaque fois, que ce sont ceux et celles qui sont en bas de l'échelle qui vivent de façon démesurée l'impact des changements climatiques, et même si ce sont elles puis eux qui contribuent le moins à notre bilan environnemental.

• (17 h 40) •

Depuis ce moment, mon engagement environnemental et social ont toujours été indissociables. La protection de l'environnement ne doit pas se faire sans la redistribution de la richesse. C'est cette notion d'injustice environnementale qui a façonné tout mon engagement comme citoyenne et même mes études, ce qui m'a amené à compléter un doctorat en développement durable et conservation. Et aujourd'hui, en tant que députée, je vais m'assurer de continuer à porter cette vision de justice sociale et climatique qui est au coeur de notre projet de société, à Québec solidaire, et je vais m'assurer de talonner le gouvernement pour qu'il soit à la hauteur du défi climatique. On ne peut plus se permettre un nouveau quatre ans d'inaction caquiste en environnement. Les changements climatiques s'accroissent, et chaque année nous nous approchons de plus en plus du point de non-retour. On parle de sécheresses, de vagues de chaleur, inondations, érosion des berges, appauvrissement des sols, et nous en vivons déjà les conséquences.

Mercredi dernier, le premier ministre a livré son discours inaugural aux Québécois et Québécoises, il a présenté sa vision pour les quatre prochaines années. Puis, sans surprise, il n'y avait rien de neuf, juste du réchauffé, à l'image de ce que le gouvernement nous a dit pendant la campagne avec ce slogan qui nous disait juste de continuer.

Le premier ministre a consacré à la question climatique, le plus grand défi de notre siècle, quelques minutes sur son discours, quelques minutes pour nous dire que le Québec est déjà parmi les meilleurs en Amérique du Nord, pour se péter les bretelles en nous comparant aux pires cancrs en matière de lutte aux changements climatiques, en nous comparant au Canada et aux États-Unis, des producteurs de pétrole. Être le meilleur parmi les pires à travers le monde, bien, ce n'est pas ça que j'appelle un projet de société. Un projet de société, ça ne devrait pas être le meilleur parmi les moins bons. On doit aspirer à être dans le club des pays les plus verts au monde et entamer une vraie transition écologique.

Cette transition, ça ne devrait pas juste être de changer un char au gaz pour un char électrique, mais de faire en sorte que tout ce qu'on fait comme société, tout ce qu'on fait va rentrer à l'intérieur de ce qu'on appelle nos limites planétaires, reconnaître qu'on ne peut pas dépasser une quantité maximale de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, reconnaître qu'il y a un maximum de polluants que nos eaux puis nos rivières sont capables de prendre, un maximum d'arsenic, un maximum de nickel que notre air est capable de tolérer, de reconnaître que nos ressources sur terre ne sont pas infinies.

La transition écologique, ce n'est pas juste d'installer des bornes électriques un peu partout et d'offrir des pailles en carton dans nos cafétérias pendant qu'on est en train de creuser le troisième lien à Québec. Quand on parle de transition écologique, il faut être réaliste, il faut être sérieux et pas dogmatique comme le premier ministre lors de son discours la semaine dernière.

Je suis particulièrement fière de vous parler de notre plan climat, un plan climat qu'on a développé, à Québec solidaire, qu'on a intitulé Vision 2030, un plan qui nous permettrait, en fait, d'arriver avec une économie qui rentre dans les limites écologiques. Ce plan de lutte aux changements climatiques, c'est le plus ambitieux, rigoureux et transparent jamais présenté à la population québécoise par un parti politique. Ce qu'on a proposé au Québec, c'est un plan qui responsabilise les gouvernements et les grandes entreprises et qui accompagne la population vers des choix écologiques en lui offrant des solutions abordables et efficaces. Je vous donne des exemples. On peut, par exemple, équilibrer les investissements entre le transport collectif et le réseau routier, notamment en mettant en branle une révolution de nos modes de transport au Québec. On peut refuser tout projet d'augmentation de la capacité autoroutière, sauf pour motif de sécurité routière ou de désenclavement de nos communautés. On peut réduire, aussi, de 50 % les titres de transport collectif pour rendre nos transports plus attractifs.

Je tends aujourd'hui la main au gouvernement pour qu'il fasse preuve de gros bon sens et qu'il intègre ces propositions dans son Plan pour une économie verte. Puis je nous rappelle que, présentement, on n'a pas seulement une cible de réduction des gaz à effet de serre qui est insuffisante, mais le plan déposé par le gouvernement n'arrive même pas à atteindre la cible. Ce n'est pas ça, être les meilleurs en environnement.

Puis, pour y arriver, pour arriver à atteindre notre cible, il va falloir qu'on responsabilise nos grands pollueurs. À l'échelle mondiale, on parle de 90 entreprises qui sont responsables des deux tiers de toutes les émissions de GES qui ont été produites depuis le début de l'ère industrielle. Au Québec, ce sont 10 entreprises qui sont les responsables de la moitié

des GES du secteur industriel. La cimenterie McInnis a rejeté encore plus de gaz à effet de serre en 2021, au point où est-ce qu'elle est maintenant loin devant les autres au sommet des plus grands pollueurs au Québec.

Alors que les Québécois et les Québécoises sont en train de faire toujours plus d'efforts pour réduire leur empreinte environnementale, le gouvernement de la CAQ laisse encore les grands pollueurs continuer de polluer. La semaine passée, on apprenait même que le ministre de l'Environnement allait peut-être alléger la réglementation et réduire le nombre de visites et de suivis pour ces entreprises. C'est franchement injustifiable. Il faut resserrer la vis à ceux qui contribuent le plus à notre crise climatique.

Je porte aussi, au sein de mon caucus, les dossiers jeunesse et, pour moi... On voit les jeunes, au Québec, qui sont extrêmement mobilisés par la question climatique, ils sont prêts et prêtes à agir pour l'environnement. Il y a trois semaines, j'ai participé à une consultation jeunesse sur le climat avec Oxfam, et hier j'étais au Sommet jeunesse, dans le cadre de la COP15, puis je peux vous dire que tous les jeunes que j'ai rencontrés sont conscients qu'il faut que l'environnement soit la priorité pour le gouvernement. Ils sont conscients qu'on ne va pas y arriver tant et aussi longtemps que les droits des Premières Nations ne seront pas respectés et tant et aussi longtemps qu'on ne luttera pas contre la pauvreté. C'est avant tout pour eux et elles que je souhaite travailler au cours des quatre prochaines années, pour porter leur voix et leurs préoccupations ici, à l'Assemblée nationale.

Quand on parle d'environnement, on parle aussi de la protection du territoire et la biodiversité, ce n'est pas nouveau. La COP15 bat son plein à Montréal, et tout le monde se tourne vers le Québec, tout le monde nous regarde. Cette COP vise à fixer des nouveaux objectifs en matière de protection du territoire et à rehausser le niveau d'ambition des États. De l'ambition, voilà justement ce qui manque, actuellement, au Québec. Les Québécois et les Québécoises s'attendent à ce que le gouvernement prenne des engagements clairs pour protéger la beauté de notre territoire et les espèces qui l'habitent.

Il faut se rappeler que c'est une espèce sur cinq qui est présentement menacée, c'est 20 % de nos espèces qui sont, en ce moment, dans un niveau critique, puis moi, je n'accepte pas ça. Par exemple, à Val-d'Or, il reste moins de 10 caribous, alors qu'on en comptait une cinquantaine à la fin des années 70. Dans Charlevoix, c'est à peine 20 caribous, ils étaient plus de 120 il y a 30 ans. En Gaspésie, c'est moins de 30 caribous qu'on comptabilise, ils étaient près de 200 il y a à peine 10 ans. Les experts évaluent qu'une population a très peu de chances de survivre à moyen ou à long terme lorsqu'il y a plus de 35 % de perturbations dans son habitat. Aujourd'hui, on est entre 60 % et 85 % de perturbations principalement causées par l'industrie forestière. Le caribou est sur le bord de l'extinction, et le gouvernement de la CAQ se ferme les yeux, tellement qu'Ottawa l'a même menacé d'agir à sa place. La CAQ gère tellement mal nos forêts que le Québec pourrait même perdre des certifications internationales en termes de durabilité, et c'est gênant.

Quand on parle de protection, ce n'est pas juste nos forêts et nos caribous qu'on doit protéger, il y a aussi nos terres agricoles. Protéger nos terres agricoles devrait être au cœur de tous nos débats politiques, et pourtant, pourtant, nos agriculteurs et nos agricultrices font encore les frais d'une dépossession de plus en plus rapide. En quelques années, on a perdu des milliers d'hectares de terres agricoles, des champs cultivés sur des générations. Dans la MRC de Montcalm, dans Lanaudière, le gouvernement de la CAQ a donné le feu vert à du dézonage, malgré l'avis contraire de ses propres experts. On parle de 160 hectares de bonnes terres agricoles qui risquent de partir en fumée. Dans le coin de Laval, les terres agricoles sont maintenant vendues au pied carré. Sur les terres les plus fertiles poussent des condos ou des autoroutes, quand ce n'est pas, des fois, les fonds d'investissement qui les convoitent pour faire de la spéculation. Les dézonages de terres agricoles coupent directement l'herbe sous le pied des agriculteurs et des agricultrices. On nuit à notre autonomie alimentaire au lieu de la renforcer.

• (17 h 50) •

Au lieu de dézoner en haussant les épaules, le gouvernement doit freiner l'étalement urbain et l'empiètement immobilier sur les terres agricoles. Nos terres ne sont pas des placements, nos terres sont les garde-manger des Québécois et des Québécoises. Elles doivent servir aux hommes et femmes qui nourrissent le Québec, et pas aux banquiers. Québec solidaire a déjà déposé une loi antispéculation pour interdire l'achat des terres agricoles par les fonds d'investissement privés, par les institutions financières ou les sociétés immobilières. Nous avons des propositions, et je vais continuer à les faire entendre.

Il y a un autre phénomène qui m'inquiète dans le sud du Québec, puis je vous parle des booms miniers, des claims miniers qui apparaissent un peu partout. Au cours des deux dernières années, le gouvernement a attribué à des entreprises des droits miniers partout sur le territoire. On parle d'une hausse de 139 % des titres miniers en Gaspésie, on parle d'une hausse de 211 % en Outaouais, une hausse de 408 % dans Lanaudière. Plusieurs claims sont situés juste à côté des milieux naturels sensibles, à côté de nos parcs nationaux et parfois même à l'intérieur de nos zones récréotouristiques. Je vous parlais plus tôt des claims dans la réserve faunique des Chic-Chocs, des claims dans la réserve faunique de La Vérendrye, des claims près du parc du Mont-Tremblant, du Mont-Mégantic et de la Gaspésie. La CAQ veut faire du Québec le nouvel eldorado minier. Bien, c'est inquiétant, Mme la Présidente. Des dizaines de MRC et des centaines de municipalités sont également inquiètes et appellent le gouvernement à mieux protéger nos milieux naturels.

Durant la dernière campagne, Québec solidaire, nous, on a demandé au gouvernement de décréter un moratoire sur l'attribution des nouveaux claims miniers près de ces zones sensibles. Il faut qu'on prenne le temps, aussi, de réformer la Loi sur les mines et de mettre fin à la préséance du droit minier sur les autres usages du territoire du Québec. Cette semaine, dans le cadre de la COP, le ministre de l'Environnement a l'occasion de se racheter. Il peut envoyer un message clair à la population en faisant de la protection de nos territoires et de nos espèces une priorité nationale, parce que la CAQ doit en faire plus.

### Motion formulant un grief

Je veux terminer, Mme la Présidente, en déposant la motion de grief suivante :

«Que l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement de la Coalition avenir Québec pour son manque d'ambition à lutter contre la crise climatique et la crise de la biodiversité, deux crises indissociables l'une de l'autre.»  
Merci beaucoup.

**La Vice-Présidente (Mme Soucy) :** Votre motion est déposée sous réserve de sa recevabilité. Je vous remercie, Mme la députée, pour votre intervention. Maintenant, je cède la parole à M. le député de Richmond.

**M. André Bachand**

**M. Bachand :** Merci beaucoup, Mme la Présidente. C'est un grand plaisir d'être ici, député de Richmond. C'est une belle tradition. C'est un beau comté. Je ne ferai pas d'amalgame à savoir si c'est le plus beau, mais c'est celui qui ressemble le plus au Québec, parce que j'ai 50 % d'une population urbaine et 50 % d'une population rurale et semi-rurale, donc.

Mais je n'irai pas plus loin sur la beauté du comté de Richmond, mais je voulais, bien sûr, remercier les gens qui ont travaillé fort pour la réélection, les gens du comté de Richmond, mais vous me permettez, Mme la Présidente, de ne pas faire la nomenclature. C'est correct de le faire, là, mais je vais vous conter une petite expérience qui m'est arrivée en nommant des gens. Il y a très, très, très longtemps, à ma première campagne électorale à la mairie, on gagne, alors on commence à... j'avais préparé une liste pour ne pas oublier personne, alors je nomme untel ou unetelle, untel, unetelle, et je me suis rendu compte après... bien, c'est mon ancien beau-père qui s'en est rendu compte, que je n'avais pas nommé ma blonde. Alors, je ne sais pas si c'est une conséquence directe ou pas, mais quelques mois après je me suis retrouvé célibataire. Alors, je ne sais pas...

**Des voix : ...**

**M. Bachand :** Non, mais il reste qu'il y a tellement de monde à remercier dans Richmond, parce qu'il y a une belle tradition démocratique. Richmond, c'est un comté où on élit des femmes et des hommes de terrain, et ça, c'est important, c'est une belle tradition. Et d'ailleurs les députés qui sont ici, vous êtes tous des femmes et des hommes de terrain, j'en suis convaincu. Et c'est un privilège d'être ici parce que la plus belle job au monde, c'est d'être élu par ses pairs, mais c'est la plus grande responsabilité aussi.

Et ce que je nous invite, dans cette belle... dans ce beau bâtiment, c'est de prendre connaissance de ce qui s'est passé ici depuis longtemps puis qu'est-ce qui va se passer avec le prochain mandat. Je dis ça pourquoi? Parce que ce n'est pas juste un bâtiment, ici, l'âme du Québec vit ici. On parlait des fantômes de l'ancien Forum de Montréal, mais ici, il y a des âmes. Il s'en est passé, des choses. Puis j'invite les gens à regarder un petit peu dans le passé, puis ça va nous aider à faire, probablement, ce qu'il reste à faire dans le futur.

Puis j'en profite pour faire un petit aparté, Mme la Présidente. On a perdu un grand homme, Jean Lapointe — et d'ailleurs je salue sa fille, qui est une amie à moi, Marie-Josée, et Philippe — mais Jean Lapointe, ce qu'on nous a permis de revoir, c'est Duplessis. Puis là je ne veux pas rentrer dans la guerre du chef parlementaire de QS avec le premier ministre dans la période de questions, qui est Maurice Duplessis ou pas, mais ce qui est intéressant, c'est de revoir des documentaires comme ça, de se rappeler notre histoire, de se rappeler la couleur du tapis qui était ici avant. Parce que, là, aujourd'hui, le ministre a déposé un projet de loi pour le serment au roi, mais ça fait longtemps qu'on a essayé de se démocratiser par rapport à la royauté. Le tapis, comme vous savez, ici, avant, était vert comme à Ottawa. Le système, ici, était à la britannique. Bien, ça fait longtemps qu'on l'a changé, même par nos termes, hein? On parle de commissions parlementaires, c'est basé sur le système français, alors qu'à Ottawa, c'est des comités. Alors, vous savez, depuis, ça fait des décennies que le Québec est vraiment différent, se différencie des autres provinces, et on en est fiers. On n'est pas meilleurs, mais on est différents. Ça, je pense que c'est important. Alors, je vous invite à prendre connaissance du passé et de cheminer dans le futur.

Parlant du futur, c'est le discours d'ouverture du premier ministre qui m'a beaucoup intéressé. Puis on vient d'entendre parler d'environnement, d'environnement très spécifique, changements climatiques, mais moi, j'aimerais revenir sur le travail du gouvernement, et spécialement du premier ministre et du ministre l'Environnement. Quand on regarde le travail qui a été fait, c'est incroyable. Si on prend les changements climatiques, on a des cibles crédibles avec un échéancier crédible. Parce que, quand on fait de la lutte aux changements climatiques, la chose la plus importante, c'est l'adhésion de la population. Si on les fait rêver avec des projets de licornes au niveau de l'environnement, les gens vont décrocher. On a besoin des êtres humains avec nous autres, on a besoin des municipalités, des organismes et des entreprises.

Donc, tu sais, il y avait une étude qui sortait sur l'écoanxiété, puis je me souviens, en début de campagne, dans l'Estrie, je me suis pogné un peu avec nos collègues de Québec solidaire puis je leur disais... Ils parlaient de la campagne de la dernière chance. Mosus! Ce n'est pas ça. Comment vous voulez passer un message crédible? Alors, nous, ce qu'on dit, c'est qu'on doit atteindre nos cibles, ça va faire baisser l'écoanxiété — qui existe, en passant — mais il faut faire des messages extrêmement positifs. Ça, c'est la...

L'autre élément, rapidement, au niveau de l'environnement, c'est global, et il y a un mot qui était dans le discours d'ouverture du premier ministre qui est important, l'eau : l'eau qu'on boit, l'eau de loisirs, l'eau de l'industriel, l'eau. La protection de l'eau, ça, c'est un défi absolument majeur. L'autre élément important, la consigne. C'est réglé, la consigne. Il y a des problèmes technologiques, mais ça s'en vient.

Alors, on doit avoir confiance. Et ce n'est pas la première fois que les défis environnementaux sont réglés. Si on se souvient, dans le passé... C'est pour ça qu'il faut avoir confiance aux moyens. La couche d'ozone, le Sommet de Rio, au début des années 80, on était tous pour péter au frette. Il y a eu des mesures, le Protocole de Montréal, pour faire en sorte d'éliminer différents gaz qui nuisaient à la couche d'ozone. On est capables des plus belles choses comme on est capables des moins belles choses. La couche d'ozone, aujourd'hui, se porte mieux qu'elle se portait à ce moment-là. Je ne vous dis pas que c'est facile. Les changements climatiques, là, il y a 10 ans, là, il y a des gens qui contestaient ça. Aujourd'hui, au moins, c'est pratiquement unanime. Alors, on va réussir à faire avancer les dossiers ensemble et d'une façon crédible.

Et c'est ça, le gouvernement de la Coalition avenir Québec, c'est un gouvernement qui est branché sur le fait qu'il faut être crédibles dans l'ensemble de notre démarche environnementale, bien sûr, mais économique aussi. Je veux dire, le

Québec se porte bien. Ce n'est pas parfait parce qu'il y a des inégalités, on parlait de banques alimentaires, vous avez raison, mais le gouvernement de la Coalition avenir Québec a permis, entre autres, un programme que vous connaissez tous, les SAB. Les montants du programme ont été augmentés, justement, pour qu'on puisse, nous, aller localement aider nos organismes en plus de, bien, l'aide du gouvernement, mais on est capables d'intervenir de façon sporadique puis bien définie.

Alors, Mme la Présidente, ça va être tout un mandat. On souhaite un mandat en santé aussi, parce que les deux ans de pandémie ont été très difficiles. On est restés solidaires, dans le bon sens du terme. Alors, on est restés solidaires, bien sûr, ensemble, et on doit le faire. Et c'est ensemble, tous unis, au Québec, qu'on va faire avancer les dossiers. Merci beaucoup, Mme la Présidente.

**La Vice-Présidente (Mme Soucy) :** Je vous remercie, M. le député. Comme on dit, vous étiez bien timé. Alors, je vais suspendre les travaux jusqu'à 19 h 30.

*(Suspension de la séance à 18 heures)*

*(Reprise à 19 h 30)*

**Le Vice-Président (M. Lévesque) :** Bonsoir à tous. Mmes et MM. les députés, veuillez prendre place.

Aux affaires prioritaires, à l'article 1 du feuillet, l'Assemblée poursuit le débat sur le discours d'ouverture et sur la motion de M. le premier ministre proposant que l'Assemblée approuve la politique générale du gouvernement ainsi que sur les motions de griefs présentées par M. le chef de l'opposition officielle, M. le député de Rosemont, Mme la députée de Westmount—Saint-Louis, M. le député de Marguerite-Bourgeoys, Mme la députée des Mille-Îles, M. le député de Jean-Lesage et Mme la députée de Verdun.

Avant de donner la parole au prochain intervenant, je vous informe que 12 h 22 min et 46 s ont été utilisées dans le cadre de ce débat. La répartition du temps de parole restant est la suivante : 5 h 46 min et 53 s au groupe parlementaire formant le gouvernement, 2 h 33 min et 40 s au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, 2 h 3 min et 9 s au deuxième groupe d'opposition, 1 h 3 min et 32 s au troisième groupe d'opposition, 10 minutes à la députée de Vaudreuil et 60 minutes au représentant du gouvernement pour la réplique.

Je suis maintenant prêt à céder la parole au prochain intervenant. Et je reconnais Mme la députée de Bonaventure. La parole est à vous, Mme la députée.

### **Mme Catherine Blouin**

**Mme Blouin :** Merci, M. le Président. Alors, c'est avec honneur et fierté que je m'adresse à vous, aujourd'hui, ici pour la toute première fois, au salon bleu. Ce serait vous mentir, si je vous disais que je n'ai pas des papillons dans le ventre en ce moment, mais je compte pleinement savourer ce moment qui est marquant pour moi, mais aussi c'est marquant d'être dans ce lieu qui est si riche d'histoire.

Évidemment, je pense tout de suite aux gens de ma circonscription, Bonaventure. C'est d'abord à vous que je veux dire un immense merci pour la confiance que vous m'avez accordée, le 3 octobre dernier, en si grand nombre. Je vous en suis extrêmement reconnaissant. Sachez que j'ai l'intention de vous représenter avec vigueur ici, à l'Assemblée nationale, dans le but de continuer à développer notre Gaspésie ensemble, un engagement à la fois. Le travail est déjà commencé. Je multiplie les rencontres avec les citoyens, les organismes, les entrepreneurs, les élus, que ce soit ici, à Québec, ou encore dans mon beau comté.

Par exemple, j'ai eu l'occasion d'échanger avec des producteurs agricoles. C'est bien parti. Et je vous ai aussi souvent parlé de ma fierté que j'éprouve pour les entrepreneurs de chez nous. Je tiens d'ailleurs à saluer le travail de M. Maurice Quesnel et de Mme Doris Bourget, de nos deux chambres de commerce, qui ont, eux aussi, à coeur la réussite de nos entrepreneurs. Ils sont d'ailleurs en pleine campagne d'achat local, une initiative qui connaît des résultats exceptionnels pour une deuxième année consécutive. Alors, je vous invite à aller voir ça. J'ai aussi rencontré des responsables d'organisme qui font une grande différence pour notre communauté et pour la vitalité de nos milieux.

Je dois dire que je suis une fière ambassadrice de ma région et que j'ai la volonté de contribuer à améliorer la qualité de vie dans Bonaventure, d'en faire un lieu encore plus prospère et dynamique. Je veux, entre autres, travailler avec nos commerçants, hôteliers et restaurateurs pour allonger la saison touristique. Je compte m'investir aussi dans des enjeux qui touchent particulièrement mon territoire : évidemment, la couverture cellulaire, mais aussi le transport ou encore l'érosion des berges. Et j'aurai d'ailleurs la chance de m'impliquer activement dans ce dossier grâce à mon rôle d'adjointe gouvernementale aux Affaires municipales, volet érosion des berges. C'est un très beau défi.

Je crois énormément au travail d'équipe et j'ai la chance de faire partie d'une belle équipe, notamment avec les députés de l'Est. Je peux vous dire que notre ministre régional, mon homologue dans Gaspé et moi, on a tous la volonté ferme de faire avancer les dossiers, de relever les défis qui nous sont propres et de trouver des solutions qui sont adaptées à nos réalités régionales. Et tout ça, évidemment, c'est pour le bien de la Gaspésie.

Si j'ai choisi de faire le saut en politique, c'est parce que j'aime le monde, j'aime l'humain en général et je prends réellement plaisir à aider. Pour moi, c'est ça, le rôle d'une députée : faire sa part concrètement pour aider les citoyens, les entrepreneurs et toutes les organisations de son territoire.

Bonaventure, c'est un comté qui est incroyable, riche de deux communautés autochtones et qui se situe entre mer et montagnes. Les eaux limpides de nos rivières à saumon font des envieux et avec raison. L'air salin est littéralement

contagieux et l'accueil des Gaspésiens et des Gaspésiennes est légendaire. Et là j'ai un petit message à mes collègues, parce que je n'ai aucun problème à m'avouer chauvine et à affirmer à qui veut bien l'entendre que le plus beau comté du Québec, c'est le mien.

Si je suis ici aujourd'hui, c'est en grande partie grâce à toutes celles et à tous ceux qui se sont investis dans ma campagne. J'en nomme rapidement quelques-uns, mais sachez que je pense à vous tous : Daniel Arseneau, Véronique Fallu, Louis-Éric, Pierre-Olivier, Pierre, André, Yvon, Julie, Caro, Jean-François, Gilles-Charles, Judith, Jackie, Hugues, Raynald, Sébastien, Jacques, Rachel, Danièle, James et, bien sûr, mon équipe de campagne, Alex, Romane, Rachèle Leblanc, Véronique Chabot, Carl, Anaïs, Jérémie, mon directeur de campagne, et, bien sûr, tous les autres qui préfèrent rester discrets. Vous dire à quel point je vous remercie. Chaque personne qui m'a encouragée en cours de campagne, merci de votre soutien et de votre générosité. C'est vraiment précieux pour moi. J'aimerais aussi saluer le député qui m'a précédée, Sylvain Roy, qui est aussi mon ancien prof au cégep. Alors, salutations à toi, Sylvain, et merci. Bien sûr, un merci sincère à M. Legault pour sa confiance. C'est un grand privilège.

Maintenant, j'aimerais terminer en remerciant mes proches, d'abord mes amis qui m'encouragent dans tous mes projets, même les plus fous, et ma famille qui m'a généreusement accompagnée durant ces mois intenses. Je pense bien sûr à ma mère qui m'a suivie de près et à mon conjoint qui m'épaula au quotidien et qui me donne confiance pour la suite. Merci, Mathieu. Enfin, merci à mes deux merveilleuses filles. Je ne serais pas ici sans leur accord et sans leurs encouragements. Alors, Lili, Maé, je tiens à vous montrer ceci : être une femme en politique et une mère aimante et dévouée, c'est possible. C'est possible de réaliser mes rêves en vous aimant gros comme le ciel et la terre.

Gens de Bonaventure, c'est ici que tout commence, et je ferai tout ce que je peux pour vous accompagner. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Lévesque) :** Merci beaucoup, Mme la députée de Bonaventure.

Mais je rappelle quand même, au bénéfice de l'ensemble des collègues, qu'il est important... On doit nommer les collègues par leur titre et non par leur prénom ou leur nom de famille. Alors, j'invite l'ensemble des parlementaires, s'il vous plaît, à être... de respecter cette règle, s'il vous plaît.

Pour la prochaine intervention, j'inviterais Mme la députée de La Pinière. La parole est à vous.

#### Mme Linda Caron

**Mme Caron :** Merci, M. le Président, et félicitations pour votre nomination. En ce début de 43<sup>e</sup> législature, c'est pour moi un honneur et une fierté de donner la réplique au discours d'ouverture du premier ministre à titre de députée de La Pinière. D'entrée de jeu, je remercie du fond du coeur toutes les personnes qui m'ont entourée, toutes les personnes, qui, dans le comté, étaient mes voisins et voisines, qui m'ont accordé leur confiance. C'est pour ça que je les représente, et je leur en suis vraiment reconnaissante. Sinon, je ne serais pas dans cette enceinte de la démocratie québécoise qu'est le salon bleu de l'Assemblée nationale. Je me ferai un devoir, au cours des quatre prochaines années, de rester à leur écoute et de porter leur voix dans nos débats et nos travaux parlementaires.

C'est pour tous les citoyens et toutes les citoyennes de La Pinière que je suis ici, et j'estime que c'est un grand privilège. Je profite de cette occasion pour exprimer de nouveau toute ma gratitude aux nombreuses personnes qui ont contribué à la campagne électorale. Elles n'ont pas ménagé leurs efforts pour que nous puissions atteindre notre objectif. Merci du fond du coeur. C'est grâce à votre talent, à votre présence, à votre générosité, à vos encouragements que nous avons remporté cette campagne. Je salue aussi les membres de mon bureau de circonscription. Vincent, Sarah, Nicolas. Merci pour l'excellent travail que vous faites jour après jour.

M. le Président, permettez-moi également de remercier les membres de ma famille pour leur soutien indéfectible, leur compréhension, leur générosité et leur amour. À mon conjoint Jonathan, qui a toujours cru en moi et qui m'a toujours encouragée dans mon militantisme politique. À notre fille, Jasmine, que nous aimons plus que tout au monde et qui fait notre grande fierté. À ma mère, Hélène, qui est un modèle de générosité de sa personne et qui répond toujours présente. Et une pensée toute spéciale pour mon père, Robert, qui nous a quittés beaucoup trop tôt, il y a 15 ans, et qui serait tellement heureux de me voir ici aujourd'hui parmi vous.

M. le Président, je vis dans la circonscription de La Pinière depuis 31 ans. C'est là que j'ai fondé ma famille et oeuvré dans des organismes au fil des ans. Je salue les bénévoles de tous les organismes de La Pinière et de ceux en dehors du comté, qui rendent des services à mes voisins et voisines de La Pinière. Je souligne le travail incommensurable d'aide et d'entraide réalisé par le réseau communautaire. L'État compte d'ailleurs sur leur travail pour rendre des services que l'État ne peut pas rendre. J'attire l'attention sur le fait que nombre de ces bénévoles essentiels sont des personnes retraitées fort actives, mais qui ont ou auront besoin de relève. J'encourage donc les plus jeunes de La Pinière à venir leur prêter main-forte pour assurer la pérennité des services offerts par ces organismes.

M. le Président, j'ai choisi de m'établir dans La Pinière en 1991 pour deux raisons, sa diversité et son potentiel. Le territoire de La Pinière correspond à celui de la ville de Brossard moins deux secteurs. Dans La Pinière, les ancêtres de la majorité de la population, comme les miens, sont venus s'établir en Nouvelle-France il y a fort longtemps. Ils ont contribué, chacun, chacune à sa façon, à bâtir le Québec d'aujourd'hui, le Québec que nous aimons, où nous voulons tous vivre librement, paisiblement, et prospérer.

• (19 h 40) •

Eh bien, ces personnes vivent en bon voisinage avec d'autres Brossardois et Brossardoises qui représentent 57 communautés culturelles différentes, des personnes, M. le Président et chers collègues, qui travaillent, oui, oui, qui triment dur, qui réussissent à s'intégrer à la société québécoise, qui enrichissent notre culture littéraire, artistique, culinaire, et j'en

passé. Leurs enfants fréquentent l'école québécoise ou l'ont déjà fréquentée. Ils maîtrisent le français. Ils sont scolarisés. Ils travaillent eux aussi pour contribuer de manière productive à la société québécoise.

La semaine dernière, à la fin de son discours d'ouverture, le premier ministre a souligné l'importance de la cohésion nationale. J'abonde dans le même sens. La cohésion de la société québécoise est un objectif noble à atteindre, mais cohésion n'est pas synonyme d'homogénéité. Pour atteindre cet idéal de cohésion, il faudrait d'abord cesser le discours divisif visant à opposer Montréal et les régions ou encore immigrants et protection de la langue française. La société québécoise, elle est plurielle. Elle serait plus cohésive si l'on s'attardait davantage au potentiel et aux talents que chacun peut mettre à profit pour l'économie du Québec.

Cela me ramène à mes voisins et voisines de La Pinière qui ont des origines diverses. Peuvent-ils, de même que leurs enfants et leurs descendants, espérer un jour ne plus être considérés étrangers en terre québécoise? Peuvent-ils espérer ne jamais être profilés en raison de différences physiques, comme la couleur de leur peau, lorsqu'ils sont au volant de leur propre voiture? Peuvent-ils espérer un jour ne plus être pointés du doigt parce qu'ils parlent leur langue maternelle à la maison, question de transmettre à leurs enfants la culture du pays de leurs parents ou de leurs ancêtres?

M. le Président, si j'avais dû immigrer dans un pays non francophone avec ma famille, j'aurais continué de parler français à la maison pour que ma fille maîtrise cette langue tout en apprenant la langue du pays choisi. Je conçois donc que des familles qui viennent s'établir au Québec veuillent préserver leur langue maternelle à la maison tout en apprenant le français à l'école ou au travail. C'est important de protéger et je dirais même de propager la langue française dans l'espace public, au travail, dans la littérature, dans les arts, dans nos coeurs, et j'en passe. Il faut aussi faciliter l'apprentissage du français par les personnes qui viennent s'établir au Québec.

Un organisme de mon comté qui oeuvre à faciliter le processus d'intégration des personnes immigrantes et réfugiées me faisait part d'une absurdité bien réelle sur le terrain. Le gouvernement de la CAQ s'attend à ce que les nouveaux arrivants maîtrisent assez bien le français six mois après leur arrivée au Québec pour parler français dans leurs interactions avec l'administration publique. Eh bien, si le hasard fait en sorte qu'un nouvel arrivant arrive au Québec au mois de juin d'une année donnée, il doit patienter au moins jusqu'à l'automne avant d'avoir son premier cours de français car il n'y a pas de cours durant l'été. Il ne suffit donc pas de dire qu'on va investir x millions de dollars dans la francisation. Il faut être branché sur ce qui se passe réellement sur le terrain, s'assurer que les fonds se rendent aux organismes et que ceux-ci ont les ressources nécessaires pour livrer la marchandise. Sinon, la valse des millions ne sert qu'à faire des effets de toge, à rester dans le paraître et la rhétorique, pour donner, au bout du compte, zéro résultat.

M. le Président, nos concitoyens et concitoyennes d'origines diverses, dans La Pinière et partout au Québec, peuvent-ils espérer un jour intégrer la fonction publique québécoise, la magistrature, les facultés et chaires de recherche universitaires, les professions médicales dans les mêmes conditions que ceux et celles qui appartiennent à la majorité francophone et dans une proportion semblable à leur proportion dans la société en général? Quelle cohésion sociale nous aurions, si nous réussissions à en arriver là! Eh bien, les Québécois et les Québécoises de la majorité, tout autant que celles et ceux qui ont choisi le Québec comme terre d'adoption, comptent sur nous, en notre qualité de législateurs, et sur la fonction publique pour que l'État québécois s'acquitte de ses grandes missions envers chacun et chacune en assurant véritablement la prestation des services publics auxquels nous avons tous droit en temps opportun, c'est-à-dire au moment où nous en avons besoin. Ici encore, il ne s'agit pas juste d'aligner les millions dans un budget, mais de s'assurer que les conditions sont réunies sur le terrain pour que les gens puissent faire leur travail et rendre les services auxquels la population québécoise, toutes origines confondues, est en droit de s'attendre.

M. le Président, l'équité pour tous et toutes est plus qu'un concept théorique. C'est un objectif qui me tient à coeur pour nos concitoyens et aussi pour une raison bien personnelle. J'ai mentionné ma fille tout à l'heure. Eh bien, ma fille est née en Chine. Lorsque nous l'avons adoptée, mon mari et moi, nous voulions connaître le bonheur de fonder une famille et ouvrir notre foyer à un enfant qui n'en avait pas. Comme des milliers d'autres couples québécois dans toutes les régions du Québec qui ont adopté un enfant à l'international, nous avons dû justifier notre projet d'adoption au centre jeunesse qui évaluait notre dossier. Nous avons alors formulé ce désir : élever notre fille de manière à l'outiller pour lui permettre de développer son plein potentiel afin qu'elle s'épanouisse et qu'elle s'intègre parfaitement à la société québécoise. J'ose avancer que c'est mission accomplie de notre côté.

Mais qu'en est-il du côté de la société en général et des services publics? Qu'est-ce qui attend notre fille? Qu'est-ce qui attend tous ces petits Québécois et ces petites Québécoises nés ailleurs, qui ont grandi dans une famille québécoise? Seront-ils victimes de profilage? Ma fille court-elle le risque d'être considérée comme une étrangère, alors que sa seule patrie, depuis l'âge d'un an, c'est le Québec et que sa langue maternelle, c'est le français? C'est une question profondément humaine, profondément personnelle pour moi, mais humaine pour toutes les personnes immigrantes. Je crois fermement que la grandeur d'une nation s'estime à la manière dont elle traite ses minorités et je vois grand pour le Québec.

M. le Président, permettez-moi de remercier le chef de mon parti qui m'a confié le rôle de porte-parole de l'opposition officielle pour les aînés et les proches aidants et en matière de soins à domicile. Ce sont des dossiers fort importants, surtout après les ravages de la pandémie et dans le présent contexte d'inflation et de pénurie de main-d'oeuvre. Ce sont des dossiers profondément humains aussi, mais économiques, car, en cette période d'inflation, la seule chose qui n'augmente pas, c'est le revenu des aînés et des proches aidants. Permettez-moi aussi de souligner que les personnes aînées ne forment pas un groupe homogène. Certains sont de jeunes retraités qui sont en pleine forme, qui ont des loisirs intéressants, qui font du bénévolat pour diverses causes, qui gardent même leurs petits-enfants en l'absence de services de garde pour permettre à leurs enfants de travailler.

J'ai peu entendu parler de ces personnes dans le discours d'ouverture du premier ministre, sauf pour reprendre l'un des éléments de la plateforme électorale libérale qui consistait à offrir des incitatifs financiers aux travailleurs expérimentés pour qu'ils restent actifs plus longtemps sur le marché du travail ou qu'ils y reviennent. Outre un congé de cotisation au

Régime de rentes du Québec pour les 62 ans et plus, ma formation politique, le Parti libéral du Québec, s'était engagée à doubler l'exemption d'impôt pour les personnes de 65 ans et plus afin de la faire passer à 30 000 \$. Le gouvernement de la CAQ peut-il en faire autant pour favoriser la rétention et le retour sur le marché du travail des travailleurs expérimentés?

Permettez-moi aussi de rappeler au gouvernement l'importance de tenir compte de l'indice de pénibilité du travail exercé. Certains corps de métiers comme les plombiers, les camionneurs spécialisés dans le transport de matières dangereuses, les préposés aux bénéficiaires, les monteurs de ligne et bien d'autres métiers encore ne peuvent plus physiquement travailler dans leurs métiers propres à partir d'un certain âge. Les travailleurs expérimentés qui veulent rester actifs auront-ils droit au programme de requalification?

M. le Président, j'invite le gouvernement à prendre acte d'un constat assez effroyable, au Québec, l'appauvrissement des personnes âgées et des personnes proches aidantes. Leur situation se précarise car le revenu est fixe ou si peu indexé, et ces personnes sont néanmoins touchées par la hausse des coûts de l'épicerie, des produits de première nécessité, des médicaments, de l'essence, si elles possèdent un véhicule. Ma formation politique, le Parti libéral du Québec, s'était engagée à exempter de TVQ les produits de première nécessité. Le gouvernement de la CAQ peut-il en faire autant pour aider les personnes âgées, les personnes proches aidantes et les familles? Je demande au gouvernement d'avoir de la compassion, d'accorder aux aînés non pas un crédit d'impôt de 2 000 \$, mais une allocation de 2 000 \$, car les aînés qui ne paient pas d'impôt en raison de leurs faibles revenus ne verront jamais l'ombre des 2 000 \$ de crédit d'impôt.

On s'entend pour dire que le meilleur lieu de résidence d'une personne âgée, c'est son domicile, mais, avec la flambée des prix de l'immobilier résidentiel, les aînés aussi doivent faire face à une hausse du coût de leur loyer, ou de leur hypothèque, ou de leurs frais de condo, ou encore de leurs taxes municipales. Et ce fardeau est souvent porté par une personne qui vit seule. Par-dessus le marché, vendredi dernier, les Québécois et les Québécoises ont appris avec stupeur que qu'ils allaient devoir baisser le chauffage avec le plan de sobriété énergétique du député de Terrebonne et ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie. M. le Président, il est permis de se demander si ce gouvernement a le moindre égard et la moindre compassion pour les personnes âgées et les personnes diabétiques, qui ont souvent froid et qui ont besoin d'un logement chauffé correctement.

• (19 h 50) •

J'insiste sur le fait qu'il faut tenir compte du bien-être des personnes âgées, qui ont bâti le Québec par leur travail, qui ont souvent fait des sacrifices pour subvenir aux besoins de leur famille, qui nous ont élevés, tous autant que nous sommes. Nous ne pouvons pas, comme société, les abandonner à leur sort lorsqu'ils vivent des difficultés. Avec raison, les aînés qui vivent dans leurs propres maisons souhaitent y rester le plus longtemps possible, particulièrement depuis l'hécatombe vécue dans les CHSLD et certaines RPA durant la pandémie de COVID-19.

Je souligne que, si les personnes vivant en CHSLD représentaient 64,3 % des décès durant la première vague de la COVID, depuis la troisième vague, ce sont maintenant les 60 ans et plus vivant à domicile qui représentent la plus grande proportion des décès. Je répète que ces personnes doivent avoir accès à un médecin de famille, voire à des soins à domicile.

Le premier ministre a dit, dans son discours d'ouverture, que le Québec était l'endroit où nous avons le plus suivi les consignes sanitaires durant la pandémie. Rappelons-nous aussi que, tragiquement, le Québec a enregistré un triste record de décès dans les CHSLD. D'ailleurs, l'opposition officielle a demandé à moult reprises de faire toute la lumière sur les décès dans les CHSLD, demande que le gouvernement de la CAQ a toujours rejetée. La première vague de la pandémie a fait plus de 6 000 victimes dans les CHSLD. Encore aujourd'hui, les familles cherchent des réponses pour pouvoir commencer à vivre leur deuil. Notre formation politique estime que le gouvernement a le devoir de fournir des réponses aux familles et que ça passe par une commission d'enquête publique indépendante, commission que la CAQ a refusée des dizaines et dizaines de fois. Notre devise est *Je me souviens*. Eh bien, souvenons-nous des personnes qui ont perdu la vie durant les premières vagues de la COVID. Le gouvernement doit s'assurer de ne pas répéter les mêmes erreurs. Le gouvernement a le devoir de créer une commission d'enquête publique indépendante.

Récemment, durant une activité dans La Pinière, j'échangeais avec une dame de plus de 80 ans qui réside toujours dans sa maison avec son conjoint. Ce couple fait partie des privilégiés, bonne santé physique et financière. Leur problème, résumé en une phrase : C'est difficile d'avoir des services. Ce couple fait partie des chanceux qui peuvent ou plutôt qui pourraient payer des services de leur poche, comme de l'entretien extérieur, des réparations variées, du ménage, etc. Le problème est amplifié pour une autre dame de plus de 80 ans, active et en santé, mais qui peine depuis cinq mois à trouver un plombier, un électricien et d'autres corps de métier pour réparer son sous-sol inondé en juin dernier. Les aînés à domicile se heurtent donc, eux aussi, à la pénurie de main-d'oeuvre.

Dans leur intérêt, il faudrait que le premier ministre reconnaisse que la pénurie de main-d'oeuvre, ce n'est pas une bonne affaire pour personne. C'est un enjeu qui devient structurel pour la société québécoise. Il faut le reconnaître et agir maintenant pour solutionner cette crise, car l'économie du Québec et la prestation des services publics vont foncer dans un mur si rien n'est fait, et c'est toute la population québécoise qui va en souffrir.

Le premier ministre a évoqué les maisons des aînés durant son discours d'ouverture, puis la députée de Prévost et ministre déléguée à la Santé et aux Aînés en a fait l'éloge. Fort bien, mais ces maisons, lorsqu'elles seront toutes construites, n'offriront que 3 000 places, alors que 4 631 aînés sont déjà présentement en attente d'une place et que les RPA ferment à tour de rôle. Où iront les autres aînés?

Dans mon comté, M. le Président, des milliers de personnes vivent dans des résidences pour aînés. Parmi les récriminations entendues, les bons repas, comme du bon poulet maison, ont fait place à des plateaux réchauffés à cause de la pandémie, et ça ne reviendra plus comme avant, m'a-t-on dit, parce que ça coûte moins cher comme ça. La contribution financière des aînés, elle, n'a pas baissé. Saviez-vous que, souvent, les familles doivent se cotiser pour que la personne puisse se payer une coupe de cheveux, avoir une nouvelle paire de chaussures ou s'acheter des produits de soins personnels? J'insiste, encore une fois, pour une allocation de 2 000 \$ d'impôt... de 2 000 \$, pardon, plutôt qu'un crédit d'impôt. Les aînés en ont besoin.

Le premier ministre a évoqué la télésanté de même que la nécessité d'avoir un médecin de famille ou un professionnel de la santé par Québécois. C'était rafraîchissant à entendre car, durant la dernière législature, le gouvernement de la CAQ avait baissé les bras et abandonné l'idée d'un médecin de famille par personne. Je rappelle ici que ma formation politique, le Parti libéral du Québec, avait pris l'engagement d'offrir un médecin de famille à toutes les Québécoises et à tous les Québécois qui le souhaitent. D'ailleurs, la demande que j'ai le plus entendue durant la campagne électorale dans La Pinière, tant de la part des aînés que des jeunes familles en quête d'un pédiatre, c'était : un médecin de famille, s'il vous plaît, et ça presse.

En matière de soins à domicile, le premier ministre a déclaré qu'il y avait une vraie révolution à faire, et j'en suis. J'ai hâte de voir les résultats de la Commissaire à la santé et surtout de voir le résultat de ce qui sera mis en oeuvre car les besoins sont criants.

La députée de Prévost et ministre déléguée à la Santé et aux Aînés a ramené l'idée des soins... des services d'hospitalisation à domicile. Pour mémoire, je rappelle qu'après son arrivée au pouvoir, en 2018, le gouvernement caquiste a laissé tomber le projet de soins intensifs à domicile inspiré du modèle éprouvé par la Dre Dechêne au CHSLD de Verdun. N'eût été cette mauvaise décision, les services de soins intensifs à domicile seraient déployés dans toutes les régions du Québec à l'heure qu'il est.

Dans son discours d'ouverture, le premier ministre s'est contenté de dire qu'il ajouterait du monde en santé mentale, sans dire où il irait chercher ce monde. Quels gestes concrets posera-t-il pour atteindre le résultat promis?

Le Québec compte 1,5 million de personnes proches aidantes qui sont des alliées inestimables pour leurs proches, mais aussi pour toute la société et pour le système de santé. Or, les personnes proches aidantes ont été passées sous silence dans le discours d'ouverture du premier ministre. Nous avons pourtant le devoir d'en prendre soin. Nous n'avons pas le luxe de les perdre. Ils sont en situation de précarisation financière, surtout lorsqu'ils doivent laisser leur emploi pour s'occuper d'un proche à temps plein. Nombre de personnes proches aidantes ont besoin d'aide financière. Toutes ont besoin de répit, et, pour certaines, l'accès à un programme universel de psychothérapie aurait un effet salutaire. Nombre d'entre elles sont âgées et utiliseraient à bon escient une allocation de 2 000 \$ plutôt qu'un crédit d'impôt.

Dans un autre ordre d'idées, le premier ministre a confirmé sa volonté de résoudre les problèmes de violence qui ont cours à Montréal. Je profite de l'occasion pour le sensibiliser au besoin de travailler à prévenir la violence susceptible d'arriver dans le comté de La Pinière et les environs avec l'ouverture prochaine du REM qui facilitera les déplacements entre Montréal et la Rive-Sud. En plus d'être un transport collectif moderne, le premier tronçon du REM tant attendu constitue un moteur d'essor économique et immobilier pour La Pinière, et nous ne pouvons que nous en réjouir. Il ne faut toutefois pas être aveugle aux défis posés par une infrastructure comme le REM. C'est connu qu'un tel système de transport tend à accroître la présence de certaines activités susceptibles de mener à des actes de violence près des stations. Soyons donc en mode prévention pour toutes les stations du REM, en amont de l'ouverture des divers tronçons.

Dans La Pinière, je pense aussi à la congestion routière appréhendée au viaduc du boulevard de Rome, tout près de la station terminale Brossard. Il faudra une voie désignée pour les autobus de même qu'un accès pour encourager la mobilité active pour les cyclistes et les piétons. La croissance populationnelle importante à proximité des stations du REM dans La Pinière nécessitera aussi une hausse de l'offre de services en santé.

En conclusion, la hausse du coût de la vie causée notamment par une baisse du pouvoir d'achat, liée à l'inflation, met une pression importante sur le budget des familles québécoises, des aînés et des personnes proches aidantes, qui doivent faire des choix très difficiles pour subsister. La hausse du coût de la vie, le logement, les bris de services publics, y compris dans les services essentiels, nécessitent des actions structurantes qui tiennent compte de la réalité vécue dans les foyers québécois. Nous serons vigilants en ce sens.

M. le Président, comme l'a exprimé mon chef, je ferai partie d'une opposition constructive, prête à travailler avec le gouvernement lorsque les projets seront clairement dans l'intérêt des citoyens. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Lévesque) :** Merci beaucoup, Mme la députée de La Pinière. Vous vouliez déposer une motion?

#### Motion formulant un grief

**Mme Caron :** «Que l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement pour l'absence totale de considération envers les proches aidants dans le discours inaugural.»

• (20 heures) •

**Le Vice-Président (M. Lévesque) :** Alors, Mme la députée, votre motion est déposée sous réserve de sa recevabilité. Alors, je suis prêt à entendre le prochain intervenant, et c'est Mme la députée d'Anjou—Louis-Riel. La parole est à vous.

#### Mme Karine Boivin Roy

**Mme Boivin Roy :** À mes salutations à votre égard, j'ajoute également mes félicitations pour vos nouvelles fonctions dans cette enceinte.

Avant toute chose, permettez-moi de remercier chaleureusement mes concitoyens et concitoyennes du comté d'Anjou—Louis-Riel qui, lors du scrutin du 3 octobre dernier, m'ont choisie comme députée et m'ont permis d'être avec vous aujourd'hui en ce lieu si impressionnant, voire grandiose et empreint de l'histoire du Québec. Chers concitoyens et concitoyennes, au cours des quatre prochaines années, ce sera un grand privilège, au quotidien, de vous représenter avec humilité et plein de dévouement et de porter votre voix à l'Assemblée nationale.

Le comté d'Anjou Louis-Riel comprend l'arrondissement d'Anjou depuis 1972 et une partie du district de Louis-Riel, dans l'arrondissement de Mercier—Hochelaga-Maisonneuve, depuis 2011. Développé et transformé au fil du temps, le comté compte maintenant 63 045 habitants. C'est le comté du Québec où on retrouve, notamment, la plus grande concentration de personnes âgées de 70 ans et plus, de 90 ans et plus, de 80 ans et plus, une plus grande proportion de familles monoparentales qu'ailleurs au Québec. Et l'arrondissement d'Anjou ayant été décrété terre d'accueil, il y a une dizaine d'années, 33 % de sa population sont des personnes issues de l'immigration. Bref, le comté d'Anjou—Louis-Riel est à l'image de la mosaïque culturelle montréalaise et est aussi appelé à jouer un rôle stratégique dans la dynamisation du développement de l'est de Montréal. Clin d'oeil à un organisme phare de notre comté, la Popote roulante Anjou, qui célèbre, cette semaine, son 45<sup>e</sup> anniversaire.

Vous comprendrez que j'ai à coeur la qualité de vie des gens du comté, comté que j'habite depuis plus de 12 ans et où j'ai travaillé pendant les huit dernières années à titre de conseillère de ville du district Louis-Riel, sur la scène municipale montréalaise. Nous sommes déjà au travail pour vous. Et je profite de l'occasion pour remercier mon équipe du bureau de comté : François, Julie et Chantal. Ensemble, nous avons bien l'intention de nous donner sans relâche pour que votre quotidien soit plus doux et que votre avenir, de même que celui de vos familles, soit pris en considération à chaque jour dans chacune de nos décisions et dans chacune de nos actions à la fois crédibles et efficaces.

Notamment, dans le domaine de la santé, nous visons un système institutionnel plus humain et plus performant. Nous voulons bonifier les soins et les services à domicile. Nous voulons moderniser l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont et nous souhaitons implanter un nouveau centre médical dans le secteur. Ou encore, dans le domaine de la mobilité, des projets comme la ligne bleue, le REM, la porte de l'Est seront aussi à l'avant-plan. Le développement de l'est de Montréal y est d'ailleurs intimement relié. Le gouvernement actuel continuera à déployer les efforts nécessaires pour en faire un pôle économique fort, un pôle socioéconomique fort, à concrétiser des actions structurantes et à mettre la population au coeur de ses décisions.

Vous savez, la campagne électorale a été une expérience riche et humaine, et ce, d'emblée, à la sortie ou presque de la pandémie. La population du comté s'est montrée ouverte et généreuse à nous faire part de ses préoccupations et ses priorités, et je la remercie. Comme le disait l'écrivain Albert Camus : «La vraie générosité envers l'avenir consiste à tout donner au présent.» Alors, nous entendons bien travailler, rigoureusement et en collaboration avec... et à l'écoute des citoyens et des citoyennes pour concrétiser ces ambitieux projets.

Et, puisque l'on parle de générosité, vous y verrez là, M. le Président, mon entrée en matière pour féliciter les plus de 100 bénévoles qui m'ont accompagnée dans cette aventure menant à la victoire du 3 octobre dernier. On ne fait jamais campagne seul. On est entouré d'une force vive qui nous insuffle à tous les jours une bonne dose de courage et de confiance. Merci du fond du coeur à chacun et à chacune de mes bénévoles, dont nombreux d'entre eux avaient déjà contribué à mes trois campagnes municipales électorales. Cette victoire est le fruit de notre effort collectif qui me permet, aujourd'hui, de livrer ce discours au salon bleu. Je ne peux pas énumérer tout le monde ici, mais j'aimerais souligner ma reconnaissance bien sentie à l'égard de ma garde rapprochée : mon directeur de campagne, Mario, mon responsable des communications et encore plus, Brandon, ma responsable de l'agenda et des bénévoles, Chantal, mon directeur adjoint, Richard. Merci aussi, pour leur travail terrain assidu, à Lili-Anne, Nathalie, Jean, Bernard, Lucille et Dorys. Merci à Marie et à tous les autres. Et, bien sûr, un merci, pour lequel il est difficile de trouver les mots justes, à l'égard de mes parents, avec qui j'ai eu le privilège et la fierté de partager ce bonheur puisqu'ils sont toujours en vie, en santé et vifs d'esprit, ainsi que Francine, la valeureuse guerrière qui ferait tous les combats à mes côtés depuis bientôt 10 ans.

Mes bénévoles, vous tous m'avez donné le plus beau cadeau qui soit, cette denrée rare qui est la plus significative pour tous les êtres humains, à savoir votre temps. En dépit des circonstances de vos vies, heureuses ou malheureuses, et un peu des deux à la fois, de vos obligations et responsabilités, vous avez tout donné ce que vous avez pu. On dit que la politique est une vocation et un don de soi, mais, sans contredit, le bénévolat l'est aussi. Et, dans cette foulée, j'aimerais envoyer, M. le Président, mes salutations vers le ciel au papa de mon directeur de campagne Mario, Roger Lapointe, et à la maman de mes bénévoles Micheline et Hélène, Claire Bourdage, qui sont tous deux décédés dans la semaine entre le BVA et le BVO. Malgré un tel événement de vie majeur et marquant, ces trois bénévoles ont été présents dans la campagne jusqu'au dernier moment. Bref, sans vous tous, mes bénévoles, rien de tout cela ne serait possible. Et, au passage, à la permanence du parti, je salue Brigitte, Junlian, Claude et Réjean.

Un mot de remerciement et de reconnaissance, également, à l'égard de notre premier ministre. Merci pour la confiance accordée, et de m'avoir choisie comme candidate pour le comté d'Anjou—Louis-Riel, et de m'avoir ensuite confié certaines responsabilités qui me permettraient d'épauler mes collègues, en me nommant adjointe gouvernementale au ministre responsable de la Métropole et de la région de Montréal, le député de Terrebonne, et adjointe gouvernementale à la ministre de l'Emploi, la députée de Duplessis. Je peux vous assurer que c'est un plaisir d'avoir commencé à travailler avec des personnes aussi compétentes et qui ont autant à coeur les intérêts de la population du Québec.

M. le Président, il y a 20 ans, j'habitais sur la rue d'Auteuil et je complétais mes études en droit à l'Université Laval. Mes fenêtres de salon offraient une vue imprenable sur l'Assemblée nationale. Si on m'avait dit, à l'époque, que je siégerais, 20 ans plus tard, dans cette enceinte, lieu de réflexion et de progrès, je n'y aurais pas cru. Or, sans le savoir, au fil des années, j'ai tracé le chemin qui me menait tout droit ici. Mon parcours académique et professionnel en anthropologie, gérontologie, droit et politique municipale, le cumul de ces expériences de vie ont cultivé en moi une urgence d'agir, un désir de vouloir m'impliquer, et de contribuer à la société, et, je l'espère, d'améliorer les choses pour le mieux-être collectif.

Nous sommes 125 députés à avoir à la fois le privilège et la lourde responsabilité de représenter 8,6 millions de Québécois et Québécoises. On nous accorde un honneur sans pareil. Et, à entendre nombreux collègues affirmer que leur région est la plus belle, je suis confiante, confiante que nous sommes tous ici, tous partis confondus, investis des meilleures intentions pour notre population respectives et que nous travaillerons très fort, au meilleur de nos compétences et de nos connaissances, dans l'accomplissement de notre mandat.

Et, en terminant, en résonance avec le drame de Polytechnique qu'on commémore aujourd'hui, permettez-moi d'avoir une pensée pour toutes ces femmes qui nous ont précédées en siégeant en cette Chambre, à ces porte-étendards de la démocratie, peu importe leurs allégeances, peu importe leur époque, qui ont servi la nation québécoise avec conviction, courage et altruisme. D'une seule femme représentant notre peuple, en ces lieux, en 1961, nous sommes passées à 57 en 2022. Alors, ces femmes nous ont permis, aujourd'hui, de pouvoir exercer les rôles politiques de premier plan que nous exerçons. C'est une avancée incroyable. Nous devons les remercier. Merci également à Mme Lise Thériault, députée sortante du comté d'Anjou—Louis-Riel, pour ses années de service à l'égard de la population.

Alors, M. le Président, chers collègues, merci de votre accueil. Je vous souhaite à tous un excellent mandat.

• (20 h 10) •

**Le Vice-Président (M. Lévesque) :** Merci beaucoup, Mme la députée d'Anjou—Louis-Riel. Maintenant, la parole est au député de Laurier-Dorion. M. le député.

### M. Andrés Fontecilla

**M. Fontecilla :** Merci. M. le Président, à mon tour de vous féliciter pour votre élection à la présidence de l'Assemblée nationale, une fonction qui vous honore.

Et donc, pour cette première prise de parole à l'Assemblée nationale du Québec, en réponse au discours inaugural du premier ministre du Québec, j'aimerais, comme il est de mise, saluer et remercier tout d'abord les électeurs, les électrices de ma circonscription, la circonscription de Laurier-Dorion, donc, formée par les quartiers Villieray et Parc-Extension à Montréal, qui ont décidé de voter pour moi et appuyer les idées, les projets politiques portés par ma formation politique, Québec solidaire.

Je ne peux pas passer non plus à côté de l'occasion de saluer et remercier du fond du coeur toutes les militantes, les militants et les bénévoles qui se sont grandement, sans compter, investis dans ma campagne électorale. Et évidemment un très grand merci à ma famille, ma conjointe Amira, mon fils Ismael, d'avoir supporté avec stoïcisme cette campagne électorale. Donc, merci du fond du coeur à tous les gens qui m'ont appuyé, là.

Pour revenir au discours inaugural du premier ministre, je veux commencer par signaler une grande absence dans le discours du premier ministre, le logement, l'habitation, la crise du logement. Il n'a jamais nommé ces aspects-là dans son discours, là. La crise du logement, c'est l'éléphant dans la pièce du gouvernement caquiste. Ce l'était dans le dernier mandat et je crains que ce sera encore l'éléphant dans la pièce dans le mandat qui commence, là. L'absence des mots «logement», «habitation», «crise du logement» est symptomatique, est symptomatique d'une carence, celle de l'absence d'une vision du premier ministre et de la formation politique qu'il dirige en matière d'habitation. C'est simple, c'est un problème qui, au pire, n'existe pas, ou, au mieux, ça ne concerne pas le gouvernement du Québec. Cela est extrêmement grave.

Pourtant, la dépense numéro un des familles du Québec est le logement, qu'on soit locataire ou propriétaire. Et c'est une dépense qui augmente très rapidement, surtout pour les ménages locataires, à cause de plusieurs facteurs qui ne sont pas tous une fatalité, comme l'inflation. En particulier, l'on assiste aujourd'hui à une flambée assez extraordinaire des loyers, les loyers augmentent deux, trois, quatre fois plus vite que l'inflation. Les hausses abusives sont devenues monnaie courante, et ce, partout au Québec, là. Cela a une conséquence directe, c'est l'appauvrissement des locataires.

En fait, l'on assiste aujourd'hui à l'augmentation du transfert net de richesse d'un segment moins bien nanti de la population, les locataires, vers un segment mieux nanti de la population, les propriétaires. Oui, évidemment, on va me répondre la vérité de La Palice, là, qui explique tout : tout augmente dans la vie, comme on dit. Mais, en utilisant cet adage, beaucoup trop de propriétaires, pas tous, heureusement, abusent de leur situation pour demander des hausses qui ne se justifient pas, qui sont abusives.

La ministre de l'Habitation répond, nous a répondu hier, entre autres, en période de questions qu'il suffit que les locataires utilisent la procédure de fixation des loyers du Tribunal administratif du logement. Or, les augmentations abusives des loyers se produisent principalement lors du changement de locataire, alors que le nouveau locataire ignore le montant du loyer payé par l'ancien locataire. Impossible pour lui, donc, de connaître l'ancien loyer et de le contester devant le tribunal administratif du logement. Oui, les propriétaires sont tenus, sont obligés par le Code civil du Québec de fournir cette information en remplissant la case G du formulaire du bail, mais cette information est rarement fournie par les propriétaires.

Dans un contexte de pénurie de logements disponibles, la situation est telle que les locataires sont désavantagés à tous les points de vue et ils se laissent abuser, doivent accepter des loyers bien trop élevés et s'appauvrissent grandement ce faisant. Cette situation devient d'autant plus grave dans un contexte d'inflation. C'est pour corriger l'appauvrissement des locataires, tout autant pour aider les ménages locataires à mieux affronter l'augmentation du coût de la vie, que Québec solidaire, il y a quelques jours, a proposé au gouvernement de la CAQ une mesure efficace et facile : instaurer une hausse maximale des loyers. Dans notre proposition, les augmentations maximales des loyers correspondraient à l'indice d'augmentation des loyers publié à chaque année par le Tribunal administratif du logement au mois de janvier, et toute hausse supérieure à cet indice devrait être approuvée par le Tribunal administratif du logement après présentation des pièces justificatives, ce qui constitue, en fait, un renversement de la preuve.

Aujourd'hui, c'est aux locataires de contester toute hausse qu'ils considèrent abusive. Maintenant, ce serait... dans un contexte d'augmentation généralisée du coût de la vie, là, ce serait aux propriétaires de justifier des hausses qui dépassent l'indice du Tribunal administratif du logement. Et cette mesure n'est pas particulièrement révolutionnaire ou nouvelle dans le paysage canadien. Le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard vient de décider de limiter la hausse des loyers à 3 %. Le gouvernement de l'Ontario est allé encore plus loin en imposant un gel des loyers pendant la pandémie.

Si le ministre... Le premier ministre du Québec, qui aime se comparer à l'Ontario, pourrait aussi s'inspirer de certaines mesures sociales adoptées par nos voisins. Je pose donc la question. Est-ce que ce gouvernement, le gouvernement de la

CAQ, veut véritablement aider les 1,3 million des ménages locataires du Québec à affronter l'augmentation du coût de la vie? Il a l'opportunité concrète de le faire dès maintenant.

Je ne peux finir cette partie de ma réponse au discours inaugural du premier ministre sans parler du logement social. On va se le dire, vous m'avez entendu assez souvent parler des logements sociaux dans cette Chambre, le gouvernement de la CAQ traîne derrière lui une lourde promesse qu'il n'a pas réalisée lors de son premier mandat. C'est la réalisation de l'arrivée des 10 000 logements sociaux dans le cadre du programme AccèsLogis. C'est des unités déjà financées. Donc, il manque un peu de financement pour arriver à les sortir de terre.

Et je remercie et je félicite la transparence et la franchise de la nouvelle ministre de l'Habitation, qui a finalement reconnu, en début de mandat, que le gouvernement de la CAQ tardait à sortir de terre les 10 000 logements déjà financés en partie. Dans le contexte de pénurie de logements en ce moment, là, on a besoin plus que jamais de ces logements sociaux partout au Québec. La ministre de l'Habitation peut compter sur moi pour faire le suivi de cette dette de la CAQ.

Je porterai également une attention toute particulière à la réalisation des logements pour les communautés criées et inuites du Nunavik. Le manque de logements produit un contexte social très néfaste pour les membres de ces communautés, en particulier pour les enfants, et, parmi ceux-ci, pour les nourrissons. Il est temps que le gouvernement du Québec s'occupe de cette situation inacceptable pour un pays riche comme le nôtre.

En terminant cette partie de mon allocution consacrée au logement, je voudrais insister sur la nécessité pour le gouvernement du Québec, là, de se doter d'une vision, d'un projet, d'un plan en habitation avec les moyens requis pour nos ambitions. Je déplore grandement l'absence de vision du gouvernement de la CAQ en matière d'habitation. L'habitation, je l'ai dit, cela ne les concerne pas, cela appartient au marché privé de s'en occuper, mais c'est une vision étroite.

Pourtant, la crise du logement est l'une des grandes crises traversées par la société québécoise en ce moment, qui est aggravée par l'augmentation du coût de la vie. Il est grand temps qu'on s'arrête de gérer à la petite semaine en matière d'habitation et que l'on se dote d'une vision à long terme de nos politiques en habitation. On a besoin d'une politique nationale en habitation portée par une vision fondée sur le droit au logement et soutenue par les moyens nécessaires. La ministre de l'Habitation peut compter sur moi si elle décide de laisser sa marque comme ministre de l'Habitation.

• (20 h 20) •

Si la crise du logement est complètement ignorée par le gouvernement de la CAQ, il n'en va pas ainsi en ce qui concerne l'immigration, sujet qui obsède le premier ministre du Québec. Nous l'avons assez entendu, pendant la campagne électorale, dans la bouche du premier ministre. Que l'on remémore certaines déclarations controversées du premier ministre, par exemple la perspective de louisianisation du Québec, on s'en rappelle. Ensuite, et je cite le premier ministre, il serait «suicidaire» pour le Québec d'accepter davantage d'immigrants. Ensuite, il a fait un amalgame entre immigration et violence. Je cite le premier ministre encore : «Les Québécois sont pacifiques, ils n'aiment pas la chicane, ils n'aiment pas les extrémistes, ils n'aiment pas la violence, donc il faut s'assurer qu'on garde ça comme c'est là actuellement.»

Oui, l'immigration, les migrations en général sont un sujet de discussion dans presque tous les pays du monde. D'une part, des populations entières vivent la guerre, l'oppression, la misère. Elles cherchent à fuir pour simplement survivre. D'autre part, dans les pays riches, l'on retrouve des populations vieillissantes, des populations qui n'arrivent pas à fournir assez de bras pour combler les besoins de leurs économies.

Le Québec, pour sa part, a, devant lui, un défi particulier, le défi du maintien et de la consolidation du fait français dans un monde où la langue anglaise est de plus en plus répandue mais imposée par la mondialisation néolibérale. Est-ce que l'immigration — c'est la grande question qu'on doit se poser — est une menace pour le Québec? Certainement pas, si l'on met de l'avant des bonnes politiques migratoires et des politiques de francisation efficaces. L'immigration a été et sera un atout pour le Québec et pour les français.

Or, le contexte d'aujourd'hui a radicalement changé en matière d'immigration. D'une situation où le gouvernement du Québec avait le contrôle de la sélection d'une grande partie de l'immigration économique, l'on est passés, en quelques années, à une perte de pouvoirs du gouvernement du Québec parce que la grande partie de l'immigration économique est devenue temporaire. La grande majorité des gens qui arrivent au Québec en tant qu'immigrants sont aujourd'hui temporaires, et, dans le domaine de l'immigration temporaire, le Québec n'exerce presque aucun contrôle. Cela se passe directement entre un employeur qui cherche des employés et le gouvernement fédéral, qui octroie des visas, des permis de séjour.

Pour les travailleurs temporaires, les possibilités de francisation sont grandement diminuées parce que, justement, ces gens-là travaillent à temps plein. Ils n'ont pas le temps de se franciser, là. Et, lorsqu'ils le font, ils le font de façon très rudimentaire.

Et le premier ministre, encore lui, vient de déclarer récemment qu'il aimerait une immigration à 100 % francophone. L'encre de cette déclaration n'était pas encore sèche sur le papier que son ministre de l'Économie le contredisait en affirmant que cela était impossible pour plusieurs secteurs de l'économie.

Surtout, surtout, cette volonté du premier ministre, pour avoir 100 % d'immigration francophone, est un aveu d'échec des politiques de francisation telles que nous les connaissons en ce moment. Si nos politiques de francisation donnaient des résultats, nous pourrions accueillir des gens qui parlent toutes les langues du monde en sachant que ces personnes allaient apprendre le français ici, au Québec, de façon plus ou moins rapide.

Dans ce contexte, il faudrait franciser davantage sur les lieux de travail, là où les travailleurs et les travailleuses temporaires immigrants se trouvent. Il faudrait avoir des incitatifs financiers intéressants pour garder ces personnes dans les cours de francisation. Il faudrait également inciter les employés à participer à ces programmes de... les employeurs, pardon, à participer à ces programmes de francisation. La clé, aujourd'hui, dans un contexte d'immigration massive temporaire, se trouve dans les lieux de travail, là. L'on pourrait même mettre de l'avant des formules de francisation innovantes. Bref, il faut un bon diagnostic et une vision afin de protéger et consolider le français au Québec à travers l'immigration. Mais cela est possible.

Mais, avant tout, s'il y a un point où l'on s'accorde avec la Coalition avenir Québec... est la volonté d'aller chercher davantage tous les pouvoirs en immigration au gouvernement fédéral. Il faut éviter à tout prix la situation de discrimination des candidats francophones à l'immigration, comme on l'a connu avec les étudiants provenant d'Afrique, dont leur demande a été discriminée et refusée par le gouvernement fédéral.

Nous avons également proposé, pendant la campagne électorale, de donner la priorité à l'établissement en région et la priorité pour l'obtention d'une résidence permanente aux immigrants temporaires qui s'installent en région. Il faut une voie rapide et prioritaire vers un statut permanent pour les immigrants qui ont déjà une expérience de travail et de vie dans les différentes régions du Québec. Il faut augmenter la pondération attribuable à la connaissance du français dans la grille de sélection du Programme régulier des travailleurs qualifiés sélectionnés, le PRTQ. Il faut procéder rapidement à un programme de régularisation large et généreux des personnes avec un statut d'immigration précaire; ces personnes sont déjà installées au Québec, ils travaillent, ils paient des impôts, ont un logement, envoient leurs enfants à l'école et sont en train d'être francisés, même sans cours de francisation, sur les lieux de travail, là. Les nouvelles admissions, dans ce sens-là, les quotas d'immigration, le fameux seuil, les nouvelles admissions qui viendront seront composées, en grande partie, par des gens qui sont déjà ici, qui sont rentrés en tant qu'immigrants temporaires. La plupart de ces gens-là, et aussi les étudiants, les étudiants étrangers, arrivent dans la fleur de l'âge, donc ça ne peut être que positif, ils et elles vont contribuer encore pendant longtemps à la société québécoise, et, si on leur donne la possibilité de rester ici, d'avoir une résidence permanente, leurs enfants vont contribuer grandement à ralentir le vieillissement de la population.

Je change de sujet, M. le Président, et j'aborde la question de la sécurité publique, dont je suis aussi le responsable pour ma formation politique. Écoutez, l'appel du gouvernement de la récente décision de la Cour supérieure qui rend inopérant l'article 636 du Code de la sécurité routière, qui permet les interpellations policières sans motif valable d'une personne conduisant un véhicule, est une décision inacceptable. Par la décision de porter en appel le jugement Yergeau, qu'on appelle, le gouvernement de la CAQ devrait se poser la question sur le message envoyé à la société québécoise et, en particulier, aux communautés noires du Québec. Le gouvernement, au fond, est en train de leur dire : Le profilage racial est acceptable tant que cela constitue un outil aux mains des policiers. Un outil dont les résultats, soit dit en passant, sont très questionnables. C'est un drôle de message, là, on permet de profiler, de discriminer tant que ça peut servir peut-être, peut-être à la police, alors que l'on sait très bien, M. le Président, que l'article 636 du Code de la sécurité routière est le principal motif de profilage racial au Québec.

En décidant ainsi de porter en appel cette décision, le gouvernement de la CAQ contredit ses propres engagements contenus dans le plan d'action de lutte au racisme et à la discrimination. Dans ce plan d'action, l'engagement était clair et explicite, et je cite : « Action n° 1 : Rendre obligatoire l'interdiction des interpellations policières aléatoires. »

Je répète, le gouvernement de la CAQ s'est engagé à rendre obligatoire l'interdiction des interpellations policières aléatoires, cet engagement a été signé par six ministres de la CAQ. Est-ce que c'étaient des paroles en l'air, juste pour apaiser momentanément la colère des communautés victimes de profilage racial, la colère des personnes noires arrêtées injustement par la police en vertu de l'article...

**Le Vice-Président (M. Lévesque) :** M. le leader adjoint.

**M. Lévesque (Chapleau) :** Oui, merci. Il y a des motifs indignes, là, qui sont prêtés en cette Chambre. Peut-être, rappeler au député, là, la prudence. Merci.

**Le Vice-Président (M. Lévesque) :** M. le député, vous êtes un député expérimenté, ça fait que je vais vous faire appel à la prudence, mais je vous invite à poursuivre votre intervention.

• (20 h 30) •

**M. Fontecilla :** Merci, M. le Président. C'est quelque chose que je trouve très questionnant sur le plan moral, donc je peux peut-être mettre un peu d'émotion. Bref, la décision de porter en appel le jugement de la Cour suprême... de la Cour supérieure, pardon, là, concernant l'article 636 de la sécurité routière nuit à l'inclusion et à la cohésion nationale.

Un autre dossier dont le gouvernement doit s'occuper, en matière de sécurité publique, là, c'est le dossier de la construction d'une nouvelle prison pour femmes, ce qu'on appelle la prison Leclerc. Dans son dernier rapport, dévoilé la semaine dernière, le Protecteur du citoyen a insisté pour que le gouvernement annonce, d'ici 30 jours, la construction d'une nouvelle prison pour femmes. Et cela n'est pas pour rien, là, que le procureur... le Protecteur du citoyen est si pressé, là, la situation des femmes condamnées à des peines de prison est inacceptable en ce moment, c'est une violation de leurs droits fondamentaux. Et ce n'est pas parce que c'est des femmes condamnées à des peines de prison que cela est plus acceptable. Ces femmes ont aussi des droits.

Un autre dossier qui est sur la table du nouveau ministre de la Sécurité publique est la question du remboursement des frais d'avocats des victimes de violence policière. Il y a une injustice flagrante ici. L'État québécois rembourse tous les frais judiciaires des policiers impliqués dans des interventions violentes. Au contraire, les familles des victimes ne reçoivent rien ou seulement des sommes discrétionnaires, toujours minimales. Depuis longtemps, les familles de victimes d'interventions policières violentes et des groupes de défense des droits de la personne, comme la Ligue des droits et libertés, demandent que le règlement à cet effet soit modifié afin de permettre le remboursement des frais d'avocats des familles de ces victimes. Est-ce que le ministre va laisser perdurer encore cette injustice? Nous espérons que non et qu'il va aller finalement de l'avant avec les modifications réglementaires afin de corriger cette injustice.

On le sait, la violence armée dans les rues de Montréal suscite une grande inquiétude, avec raison. Comment contrer ce fléau, le fléau de la violence? La réponse n'est pas facile, surtout que cela concerne souvent, mais pas uniquement, des jeunes personnes des quartiers défavorisés attirés par la culture de la violence. La réponse facile à ce phénomène est l'augmentation substantielle des effectifs policiers dans le but d'avoir un effet dissuasif. Permettez-moi d'en douter,

M. le Président. Connaissez-vous des délinquants qui ont arrêté leurs activités illégales parce qu'il y avait plus de voitures de police dans les rues? Plusieurs experts l'affirment, davantage de policiers dans nos rues va inexorablement conduire à davantage d'interpellations, à plus de profilage racial des populations concernées et considérées comme dangereuses. Cela va grandement miner la confiance de la population dans ses services policiers, sans diminuer pour autant la délinquance et la violence. Si la même quantité d'argent, très substantielle, soit dit en passant, était investie dans des programmes de prévention auprès de la jeunesse, dans la revitalisation des quartiers, dans une politique jeunesse qui valorise la participation des jeunes à la société, cet argent serait sans doute beaucoup mieux dépensé.

Cela dit, les bandits, il faut toujours les empêcher d'agir, n'est-ce pas? Mais ce n'est pas avec plus de policiers parcourant les rues qu'on va arrêter ces bandits, c'est plutôt en investissant dans des enquêtes minutieuses qui ramassent la preuve, là, qu'on réussira à capturer et neutraliser les délinquants. Donc, oui, il faut réprimer le crime, mais ce n'est pas en profilant tous les jeunes hommes noirs ou racisés qu'on va arriver à contrer la violence armée à Montréal.

### Motion formulant un grief

En terminant, j'aimerais déposer ma motion de grief, M. le Président. Pour son action en sécurité publique :  
«Que l'Assemblée [nationale] blâme sévèrement le gouvernement de la Coalition avenir Québec pour sa décision de conserver les dispositions du Code de la [sécurité routière] permettant les interpellations policières aléatoires qui briment les droits de la personne.»

Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Lévesque) :** Merci beaucoup, M. le député de Laurier-Dorion. Votre motion est déposée sous réserve de sa recevabilité. Alors, le prochain intervenant, M. le député de Saint-Jérôme.

### M. Youri Chassin

**M. Chassin :** Merci, M. le Président. Alors, toutes mes salutations et toutes mes félicitations à vous. C'est un plaisir de vous voir sur le trône. Salutations aussi à tous les collègues, avec qui c'est un plaisir d'entamer cette 43<sup>e</sup> législature. J'inclus là-dedans, M. le Président, les collègues de toutes les oppositions ainsi que le député de Laurier-Dorion, qui me fait travailler mon abnégation, et ma sérénité, et mon calme, en ce moment, pour ne pas répliquer à tout ce que j'ai entendu dans son allocution et m'en tenir à mon texte, n'est-ce pas, pour le faire dans les temps.

Évidemment, c'est un plaisir, en début de deuxième mandat, de prendre la parole au salon bleu, d'autant plus qu'éventuellement nous serons probablement déménagés et que cette vénérable enceinte sera probablement retapée ou, à tout le moins, entretenue. Donc, une seconde élection, un second mandat, mais, pour moi, toujours un même cri du coeur de nombreux citoyens pour des services publics efficaces. Il y a eu d'énormes améliorations, mais ça en prend encore. Le premier ministre a parlé, dans son discours d'ouverture, d'efficacité de l'État, une caractéristique fondamentale de la Coalition avenir Québec depuis ses tout débuts, et il a souligné qu'on doit encourager notre secteur public à être plus agile, plus rapide, plus souple. C'est vraiment un chantier d'importance, il y a encore beaucoup à faire. On doit inventer de nouvelles façons de faire, ne pas avoir peur d'essayer de nouvelles pistes de solution, prendre l'innovation à bras-le-corps en pensant d'abord et avant tout aux citoyens. Et c'est dans cette perspective que je vais travailler avec notre ministre de la Santé à l'implantation de deux minihôpitaux privés.

M. le Président, le privé n'est pas la panacée, le privé n'est pas l'ennemi non plus. Le but est de ramer tous dans le même sens pour améliorer les services, tant dans l'accès que dans la qualité des soins. On peut mettre toutes les contributions ensemble. Je continue de croire fermement que les demi-mesures ont fait leur temps, qu'il faut agir résolument pour l'avenir du Québec et des Québécois, et ce, dans tous les secteurs. Alors, personnellement, à titre d'adjoint parlementaire, je vais commencer par la santé. Après, on verra.

Mon mandat de député est un mandat formidable, un mandat enthousiasmant, un mandat plein de défis, et, évidemment, ce mandat, je l'ai reçu par la grâce des électeurs de Saint-Jérôme, plus précisément de 50,02 % des électeurs de Saint-Jérôme qui ont été voter. Je les remercie du fond du coeur, mais je tiens à dire à tous les citoyens de Saint-Jérôme que c'est pour eux et pour eux tous que je lutterai sans relâche pour faire avancer notre belle ville et nos beaux dossiers ici, à l'Assemblée nationale, et au sein du gouvernement.

J'aimerais aussi remercier mes nombreux bénévoles, qui ont fait ma campagne et qui ont fait de ma campagne une série de journées bien remplies mais tellement plaisantes, parce que c'est important, M. le Président, en campagne électorale, d'avoir du fun, et on en a eu. Évidemment, je tiens d'abord et avant tout à remercier mon directeur de campagne, Hugo, mais aussi Lucie, qui a l'air sévère mais pourtant qui est toujours prête à rire, Pierre-Paul, qui a été particulièrement vigilant, Louise, Diane, qui a été très discrète mais très efficace, Gilles, Barbara, qui s'est occupée de plein de rencontres, Jacques, qui m'a accompagné si souvent dans le comté, François, Alain, Robert, Isabelle, mon infirmière préférée, qui a plein de bonnes idées, Daniel, André T., parce qu'il y a un autre André, Louis-Philippe, enseignant, Frédéric, un entrepreneur très remonté contre les taxes orange, comme moi d'ailleurs, M. le Président. On n'en a pas beaucoup entendu parler, hein, dans certains discours de la deuxième opposition, et pourtant... Là, je ne veux pas en oublier : Jocelyne, François, Didier, Solange, Éric, David, Lucie, Danik, et j'en oublie certainement, M. le Président. Je veux leur dire, à tous ces bénévoles : Vous êtes ici avec moi, je vous ai au fond de mon coeur, je vous dis mille fois merci. C'est un énorme honneur de représenter tant les citoyens de Saint-Jérôme que toute cette belle campagne et de toute cette belle équipe dont, finalement, je n'étais que la figure sur l'affiche. Je vous remercie infiniment et j'ai très hâte de continuer à travailler avec toute cette belle équipe de la Coalition avenir Québec à faire avancer les choses au Québec et pour les Québécois. Merci, M. le Président.

• (20 h 40) •

**Le Vice-Président (M. Lévesque) :** Merci beaucoup, M. le député de Saint-Jérôme. Le prochain intervenant sera M. le député de Maskinongé. La parole est à vous, M. le député.

**M. Simon Allaire**

**M. Allaire :** Salutations, chers collègues. M. le Président, d'abord, félicitations à vous aussi, vos fonctions, en fait, vous vont merveilleusement bien. Chers collègues aussi, bravo pour les dernières élections. Je pense que vous avez pleinement mérité votre place, peu importe le parti. J'ai entendu plusieurs collègues, d'ailleurs, dire à quel point on est privilégiés d'être ici, et je pense que c'est vrai. On a de l'impact... Il faut toujours se souvenir qu'on a un impact très, très, très significatif sur nos citoyens, ce qu'on décide va avoir aussi de l'impact sur les générations futures, donc il faut en être pleinement conscient. Mais vous le méritez, puis je vous souhaite également de savourer chaque moment de votre aventure politique pour les quatre prochaines années.

M. le Président, pour me préparer à mon allocution, j'avais le goût de revenir un peu en arrière. Ça fait que, pour me préparer, je suis allé revoir mon vidéo de 2018, qui répondait à ce fameux discours de notre premier ministre à l'époque, en 2018. La première chose frappante, je pense que c'est ma coupe de cheveux, il n'y a pas de doute là-dessus. La deuxième, je dois avouer, la nervosité. C'était évident, j'ai mangé quelques mots, je faisais des gestes à répétition, tout le temps le même, c'était quelque chose. Maintenant, je pense, j'ai la même nervosité, mais je la contrôle un peu plus. On va mettre ça sur le dos de l'expérience.

Quand on se lance dans une campagne électorale, puis je fais le lien avec 2018, on se lance avec une certaine naïveté. Je pense qu'on embarque là-dedans, quand on ne l'a jamais vécu... Puis ça va vite, c'est comme un raz-de-marée, on a beaucoup d'information à gober, comme on dit, puis c'est les débats, puis tout va extrêmement vite. La différence que je fais avec 2022, ce que je viens de vivre, c'est que, là, on a un bilan à défendre, on a des actions à défendre, on a pris des prises de position en comté qu'il faut défendre, on a des résultats qu'il faut défendre, qui, des fois, font l'affaire de certains citoyens, des fois non, puis c'est quand même important. Puis l'image que j'ai envie de donner, c'est... J'ai l'impression que, pendant la campagne électorale, les gens sont en train de rédiger ton bulletin, comme quand on était à l'école. Puis ça, honnêtement, ça me stressait. Je vous le dis, là, j'étais vraiment stressé. Parce que tu as beau avoir confiance, tu dis : Maintenant, là, le 3 octobre, là, c'est là qu'ils vont te donner ta note. Ça fait que tu espères qu'elle soit belle, ta note, naturellement. Et je dois avouer que j'ai été... Ça a été une bouffée d'amour. Honnêtement, j'étais vraiment content. Pour moi, ça a été une merveilleuse tape dans le dos que j'ai eue. C'est la majorité absolue, c'est au-delà de 54 %, c'est 12 000 voix de majorité. Je ne pouvais pas demander mieux, j'avais...

**Des voix : ...**

**M. Allaire :** Merci, chers collègues. Mais en même temps j'ai repensé à ça puis je me disais : Ce n'est pas arrivé par hasard. Tu sais, il y a M. Legault, il n'y a pas de doute là-dessus... bien, il y a le premier ministre, pardon, M. le Président, qui a un impact qui est indéniable, il y a le parti, naturellement, aussi, qui est indéniable, avec les idées qu'on va mettre de l'avant. Mais j'ai envie de dire qu'il y a l'impact aussi du député dans le comté. Et il y a eu des résultats. J'avais fait deux promesses dans ma campagne électorale en 2018. La première, c'était de mettre en place un centre de développement agroalimentaire, un hub agroalimentaire. On l'a réalisé, le bâtiment, il existe. Il y a des entreprises en démarrage, en innovation, en développement agroalimentaire et agricole qui sont installées. C'est extraordinaire. J'avais aussi fait la promesse de mettre en place une plateforme transactionnelle pour des produits locaux ou des produits du terroir. Ça aussi, ça existe et ça fonctionne. Ça fait que, déjà, je peux dire que... Je pense que les gens pouvaient dire que je réalisais mes promesses extraordinaires.

Cheminement des dossiers avec les citoyens aussi, les municipalités. Ça demande de l'écoute, de l'empathie, mais pas juste de moi, naturellement, de mon équipe également. Ça fait que je pense aussi que ça, ça a évolué favorablement dans les quatre dernières années. La présence terrain; le dossier de la pyrrhotite aussi, qui est un dossier très, très humain chez nous, en Mauricie, un dossier qu'on a réussi à faire avancer d'un pas de géant. Notre créativité aussi... notre façon d'aborder ce dossier-là a fait en sorte qu'il y a eu un règlement hors cour avec la vague deux. Je ne vais pas trop dans le détail parce que je vais vous perdre, mais c'est quand même vraiment significatif pour plusieurs familles qui ont vécu ce drame-là en Mauricie.

Naturellement, l'objectif, là, c'est de revenir sur les discours du premier ministre. Il y a plusieurs choses qui m'ont marqué dans son discours, mais j'ai envie de dire qu'il y en a deux plus particulièrement, parce que je peux faire des liens avec les engagements que j'ai pris dans la dernière campagne. Mais je vais d'entrée de jeu vous faire deux citations qui m'ont particulièrement marqué dans son discours.

La première : «Continuer, ça veut dire obtenir des résultats concrets pour les Québécois.» Si je devais choisir un seul mot pour qualifier ce que j'attends du mandat qui commence, c'est justement le mot «résultats».

Pour ceux qui connaissent notre premier ministre, vous savez que, pour lui, c'est une obsession qu'on réalise nos promesses, puis je le dis dans le sens positif du terme. Dans la dernière législature, on a eu une pandémie de deux ans. Puis une chance, parce qu'on n'aurait pas grand-chose à nous reprocher, honnêtement, parce qu'on aurait eu encore un niveau supérieur de promesses réalisées. Mais je peux vous dire que, dans le prochain mandat, il va s'affairer à ce qu'on réalise l'ensemble de nos promesses. Puis ça, c'est une grande qualité en politique, parce qu'on va être évalués là-dessus après. Ça fait que, moi, ça m'accroche beaucoup, naturellement positivement.

L'autre citation, c'est : «Notre destination est claire.» On doit continuer de bâtir un Québec plus prospère, plus vert et plus fier.

Je l'adore, celle-là. Pourquoi je l'adore? Parce que, si je la résume en un mot, pour moi, c'est l'équilibre. Je suis un gars d'équilibre, ça fait que, pour moi, ça veut dire qu'on est capables de faire du développement économique tout en

se souciant de l'environnement aussi. Puis ça, j'y crois énormément. Pour moi, c'est fondamental. Des positions plus extrêmes, bien, je pense qu'on n'y arrivera jamais. Dans ce temps-là, il faut tout le temps trouver une voie de passage qui est acceptable pour tout le monde.

J'avais dans mon texte... j'étais supposé de vous énumérer plusieurs engagements. Là, je vois le temps qui file assez rapidement quand même, mais je vais vous en citer quelques-unes. Aussi, dans le discours du premier ministre, il disait que l'éducation, c'est un des plus grands leviers d'épanouissement personnel et collectif. J'ai envie d'ajouter le secteur communautaire aussi pour faire le lien avec mon engagement que j'ai fait dans ma campagne électorale. Vous savez, il y a eu un feu dans le secteur Pointe-du-Lac, un secteur communautaire a complètement disparu, qui est tout juste à côté d'une école primaire qui est la plus grosse école primaire du Grand Trois-Rivières. Naturellement, il manque d'espace parce que ça a évolué très, très rapidement en termes de développement résidentiel dans le secteur. Et il y a moyen de prendre un projet collectif porteur, de créer un centre communautaire qui va aussi devenir un gymnase pour l'école. Je trouve ça extraordinaire! Quelle belle collaboration qu'il peut y avoir entre la ville et entre le centre de services scolaire.

Projet de revitalisation du centre-ville de Louiseville, on a annoncé... Le premier ministre a insisté aussi dans son discours, il faut prendre soin de nos coeurs de village, c'est important. On le voit, il y a les commerces qui sont en train de désertir nos petits villages. Il faut revoir nos villages autrement. Donc, c'est ce qu'on souhaite faire.

Les places en garderie aussi, c'est important. Il en reste, dans Maskinongé, à combler. Réseau cellulaire, l'eau potable, il faut continuer à développer du réseau dans certains secteurs. L'aire protégée à Saint-Mathieu-du-Parc. Là, j'arrête parce que, là, il manque de temps, puis je veux faire mes remerciements. Mais vous comprenez, il y a beaucoup d'engagements dans Maskinongé. Il y en a neuf. Mais je peux vous assurer que je vais être aussi exigeant avec les résultats de mon côté que peut l'être le premier ministre.

Maintenant, je termine avec les remerciements. D'abord, mon équipe, mon équipe de campagne : Marie-Pierre, Mylène, honnêtement, une chance que vous étiez là. Chaque jour de la campagne, vous l'avez abordé avec un grand sourire, avec la bonne humeur, avec le réel désir de me soutenir le mieux possible pour qu'on arrive, au final, avec un résultat positif. Ce résultat, c'est moi qui l'ai eu, mais moi, je vous inclus là-dedans, vous le méritez tout autant que moi. Je pense qu'on a fait un beau travail d'équipe. Amélie, qui a gardé le fort au bureau. C'en prend, quelqu'un qui garde le fort au bureau. Bien, Amélie, elle l'a fait de main de maître. Puis je pense qu'elle a gagné en expérience aussi, parce qu'elle était toute seule, naturellement. Marylène Le Houillier aussi, qui était responsable de la coordination régionale, entre autres au niveau des communications. Merci, Marylène.

Vous savez, on a besoin en politique d'avoir des «grounds», je vais le dire comme ça, permettez-moi l'anglicisme, vous me comprenez très bien, la famille, les amis, pour moi, c'est superimportant. Ils ont été là tout le long de la campagne. Des fois, on avait besoin de se déposer, comme on dit, ils étaient là pour nous appuyer. Mes collègues aussi, député de Mégantic, député de Richelieu, une chance que vous êtes là, parce que, dans la campagne, on vit à peu près les mêmes situations. Des fois, on était bons pour se stresser ensemble, mais des fois on était bons pour se calmer aussi ensemble. Mais ça fait du bien puis c'est important en politique, je trouve, cette amitié-là. Merci aux bénévoles, l'armée de bénévoles. Je n'aurai jamais assez de bons mots pour signifier ma reconnaissance envers ces gens-là qui m'ont supporté, qui nous ont amenés avec un résultat aussi significatif, là, le 3 octobre dernier.

Et mes derniers mots sont pour les citoyens de Maskinongé. Merci pour votre confiance. Honnêtement, je l'apprécie, je le prends avec beaucoup d'humilité. Je peux vous assurer que je suis, à partir du 3 octobre dernier, le député de tous les citoyens de Maskinongé, peu importe le parti. Et je peux aussi faire en sorte que vous serez ma principale préoccupation, ma principale... Vous serez ma principale promesse à réaliser. Et j'ai envie de vous dire que, chaque jour que je vais travailler, je vais le faire avec passion, je vais le faire avec dévouement puis je vais le faire avec honneur pour mieux vous servir à chaque fois. Merci, M. le Président.

• (20 h 50) •

**Le Vice-Président (M. Lévesque) :** Merci beaucoup, M. le député de Maskinongé. Maintenant, je reconnais la députée d'Iberville. Mme la députée.

### Mme Audrey Bogemans

**Mme Bogemans :** Merci beaucoup. M. le Président, et puis à l'ensemble des collègues députés, félicitations pour vos élections! Ça me fait vraiment plaisir d'être ici ce soir. Premièrement, je veux remercier la population du comté d'Iberville qui, le 3 octobre dernier, m'a accordé un mandat fort pour les quatre prochaines années. Merci de m'avoir chaleureusement accueillie chez vous, dans le porte-à-porte, de m'avoir adoptée et d'avoir fait de moi votre représentante à l'Assemblée nationale. Je suis profondément touchée par votre confiance et je saurai vous servir avec humilité. Vous m'accueillez à bras ouverts encore, à chaque souper paroissial, à chaque fête familiale, à chaque exposition. Vous portez votre vérité et vous me l'a confiée avec une grande humanité. Sachez, gens d'Iberville, que je vous écoute, que ma porte vous sera toujours ouverte. En fait, M. le Président, j'ai toujours su que mon coeur était dans Iberville, mais les gens de chez nous ont su bien me le montrer, que c'était réciproque.

Mais je dois aussi dire que mon coeur était déjà engagé à Vincent, ma tendre moitié, qui, à tout moment de l'aventure, aurait pu me réclamer à la maison avec les enfants ou sur la ferme familiale qu'on a reprise ensemble. Il aurait eu toutes les raisons de le faire, et, s'il n'avait pas ma pleine confiance pour veiller au bien-être de mes enfants, bien entendu que je serais restée. Mais cet homme, qui est pourtant loin d'être rose, m'a envoyée, ordinateur à la main, téléphone à l'oreille, parcourir les rangs et les rues du comté jour après jour, entourée de bénévoles absolument extraordinaires. Donc, après 36 jours de cavale, les gens d'Iberville m'ont donné un merveilleux quatre ans, et cette confiance me permet de m'investir dans Iberville et de me consacrer à faire une différence marquée pour notre milieu. Vincent a compris, comme moi, qu'Iberville méritait enfin quelqu'un qui mettrait tout son coeur et son âme au profit du comté.

Maintenant, c'est à moi d'être à la hauteur des gens de ma circonscription et des Québécois. Ma première mission est de préserver la qualité de vie pour laquelle nous sommes reconnus internationalement, et ce, malgré une période économique incertaine. Ça va de pair avec notre capacité à mettre en oeuvre des plans d'accompagnement pour soutenir et accompagner les entreprises du Québec, à trouver des solutions durables à la pénurie de main-d'oeuvre et d'avoir les moyens... de donner, en fait, les moyens aux entreprises de bien réaliser leur mission.

Les gens veulent vieillir, aussi, à la maison, près des êtres aimés. Un plan ambitieux que notre équipe met sur la table, c'est une vraie stratégie de soins à domicile. Et ça résonne en moi fortement. Nous devons honneur et respect à nos aînés. C'est notre devoir de ne pas les déraciner prématurément, pour qu'ils puissent demeurer dans un milieu qui les stimule, dans lequel ils se réalisent.

Au niveau des places en garderie, je suis une maman, une mère qui travaille et je suis confrontée aux places limitées de service de garde, comme la majorité. Je suis fière de faire partie du parti qui a le courage d'ouvrir des nouvelles places et de rendre équitable aussi, monétairement, l'ensemble des offres de services de garde au Québec pour l'ensemble des parents.

Je veux travailler en équipe avec les députés, bien entendu, et Mme la ministre de la région de la Montérégie a été claire : notre grande région sera unie. Cette cohésion aura assurément une portée significative puisque c'est en équipe qu'on travaille des dossiers importants pour la région et c'est en groupe qu'on va assurer que la Montérégie se développe à son plein potentiel. Je suis déjà au travail dans plusieurs dossiers. Ne serait-ce que dans le viaduc de la 227 qui enjambe l'autoroute 10, les travaux sont enfin commencés, la construction de l'autoroute 35 va bon train.

Et je veux veiller à faire adorer l'école aux jeunes. Nos enfants sont l'essence même de ce que nous serons demain, et les générations du moment en sont bien conscientes. Je tiens vraiment, profondément, à ce que chaque élève, chaque étudiant trouve sa place dans notre système scolaire. D'abord, en circonscription, on va se pencher sur l'état du bien-être des adolescents de chez nous et on aura une rencontre dès le mois prochain avec la députée de Lotbinière-Frontenac, adjointe parlementaire au ministre de l'Éducation dans ce dossier.

On franchit aussi des nouvelles étapes dans les dossiers d'accès à l'eau potable à Clarenceville. Et je tiens à mentionner, M. le Président, que nous n'abandonnerons pas les gens de Clarenceville.

Au niveau du développement des infrastructures sportives, la valorisation et le développement des municipalités rurales, c'est important. C'est à nous, entre autres, de rendre accessibles les instruments pour que ces municipalités puissent se développer mais aussi de permettre aux jeunes qui veulent bouger, partout au Québec, peu importe le milieu, qu'ils aient les outils pour le faire.

En comté, j'ai le bonheur de composer avec des ruralités rurales et urbaines, bien entendu. Pour le volet urbain, je veux travailler de concert avec les élus de tous les paliers afin d'être une courroie de transmission pour les citoyens et une conseillère stratégique dans l'aménagement du territoire tout comme dans le dynamisme économique de la région. Sachez que je suis bien consciente de vos enjeux.

Je suis extrêmement fière de notre région rurale, agricole et touristique. C'est important d'assurer une fluidité et une sécurité dans les transports. Il faut donner accès à la nature en reconnaissant, préservant les écosystèmes mais aussi les activités économiques. Collectivement, nous devons arrimer changements climatiques, protection de l'environnement et réalités du milieu. On est les gardiens du trésor naturel essentiel à l'essor des générations futures et à leur prospérité.

M. le Président, je suis extrêmement fière de mon nouveau rôle d'adjointe gouvernementale dans l'équipe du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, avec laquelle je porterai la cause du bien-être animal. Mon but premier est d'écouter, de comprendre et d'unir des partenaires à la cause du bien-être des animaux afin d'entamer une mise à jour de la réalité terrain, et ce, avec l'ensemble des maillons de la chaîne.

En terminant, je veux revenir sur les personnes qui m'ont appuyée solidement pour me permettre d'être avec vous aujourd'hui. Ils m'ont aidée à gagner cette campagne, ils sont pour moi une deuxième famille, ils sont mes yeux et mes oreilles sur le terrain, et la course n'aurait jamais été aussi agréable sans vous. Et mon prochain quatre ans le sera tout autant en votre compagnie. Merci énormément.

J'invite également la population d'Iberville à faire appel à mon équipe de comté, Pamela, Pierre, Christine, qui, avec leur expertise, leur dévouement, vont pouvoir vous aider, ils sont là pour vous écouter et trouver le chemin vers la résolution.

Je me dois, en terminant, de remercier chaleureusement ma famille, qui croit en moi et qui s'assure que notre bateau navigue en mer calme, jour après jour, pour me permettre de donner tout mon possible aux gens du comté et aux Québécois. Sans votre amour et votre confiance en mes capacités, je ne serais pas là aujourd'hui. Vous m'aidez à garder les yeux sur l'horizon mais les pieds bien à terre, dans la réalité. Et, comme je ne pourrai jamais suffisamment remercier les 70 % de la population du comté d'Iberville qui sont allés voter, soyez assurés que je serai là pour vous, jour après jour, pour vous accompagner et améliorer votre qualité de vie. Merci beaucoup, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Lévesque) :** Merci beaucoup, Mme la députée d'Iberville. Et maintenant je cède la parole au député de Montmorency. M. le député.

#### **M. Jean-François Simard**

**M. Simard :** Alors, merci à vous, M. le Président. Je tiens d'abord à vous saluer. On se connaît depuis à peu près 25 ans, et je sais que vous allez assumer ces fonctions avec brio. Vous êtes également un collègue de la région de Québec, et le fait que vous assumiez la vice-présidence nous honore tous. Alors, bravo à vous!

M. le Président, ceux qui nous écoutent savent très bien qu'il est de mise pour un député qui parle pour la première fois au salon bleu depuis son élection... bien, il remercie ses électeurs, et puis j'aimerais leur dire 19 000 fois merci.

C'est la troisième fois que j'ai la chance d'être élu député de Montmorency. La première fois, je l'ai été sous la bannière du Parti québécois, avec le grand Lucien Bouchard, en 1998, et j'ai eu l'honneur d'être le plus jeune ministre dans l'équipe de Bernard Landry, qui a succédé à Lucien Bouchard. J'ai connu la défaite en 2003. Et pourquoi je vous dis ça? C'est parce que j'ai l'intime conviction, à ce stade-ci de ma vie, qu'on ne connaît pas véritablement l'entière de l'horizon politique tant qu'on n'a pas connu soi-même une défaite. D'abord, ça nous apporte une bonne dose d'humilité, et puis, dans un deuxième temps, ça nous ramène à l'essentiel. Je pense que... c'est un peu paradoxal que de vous dire ça, mais ce n'est qu'une fois battu que j'ai réalisé la pleine valeur du métier que nous faisons ici. Ce n'est qu'une fois battu que j'ai vraiment réalisé à quel point nous avions la chance de changer les choses et d'aider les personnes qui venaient à nous.

Alors, lorsque j'ai répondu à l'appel de l'actuel premier ministre, autour de 2017, pour revenir en politique, je me suis dit à moi-même : Je vais donner 200 % de ce que je peux en revenant. C'est l'engagement moral que j'ai pris à moi-même... envers moi-même, dis-je, en 2018, de ne pas perdre une seule fraction de seconde pour venir en aide à ceux qui en ont besoin, sachant à quel point un mandat passe dans le temps de le dire, dans un claquement des doigts. C'est cet engagement, donc, que j'ai pris en 2018, à mon retour, et puis que je reprends aujourd'hui devant vous et devant les électeurs de Montmorency, à donner 200 % de moi-même au cours des quatre prochaines années, et je leur dis : N'hésitez pas à exiger le meilleur de nous-mêmes comme députés, tous autant que nous sommes, en cette Chambre.

M. le Président, vous savez que je ne suis pas revenu parce que j'avais besoin d'un boulot. J'étais prof d'université, j'étais très heureux dans le métier que je faisais, j'adorais le contact avec les étudiants puis j'avais de bonnes conditions de travail. Si je suis revenu dans ce milieu qui est le mien, qui m'a vu grandir et qui a fait ce que je suis aujourd'hui, hein, de moi, ce que je suis aujourd'hui, c'était parce que je sentais qu'au cours des dernières années l'État avait, en quelque sorte, oublié ma circonscription, que les gens de Montmorency, plus que jamais, avaient besoin d'amour, disons-le comme ça, et que nous avions besoin d'un rattrapage au niveau de nos infrastructures, de nos infrastructures en matière scolaire, en matière de transport, en matière de santé, en matière touristique.

• (21 heures) •

Alors, laissez-moi faire un bref tour d'horizon, bien que le temps passe rapidement, pour situer un peu le bilan de ce que nous avons fait et la continuité que j'entends avoir au cours du... que j'entends, donc, poursuivre au cours des quatre prochaines années. Nous avons annoncé le plus important rattrapage en nombre de places en garderie probablement dans tous les comtés du Québec, et ce, grâce à mon collègue et ami l'ancien ministre de la Famille, qui est devenu maintenant ministre de la Culture — il est avec nous aujourd'hui, je le salue et je l'en remercie encore. Et ce n'est pas fini, on va continuer. Parce que nous avons... vous le savez, ce fut, comment dire, rappelé en campagne électorale, on a l'intention de convertir, hein, les prix que l'on paie au privé au même prix que l'on paie au public. Donc, on va continuer à améliorer notre système de garderies au profit, au bénéfice des parents, bien sûr.

Nous avons annoncé dans Montmorency pas quelques agrandissements de quelques écoles, on a annoncé deux nouvelles écoles, une à Beauport, une autre à Sainte-Brigitte-de-Laval. Et puis les jeunes, bien, ça grandit et puis ça n'arrête pas en sixième année. Et c'est la raison pour laquelle, M. le Président, je vous dis qu'on va continuer, parce qu'on a... j'ai vraiment l'intention de convaincre le ministre de l'Éducation de l'importance de construire une nouvelle école secondaire dans le comté de Montmorency.

Vous savez que qui dit Montmorency dit chute Montmorency. Et, pour peu que vous ayez visité le site de la chute Montmorency dans les dernières années, on voyait que ce site manquait d'amour, que le manoir, particulièrement, avait fait un peu son temps, qu'il avait vieilli. Et on a annoncé plusieurs dizaines de millions de dollars en rénovation de l'ensemble du site. Et ce n'est pas terminé, parce que, vous savez, il y a près de 800 000 personnes qui vont là bon an, mal an, et nous allons... je parlais encore tout dernièrement avec le grand patron de la SEPAQ, M. Caron, et on a des projets à court terme pour refaire l'entrée nord du site et puis parfaire l'endroit où les autobus du RTC se stationnent, près du pont de Boischatel, pour améliorer la sécurité et le passage, donc, des usagers.

Vous savez que nous avons un CHSLD d'importance dans le comté de Montmorency, le CHSLD Saint-Augustin, qui lui aussi manquait terriblement d'amour. Quand j'avais quitté mon mandat, en 2003, on parlait déjà d'une rénovation, et rien ne s'était fait. Et vous savez que, maintenant, c'est dans les planches à dessin. Et nous aurons sous peu un nouveau CHSLD, pas rénové mais reconstruit de toutes pièces, qui sera entre l'actuel bâtiment et le boulevard des Chutes. C'est un bâtiment que j'ai très bien connu parce que ma grand-mère Jeannette y a fait les dernières années de sa vie. Puis il y a là un personnel extraordinairement précieux et professionnel que je salue.

En matière de transport, inutile de vous dire que c'est fait, c'est enfin fait, on l'a tellement promis, tellement de gouvernements avant nous en avaient parlé, c'est réglé, le pont de l'Île-d'Orléans, le nouveau pont de l'île, on pourra circuler dessus en 2027. Vous savez que, bien sûr, il y a un côté du pont qui est du côté de Montmorency, et l'autre dans le beau comté de Charlevoix. Mais ça aussi, c'est une amélioration radicale de nos infrastructures de transport. Et vous me voyez venir en parlant d'infrastructures de transport. Nous allons continuer à travailler pour le troisième lien reliant le centre-ville de Québec au centre-ville de Lévis, avec, bien sûr, une sortie Dufferin-Montmorency, donc propre à servir les citoyens de ma circonscription.

Nous avons fait, durant notre mandat également, quelque chose dont on parlait depuis des décennies. La ville de Québec, un temps, avait pour projet de transformer les terres des Soeurs de la Charité en une espèce de parc commercial où il y aurait des condos puis des résidences. Et nous avons voulu, dans une logique de plan vert, sauver ces terres agricoles urbaines essentielles, avec la complicité de tous les collègues du comté de la grande région de Québec.

Et je vous annonce, M. le Président, qu'actuellement je soutiens un collectif de groupes communautaires dans mon comté dont fait partie Le Pivot, le carrefour jeunesse-emploi, dont fait partie la CDC, appuyé par la commission scolaire... par la caisse populaire, dis-je, de Beauport, et l'école, la fameuse école Fribourg à Charlesbourg. Nous avons un projet de ferme urbaine que nous allons présenter aux autorités compétentes au moment venu, lors des consultations portant sur l'avenir des terres des Soeurs de la Charité.

Donc, beaucoup de projets dont je pourrais continuer à vous parler, mais le temps file. Avant de terminer, j'aimerais peut-être revenir sur un élément très, très important. Un mot qu'on oublie, qu'on pense qui va de soi, qui est en arrière-pensée de tout ce qu'on fait ici, c'est le mot «démocratie». J'appartiens à une génération, puis je fais un coming out, j'aurai bientôt 56 ans, mais j'appartiens à... — dans quelques jours — j'appartiens à une génération qui, au début de la vingtaine, a vu l'effondrement du mur de Berlin, qui a vu les manifestations à place Tian'anmen. J'ai eu la chance de faire, pour finir mon stage à l'UQAM... Pour finir mon bac à l'UQAM, j'ai fait un stage en Afrique, au Mali, et j'ai vu de mes yeux vu la révolution étudiante en mars 1991 contre le dictateur sanguinaire Moussa Traoré. Puis on a pu voir toute la démocratie déferler partout en Afrique de l'Ouest.

Et là où je veux en venir, M. le Président, c'est qu'aujourd'hui, si j'étais dans une salle de classe, je ne pourrais plus dire à mes étudiants que nous sommes dans le même élan de démocratie que j'ai connu au début de la vingtaine. Partout à travers le monde, nous voyons des signes d'effritement, d'affaiblissement, de ralentissement de cet esprit démocratique. On l'a vu notamment chez nos voisins du Sud le 6 janvier de l'an passé et on sait à quel point, y compris chez nous, on l'a vu durant la pandémie, la démocratie n'est pas une chose acquise. Il nous faut, permettez-moi l'analogie, la cultiver pour qu'elle donne ses fruits. Et le principal antidote au trumpisme, ce n'est pas une panacée en soi, mais le principal antidote aux dérapages et au recul de la démocratie, c'est l'engagement de nos bénévoles, c'est l'engagement des militants, c'est le militantisme politique qui fait vivre la démocratie, tous partis confondus. Et je dis aux gens qui nous écoutent : Peu importe votre couleur, peu importe vos options, engagez-vous, la démocratie a besoin de vous.

Et c'est pour ça que moi, je salue tous les candidats qui étaient avec moi, qui faisaient course durant la dernière campagne dans Montmorency. On a fait une très belle campagne. Je salue les bénévoles de chacune des formations politiques. Je les encourage à persévérer. Puis, bien sûr, je vais focaliser mes remerciements sur la formidable équipe que j'ai eue. Je commence par Mathieu, qui était mon chef de campagne, un ami que j'ai depuis 2003, qui était admirablement secondé par Daniel, que vous connaissez. Yannick était présent. Chantal était là, Sophie également, Emmanuel veillait au grain tous les jours. Charles, le président d'association, dirigeait une équipe fantastique. C'est le seul gars dans ma vie que j'ai vu poser des pancartes électorales, puis c'est un ingénieur, avec un niveau à la main pour s'assurer que c'était bien droit. C'était un perfectionniste. Merci à mon équipe de porte-à-porte, à Igor, à Armand, à Mathurin, Cynthia, mon autre Armand, Carl. On est une centaine de bénévoles dans Montmorency. Je ne peux pas tous les nommer, mais, comme mon collègue de Saint-Jérôme, je les porte dans mon cœur.

Gens de Montmorency, à nouveau, merci. Et au plaisir de vous recroiser.

**Le Vice-Président (M. Lévesque) :** Merci beaucoup, M. le député de Montmorency. Et je suis prêt à reconnaître la députée d'Abitibi-Ouest. Mme la députée.

### Mme Suzanne Blais

**Mme Blais :** Merci, M. le Président. Félicitations pour votre nouvelle fonction. Chers collègues, comme vous, je suis fière de représenter ma circonscription, la plus belle, naturellement, Abitibi-Ouest. Je me revois en 2018, lors de ma première prise de parole ici, au salon bleu. Eh que j'étais nerveuse et fébrile! Je peux vous dire que je suis encore un peu nerveuse, mais, que voulez-vous, M. le Président, ça fait partie de ma nature, mais tellement fière d'être avec... d'être présente à vos côtés.

Au cours des quatre dernières années, il m'est arrivé souvent de me demander si j'étais au bon endroit. Est-ce que je réponds aux aspirations de ma circonscription? Est-ce que mon premier ministre trouve que je suis à ma place? Humblement, ma réponse, je l'ai eue le 3 octobre dernier. Mes concitoyens et concitoyennes m'ont réélue avec une majorité de 47 % de voix. J'y vois là le signe de l'écoute et du soutien qu'ils ont eu. C'est également le résultat des interventions de notre gouvernement en Abitibi-Ouest.

Je tiens donc à remercier tous les ministres et le chef du gouvernement, qui ont fait rayonner mon comté avec des programmes et des subventions qui ont permis d'investir plus de 220 millions dans ma circonscription au cours des quatre dernières années. À vous tous, merci beaucoup.

• (21 h 10) •

Lorsqu'ils visitent notre territoire, tous sont unanimes. Ils découvrent des gens chaleureux, accueillants, qui aiment présenter leur culture, leur histoire. C'est le cas de la communauté autochtone d'Abitibiwinni. Kwe... C'est un territoire qui regroupe des lacs par centaines, des rivières, des forêts, des mines, des terres agricoles et des entreprises qui vivent bien souvent à partir de nos richesses naturelles. Notre plus grande fierté, M. le Président, c'est nos eskers, notre eau, notre or bleu.

En Abitibi-Ouest, nous ne sommes pas épargnés non plus par la pénurie de main-d'oeuvre. Tout notre monde, nos industries, notre milieu travaille pour aller chercher des futurs employés à l'étranger. À ce titre, nous avons de beaux exemples à vous faire découvrir, entre autres l'approche de La Grande Séduction à La Sarre.

Parlons santé maintenant. Je suis heureuse que notre premier ministre en ait fait une priorité dans son discours d'ouverture. Je crois beaucoup à l'approche du ministre de la Santé pour revoir le fameux réseau, le rapprocher de la population et de refaire de nos établissements de santé des milieux de travail plus humains. Toujours dans les priorités exposées de notre premier ministre qui me touchent beaucoup se trouvent les investissements dans nos infrastructures sportives, nos maisons des aînés, nos écoles, nos garderies, notre formation professionnelle et nos hôpitaux.

Dans un comté comme le mien, qui est vaste, où les municipalités sont éloignées les unes des autres, où nous sommes loin du grand centre, de tels investissements seront les bienvenus partout sur le territoire pour offrir des services de proximité qui rendent notre milieu attrayant aux jeunes familles et qui permettent de maintenir la qualité de vie de nos aînés. Je profite de l'occasion pour remercier notre gouvernement pour les projets qu'ils ont déjà mis en place ou ont été amorcés au cours de mon premier mandat.

Enfin, je relance l'invitation à tous pour venir visiter notre beau coin de pays en hiver comme en été. Vous ne vous ennuyerez pas. De la motoneige à profusion, je pense au Refuge Pageau, le circuit Anisipi, par le Pow-Wow à Pikogan, le festival équestre et rodéo professionnel à La Sarre. Nous avons aussi des acteurs culturels qui font des réalisations remarquables comme la troupe À cœur ouvert et Amos vous raconte. Ce sont des organismes qui nous font découvrir l'histoire de notre Abitibi.

Je profite de cette occasion pour remercier celui qui a travaillé très fort durant ma campagne électorale et qui a toujours été à mon écoute, un mentor extraordinaire, M. Laurent Levasseur. Merci aussi à toute mon équipe de bénévoles qui ont cru en moi et qui m'ont toujours épaulée. Sans vous, je ne serais pas ici aujourd'hui. Merci à mes employés. Merci à Mme Hélène Desjardins qui m'a accompagnée durant quatre ans. Merci pour ton écoute et ton excellent travail. Bonne retraite avec ton beau Louis. Merci à Claudette, à Sylvie.

Maintenant, avec ma nouvelle équipe, Nicolas, Sylvie et Alice, nous continuerons toujours d'offrir notre service en étant à l'écoute de notre communauté, nos entreprises, nos organismes, notre jeunesse, nos aînés et nos élus. Un merci particulier à ma fille Marie-Pier et son conjoint Philippe pour leur présence constante à mes côtés. Merci à vous deux de m'avoir fait découvrir mon nouveau rôle de grand-mère. Vous savez, M. le Président, Olivia, c'est la plus belle. Merci à ma sœur Rollande et son conjoint Adrien qui sont toujours là près de moi.

Je veux remercier notre premier ministre pour sa confiance en m'offrant le poste d'adjointe gouvernementale à la ministre responsable de la Solidarité sociale.

Maintenant, continuons le travail amorcé. Merci.

**Le Vice-Président (M. Lévesque) :** Merci beaucoup, Mme la députée d'Abitibi-Ouest. Maintenant, le prochain intervenant sera M. le député de Beauce-Nord. M. le député.

#### **M. Luc Provençal**

**M. Provençal :** M. le Président, félicitations pour votre nomination à cette importante position au sein de notre Assemblée! Salutations aux collègues ici présents, au salon bleu, ainsi qu'aux citoyens de partout au Québec, qui suivent nos travaux à la télévision ou encore via la diffusion sur le site Internet de l'Assemblée nationale.

Le 3 octobre dernier, les électeurs de Beauce-Nord ont renouvelé mon mandat afin de les représenter pour quatre autres années avec un taux de participation exceptionnel de 77,03 %, et plus de 43 % des électeurs ont appuyé la Coalition avenir Québec pour me permettre de poursuivre le travail entamé depuis 2018. J'y reviendrai. Sachez que je les remercie pour cette confiance renouvelée. C'est un privilège de porter les attentes et préoccupations de l'ensemble des citoyens de Beauce-Nord à l'Assemblée nationale.

Je profite de l'occasion pour remercier également celles et ceux qui ont oeuvré à l'obtention de ce résultat, notamment les membres de mon comité d'action locale et comité électoral, mon personnel de bureau de comté, Mélanie, Céline et Stéphane, les nombreux bénévoles ainsi que les membres de ma famille.

Beauce-Nord, quelle magnifique circonscription! Constituée du territoire couvrant les MRC Beauce-Centre et Nouvelle-Beauce, le comté compte 21 municipalités avec une population d'environ 58 000 personnes. La plus dense en termes de population est la Nouvelle-Beauce, comptant le double de sa voisine du sud. La Nouvelle-Beauce, ce sont 11 municipalités dynamiques, dont 95 % du territoire est en zone agricole, la deuxième en importance au Québec en cette matière. Beauce-Centre, anciennement Robert-Cliche, regroupe 10 municipalités et regorge de PME innovantes dans de nombreux secteurs d'activités.

Bien que reconnue pour son offre touristique historique, pensons au Musée Marius-Barbeau, à Saint-Joseph-de-Beauce, ou encore au Musée de l'aviation civile francophone à Sainte-Marie, un véritable virage famille est maintenant proposé et très présent dans ma circonscription. Le Miller Zoo de Frampton, le Village Aventuria à Saint-Jules, le Woodooliparc à Scott, et j'en passe. Bref, habiter, travailler ou visiter Beauce-Nord est plus qu'agréable, peu importe votre âge.

En ouverture, je mentionnais être heureux de poursuivre le travail entamé depuis 2018, parce que, oui, on a fait beaucoup de chemin au cours des quatre dernières années dans la circonscription. Plusieurs réalisations me rendent fier, notamment la construction du campus Sainte-Marie du cégep Beauce-Appalaches, regroupant enfin sous un seul et même toit, dans un environnement moderne, spacieux et lumineux, quelque 500 étudiants; la nouvelle école primaire l'Accueil, à Scott, un engagement de notre premier ministre au printemps 2019, aujourd'hui réalité, un bâtiment vraiment wow que j'ai visité il y a quelques jours; le développement actuel de plus de 500 places en service de garde subventionné, en CPE ou en communauté, répondant ainsi aux besoins de jeunes familles de Beauce-Nord longtemps ignorées par les gouvernements précédents.

De plus, de nombreux autres projets étaient en attente d'un financement gouvernemental avant 2018 ou encore se sont présentés pendant le dernier mandat, et nous avons répondu présents, notamment : financement du dernier tronçon de la piste cyclable dans la MRC Beauce-Centre, financement de la future nouvelle école primaire Maribel à Sainte-Marie et du nouveau centre administratif du centre de services scolaire de la Beauce-Etchemin hors de la zone inondable, financement de la rénovation du presbytère à Saint-Joseph-de-Beauce, financement des travaux d'infrastructures d'eau et du centre de transbordement ferroviaire à Saint-Lambert-de-Lauzon, prolongement du réseau de gaz naturel à Vallée-Jonction et Saint-Elzéar, financement de deux bâtiments municipaux à Saint-Joseph-des-Érables, important financement du réaménagement du terrain des loisirs à Saints-Anges, financement du nouveau bâtiment de la MRC Nouvelle-Beauce et du nouveau lien cyclable vers Bellechasse. Ce ne sont là que quelques exemples de l'implication de notre gouvernement dans mes 21 municipalités, sans oublier les quelque 120 millions versés majoritairement en indemnités de départ, suite à l'inondation historique du printemps 2019, aux riverains de la rivière Chaudière.

Et que dire du déploiement de la fibre optique dans le cadre de l'opération haute vitesse initiée par notre gouvernement? La très grande majorité des foyers de Beauce-Nord y ont maintenant accès, et, si ce n'est pas le cas, l'option Starlink est disponible.

• (21 h 20) •

Pour le futur, localement, mon seul engagement public de la dernière campagne a été de m'assurer du rétablissement complet du lien ferroviaire de Charny en passant par Vallée-Jonction jusqu'à l'ancienne mine Carey dans le secteur de Tring-Jonction. Cela ne veut pas dire que je ne suis pas au fait des autres besoins locaux : agrandissement d'écoles, nouveaux centres de formation, projets en sports, loisirs, culture et tourisme. Je demeure aussi présent auprès de nos entreprises et producteurs agricoles. Que ce soient des enjeux de main-d'oeuvre, d'innovation ou environnementaux, je suis à l'écoute. J'échange régulièrement avec les acteurs de développement économique locaux et les représentants de la filière agricole et de la transformation alimentaire et je porterai à nouveau vos messages et préoccupations.

Notre premier ministre a fait un discours inspirant et fort réaliste lors de l'ouverture de la 43e législature. Déjà, nos projets de loi sont déposés dans le cadre de notre bouclier anti-inflation proposé pendant la dernière campagne électorale pour souligner... pour soulager, excusez-moi votre portefeuille. Faire plus, faire mieux rapidement. Très heureux de continuer avec mon premier ministre.

En terminant, un petit mot pour mon prédécesseur, que la maladie a emporté il y a quelques semaines. André Spénard a occupé la fonction de député de Beauce-Nord de 2012 à 2018, alors dans l'opposition. Un ami et mentor pour moi, un entrepreneur et développeur dans l'âme, mais surtout un conjoint, un père et un grand-père attentionné. Salut, André.

Sur ce, bonne session à l'ensemble des parlementaires dans cette 43e législature. Merci de votre attention.

**Le Vice-Président (M. Lévesque) :** Merci beaucoup, M. le député de Beauce-Nord. Maintenant, la parole est à M. le député de Richelieu. La parole est à vous.

#### M. Jean-Bernard Émond

**M. Émond :** Oui. Merci beaucoup, M. le Président. À mon tour de prendre la parole en réplique au discours inaugural de notre premier ministre. Je veux, à mon tour, vous féliciter, M. le député de Chauveau. Vos électeurs ont beaucoup de chance et sont sûrement très fiers de votre nomination, que vous allez remplir avec beaucoup d'honneur, je suis certain.

J'allais quasiment vous demander, M. le Président, je voulais le faire avec une joie à peine simulée, demander le consentement de la Chambre pour déborder les travaux jusqu'à 22 heures, 22 h 30, parce qu'il ne reste pas beaucoup de temps, mais c'est une blague, je ne le ferai pas, je vous rassure tout de suite. C'était simplement pour capter l'attention des collègues. Je sais qu'à cette heure c'est un bon moyen d'y arriver.

M. le Président, mes premiers mots, comme les collègues l'ont fait... je pense que c'est important de remercier les citoyens, les citoyennes de Richelieu qui ont porté leur confiance en moi pour une deuxième fois depuis 2018 et avec ce scrutin de 2022. Et c'est un deuxième mandat, M. le Président, que j'aborde avec beaucoup de fierté, mais beaucoup d'humilité.

Je veux vous parler de la campagne dans mon coin de pays. Ça a été une campagne propre, dans le respect, avec un échange d'idées, des débats qui ont été respectueux. Et, comme l'a fait le collègue de Montmorency, je veux souligner l'engagement des candidats qui étaient présents dans l'élection avec moi, toutes formations politiques confondues. Parce que le collègue a raison, il y a actuellement un vent d'essoufflement dans nos systèmes démocratiques, et le fait de mettre son visage sur le poteau, comme on dit, ça demande une grande résilience, un grand courage, et je les félicite de l'avoir fait.

Une conclusion de campagne, M. le Président, qui a été favorable, vous le voyez à mon sourire, avec 56 % des voix — je vois le collègue de la Montérégie qui est avec moi — le score le plus élevé de la Montérégie, là, je tiens à le dire. Mais, blague à part, je ne veux pas être chauvin, mais je veux surtout dire que c'est une victoire d'équipe. On ne fait pas ça tout seul, tous les collègues l'ont mentionné, les collègues d'en face également, votre présence, vous la devez, hein, à vos nombreux bénévoles, à nos équipes qui nous ont aidés.

Et je veux en nommer quelques-uns, si vous permettez. Je veux débiter par mon équipe de bureau de comté, Sophie, Raphaëlle et Jean-Patrick, qui ont donné un bon coup de main, et même, M. le Président, deux anciens employés du bureau de comté, là, qui ont cheminé vers d'autres carrières mais qui sont revenus au bercail, Virginie et Félix, pour donner un coup de main. Alors, je pense que c'est bon signe.

Je veux remercier ma famille, parce que, dans Richelieu, la CAQ, M. le Président, c'est une histoire de famille. Présent depuis 2012, c'était ma quatrième élection comme membre fondateur du parti. Alors, mon frère Pierre-André, que plusieurs d'entre vous connaissent, qui est impliqué dans la permanence du parti, qui est mon roc, qui est mon pilier, mon doc, mon organisateur de campagne, mon beau-frère Jean-François, ma soeur Marie-Claude, qui étaient là, les enfants, ma belle Karine, bien entendu, qui me supporte depuis les tout débuts, et tous les nombreux bénévoles.

Deuxième mandat, M. le Président, puis je ne suis pas le seul, j'ai des collègues qui l'ont mentionné, qu'on aborde avec un peu plus de confiance, avec un peu plus d'expérience, puis je pense que c'est normal. Dans les quatre dernières années, notre gouvernement a amené beaucoup aux Québécois, et ils savent de quoi je parle.

Je veux vous parler peut-être brièvement, comme d'autres collègues l'ont fait avant moi, de réalisations dans le comté de Richelieu. Puis je vais être bref, M. le Président, là, je ne vais vraiment pas vous faire prolonger les travaux. Si je commence en éducation : une nouvelle école primaire à Yamaska — ce n'est pas juste un nom de téléroman, les amis, c'est une belle municipalité, Yamaska — un projet qui avait été refusé, M. le Président, pas quatre, cinq fois par les gouvernements précédents et qu'on a fait atterrir sur le terrain avec une grande fierté; 14 millions de dollars, M. le Président, pour l'école secondaire Bernard-Gariépy pour une rénovation majeure; un budget accru pour notre cégep.

Je veux me transporter vers les infrastructures sportives, qui avaient une carence dans notre coin, un manque flagrant. Très fier de la subvention du PAFIRS obtenue par ma collègue la ministre des Sports et des Loisirs, la troisième plus grosse du Québec après Montréal et Laval, quand même, pour notre coin, avec un complexe aquatique de 30 millions de dollars qui va voir le jour, M. le Président. Je vous invite à venir vous baigner dans mon comté lorsque le complexe sera terminé. Une autorisation pour une surface de jeu synthétique, un très beau partenariat avec la ville de Sorel-Tracy et le centre de services scolaires; une patinoire à Saint-Ours; et beaucoup, beaucoup de projets avec nos partenaires municipaux. Les collègues vont être d'accord avec moi, on a besoin de nos partenaires municipaux autant qu'ils ont besoin de nous. Et puis, quand la bonne entente est là, on réussit à attacher, à ficeler des projets, et c'est vraiment important. Puis, en santé, pour terminer avec les projets, l'acquisition d'un appareil d'imagerie par résonance magnétique qui était demandé depuis de nombreuses années à l'Hôtel-Dieu de Sorel.

Donc, je le disais, M. le Président, on aborde ce mandat-là avec plus d'expérience, puis ça, ça nous amène à envisager qu'on va être capables d'amener nos projets, dans les quatre prochaines années, avec beaucoup plus de facilité.

J'entendais les collègues tantôt, entre autres le député de Maskinongé qui a fait preuve d'une belle confiance dans son allocution. Je l'en félicite puis je suis convaincu que, dans ce début de deuxième mandat, il saura, entre autres, terminer le projet des vaches en cavale, hein, le régler, M. le Président. Je suis convaincu qu'il va être en mesure de le faire. Mais, blague à part, je me tourne vers le collègue de Mégantic, qui a eu de belles réalisations dans son comté, et je lui souhaite enfin, je lui souhaite, Mme la Présidente, son centre moderne de volleyball, là, qu'il attend, qu'il veut depuis longtemps pour Mégantic. Puis ceux qui se doutent que c'est un sport qu'affectionne le député de Mégantic, venez dans son bureau, vous allez comprendre tout de suite, M. le Président. C'est très, très important.

Bon, blague à part, il y a beaucoup d'éléments dans le discours du premier ministre qui ont retenu mon attention, M. le Président, bien entendu, mais je vais retenir les passages qui concernent l'éducation. On a fait beaucoup de choses comme gouvernement dans les quatre dernières années en éducation sous l'impulsion du député de Chambly, je tiens à le dire, je veux lui rendre hommage aujourd'hui, qui, contre vents et marées, a quand même, avec la collaboration des enseignants, des directions d'écoles, du personnel de soutien... puis il faut être fiers de ça, on a quand même l'endroit où on a maintenu nos écoles ouvertes le plus souvent, le plus longtemps possible dans un contexte pandémique. Puis ça n'a pas toujours été facile, M. le Président, mais on l'a réalisé.

Et, pour la suite des choses, avec l'actuel ministre de l'Éducation, député de Lévis, qui entame son mandat, je tiens à le dire, d'une façon très pertinente en se rendant sur le terrain à la rencontre des équipes-écoles pour bien entendre leurs préoccupations, bien, je pense que ça augure bien pour la suite. Et il sera accompagné de la collègue de Hull, adjointe également, et de la collègue de Lotbinière-Frontenac. Et je vais les appuyer comme adjoint parlementaire au ministre de l'Éducation.

Bon, là, je vois vos signes à peine ostentatoires, M. le Président, et donc je vais m'arrêter là-dessus pour compléter, pour ne pas oublier personne, à notre prochaine séance demain, si vous le permettez. Merci et à demain.

**Le Vice-Président (M. Lévesque) :** Merci beaucoup, M. le député. Donc, M. le député de Richelieu, je comprends que vous désirez poursuivre votre intervention à la prochaine séance. C'est bien ça?

**M. Émond :** Bien, je viens de voir le chronomètre puis je vais laisser la place aux collègues, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Lévesque) :** Donc, vous avez terminé votre...

**M. Émond :** Oui, oui, oui.

**Le Vice-Président (M. Lévesque) :** Parfait. Merci beaucoup, M. le député de Richelieu.

### Ajournement

Alors, mesdames et messieurs, compte tenu de l'heure, j'ajourne les travaux de l'Assemblée à demain, 7 décembre, à 9 h 40.

Bonne soirée à tous. Soyez prudents au retour.

*(Fin de la séance à 21 h 30)*